REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité -Travail

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DE L'ETAT

ORDONNANCE N° 04 019

ARRETANT LE BUDGET DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE POUR L'ANNEE 2005

LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

a examiné et donné son avis,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT

Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

Article 1er : Les recettes et les dépenses du Budget de l'Etat ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution du Budget pour l'année 2005 sont régies conformément aux dispositions de la présente Ordonnance.

Article 2 : Aucune mesure susceptible d'entraîner au-delà des montants globaux fixés par les articles ci-après, une dépense nouvelle ou une perte de recettes par rapport aux voies et moyens évalués à l'article 6 ci-dessous, ne pourra intervenir au cours de l'année 2005 sans avoir fait l'objet de l'ouverture préalable d'un crédit supplémentaire au chapitre intéressé et avant qu'aient été dégagées en contrepartie et pour un montant équivalent des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il est fait état dans la présente Ordonnance.

Article 3 : Sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance, continueront d'être opérées pendant l'année 2005 conformément aux lois et règlements en vigueur :

- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus divers de l'Etat ;
- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux Etablissements Publics et Organismes divers dûment habilités.

Article 4 : Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets antérieurs en vigueur et par la présente Ordonnance, à quelque titre ou sous quelle que dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, sous peine pour les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis pour concussion conformément aux articles 108 et 109 du Code Pénal.

Sont également passibles des peines prévues pour concussion, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation légale ou réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôts ou taxes publiques ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements de l'Etat. Ces dispositions sont aussi applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales du secteur public et parapublic qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance de produits ou services de ces entreprises.

Article 5 : Tout texte portant exonération de droits de douanes, création, modification ou dégrèvement d'un impôt ou d'une taxe fiscale ou parafiscale doit être soumis à l'approbation préalable du Ministre chargé des Finances sous peine de nullité.

Article 6 : Les ressources et les charges inscrites au Budget de l'Etat pour l'année 2005 sont fixées conformément aux états de développement annexés à la présente Ordonnance.

Article 7 : Le Ministre des Finances est l'ordonnateur unique du Budget Général de l'Etat. Il peut, s'il le juge nécessaire, déléguer tout ou partie de ses prérogatives.

Article 8 : Le Ministre des Finances est tenu de produire un rapport annuel de gestion des crédits présentant la situation des engagements effectués ainsi que leur utilisation.

Article 9 : Les ressources du Budget de l'Etat pour l'exercice 2005 sont fixées globalement et réparties comme suit : **84.500.486.000 F CFA**

- Recettes propres : **61.276.936.000 F CFA**
- Financements extérieurs acquis **: 23.223.550.000 F CFA**

Article 10 : Le montant maximum des crédits de paiement ouverts au budget de fonctionnement pour l'année 2005 est fixé à **: 82.220.225.000 F CFA**

Article 11: Le montant maximum des crédits de paiement ouvert au Budget d'investissement pour l'année 2005 est fixé à **: 30.969.550.000 F CFA**

Article 12 : Le déficit prévisionnel du Budget de l'Etat au titre de l'année 2005 est fixé à : **28.679.349.000 F CFA**

Article 13 : Le besoin de financement correspondant sera assuré par la mobilisation de ressources propres et extérieures.

Article 14 : Pour l'exécution du Budget de l'Etat, le montant global des engagements financiers que peut contracter l'Etat au titre de l'année 2005 est fixé à : **113.179.835.000 F CFA.**

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES

A. DISPOSITIONS FISCALES

I – Impôt libératoire

Article 15 : Il est créé une section 2 intitulée : "DES EXCLUSIONS DU REGIME DE L'IMPOT LIBERATOIRE" régie par les dispositions de l'article 214 bis 3 suivantes :

Article 214 bis 3 - sont exclus du régime de l'impôt libératoire :

- Les marchands de biens, lotisseurs, administrateurs de biens ;
- Les commerçants de gros ;
- Les boulangers, utilisant des procédés mécaniques de fabrication ;
- Les pâtissiers ;
- Les pharmaciens ;
- Les médecins ayant clinique ;
- Les exploitants d'établissements hôteliers de plus de 15 chambres ;
- Les exploitants de débits de boissons alcoolisées équipés d'appareil de climatisation ;
- Les exploitants de salons de thé et de restaurants, autorisés à vendre des boissons alcoolisées offrant plus de vingt (20) places assises et servant des repas à prix fixe ou à la carte ;
- Les gérants de stations -services ;
- Les loueurs de biens meubles corporels et incorporels ;
- Les personnes qui réalisent des opérations et affaires occasionnelles ;
- Les transporteurs internationaux.
- Les personnes qui exercent les professions libérales de manière indépendante.

Sont également exclus de l'impôt libératoire les contribuables assujettis audit impôt qui, en cours d'année, exercent une activité soumise à la patente.

Les dispositions du 1er alinéa de l'article 214 bis 1 sont applicables mutatis mutandis en cas de suspension de l'activité soumise à la patente.

Article 16 : Le tarif de l'impôt libératoire est modifié et complété ainsi qu'il suit :

1- **Transport**

Au lieu de :

Profession ou Activité	Libellé	Chiffre d'affaires	Cotisation de base	Coef.	Montant annuel de l'impôt
Entrepreneur de taxi	1 véhicule	Inférieur à 5.400.000	1.153.220	0,21	242.130
Exploitant de taxi	2 véhicules	De 5.400.001 à 10.800.000	2.306.440	0,21	484.260
	3 véhicules	De 10.800.001 à 16.200.000	3.459.000	0,21	726.390
	4 véhicules	De 16.200.001 à 21.600.000	4.612.000	0,21	968.520
	5 véhicules	De 21.600.001 à 30.000.000	5.766.000	0,21	1.210.860
Entrepreneur de bus	10 à 20 places	Inférieur à 6.000.000	2.003.000	0,21	420.630
Exploitant de bus	21 à 30 places	De 6.000.001 à 12.000.000	4.007.000	0,21	841.470
Autocar	31 à 40 places	De 12.000.001 à 18.000.000	6.011.000	0,21	1.262.310
	41 à 60 places	De 18.000.001 à 24.000.000	8.015.000	0,21	1.683.150
	pus de 60 places	De 24.000.001 à 30.000.000	10.019.000	0,21	2.104.990
Transport terrestre	3 à 7 tonnes	Inférieur à 9.600.000	1.964.000	0,21	412.440
des marchandises	8 à 12 tonnes	De 9.600.001 à 15.000.000	3.929.000	0,21	825.090
	13 à 15 tonnes	De 15.000.001 à 20.000.000	5.894.000	0,21	1.237.740
	16 à 20 tonnes	De 20.000.001 à 25.000.000	7.859.000	0,21	1.650.390
	Plus de 20 tonnes	De 25.000.001 à 30.000.000	9.823.000	0,21	2.063.020

Lire :

Profession ou Activité	Libellé	Chiffre d'affaires	Cotisation de base	Coéf.	Montant annuel de l'impôt
Exploitant de taxi moto	Moto	Inférieur à 1.200.000	253.700	0,21	53.270
Entrepreneur de taxi Exploitant de taxi	1 véhicule	Inférieur à 5.400.000	1.153.220	0,21	242.130
	2 véhicules	De 5.400.001 à 10.800.000	2.306.440	0,21	484.260
	3 véhicules	De 10.800.001 à 16.200.000	3.459.000	0,21	726.390
	4 véhicules	De 16.200.001 à 21.600.000	4.612.000	0,21	968.520
	5 véhicules	De 21.600.001 à 30.000.000	5.766.000	0,21	1.210.860
Entrepreneur de transports fluviaux de personnes et de marchandises en baleinière	3 à 7 tonnes	Inférieur à 9.600.000	1.964.000	0,21	412.440
Entrepreneur bus Exploitant bus Autocar	10 à 20 places	Inférieur à 6.000.000	2.003.000	0,21	420.630
	21 à 30 places	De 6.000.001 à 12.000.000	4.007.000	0,21	841.470
	31 à 40 places	De 12.000.001 à 18.000.000	6.011.000	0,21	1.262.310
	41 à 60 places	De 18.000.001 à 24.000.000	8.015.000	0,21	1.683.150
	pus de 60 places	De 24.000.001 à 30.000.000	10.019.000	0,21	2.104.990
Transport terrestre des marchandises	3 à 7 tonnes	Inférieur à 9.600.000	1.964.000	0,21	412.440
	8 à 12 tonnes	De 9.600.001 à 15.000.000	3.929.000	0,21	825.090
	13 à 15 tonnes	De 15.000.001 à 20.000.000	5.894.000	0,21	1.237.740
	16 à 20 tonnes	De 20.000.001 à 25.000.000	7.859.000	0,21	1.650.390
	Plus de 20 tonnes	De 25.000.001 à 30.000.000	9.823.000	0,21	2.063.020

II – Contribution des Patentes

A- Activité d'Exportateur de bétail

Article 17 : Il est créé au tableau B du tarif des patentes un code 2027 relatif à l'activité d'exportation de bétail libellé comme suit :

Code 2029 : Exportateur de bétail de plus de 500 têtes par an.

Droit fixe :100.000.

Taxe variable :1000/ tête de bétail .

Article 18 : L'intitulé des codes 1525 et 1703 du tableau A du tarif des patentes est supprimé.

B- Activité d'Exploitant de Cyber Café

Article 19 : Il est créé au tableau B du tarif des patentes un code 2023 relatif à l'activité de cyber café libellé comme suit :

Code 2023 : Exploitant de cyber café

Droit fixe : 50.000

Taxe variable : 3000 / à partir du 6iè poste de travail

III – Contribution des Licences

Article 20 : Le tableau de la contribution des licences prévu à l'article 213 est modifié en ce qui concerne la rubrique « cas spéciaux » en son numéro 1.

Au lieu de :

CAS SPECIAUX				
Débitant de bières et vins à consommer sur place au domicile d'une personne sans installation particulière.....	75.000	50.000	50.000	50.000
1- Pour les établissements autorisés à vendre sur décision spéciale occasionnelle, les droits de licences sont réglés à raison de : - 500 francs par 24 heures pour le débit de boisson alcoolisée. -150 francs par 24 heures pour le débit de bières et vins -Taux forfaitaire de 25.000 francs pour une durée inférieure ou égale à 7 jours. -Taux forfaitaire de 5.000 francs pour une durée supérieure à sept (7) jours. (le reste sans changement)				

Lire :

8ème CLASSE Débitant de bières et vins à consommer sur place au domicile d'une personne sans installation particulière.....	**75.000**	**50.000**	**50.000**	**50.000**
CAS SPECIAUX 1- Pour les établissements autorisés à vendre sur décision spéciale occasionnelle, les droits de licences sont réglés à raison de : - 5000 francs par 24 heures pour les débits de boissons alcoolisées. -3.000 francs par 24 heures pour les débits de bières et vins ; Sans que les valeurs obtenues par application de ces tarifs ne puissent être inférieures aux montants suivants: -35.000 francs pour une durée d'exploitation inférieure ou égale à sept (7) jours -5.000 francs par 24 heures pour une durée supérieure à sept (7) jours **(le reste sans changement)**				

IV - Retenues à la source sur les loyers, commissions et autres rémunérations

Article 21 : Les dispositions de l'article 99-6 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 99-6 alinéa 1 et 2 - Les personnes morales, les organismes publics et privés, ainsi que toutes les autres personnes physiques et morales, quels que soient leur forme juridique, leur régime fiscal et les personnes physiques passibles de l'Impôt sur le Revenu qui versent des honoraires, vacations et autres rémunérations à des personnes non salariées exerçant une profession libérale, sont tenus de prélever à la source pour le compte du Trésor public une retenue de 5% sur les sommes brutes mises en paiement.

Les dispositions relatives aux obligations et sanctions visées à l'article 99-3 du Code Général des Impôts sont applicables mutatis mutandis à la retenue instituée par le présent article.

Lire :

Article 99-6 al 1 et 2 -Les administrations, les organismes publics et privés, ainsi que toutes les personnes physiques soumises au Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) et/ou au Bénéfice Non Commercial (BNC) et les autres personnes morales, quels que soient leur forme juridique, leur régime fiscal, qui payent à des tiers passibles de l'impôt sur le revenu des sommes autres que les salaires, sont tenus d'effectuer pour le compte du Trésor public la retenue au titre de l'impôt sur le revenu au taux de 5% sur le montant mensuel brut des sommes mises en paiement.
La retenue sur les loyers n'est pas obligatoire si le montant du loyer est inférieur à 50 000 F. CFA par mois.

Les dispositions prévues aux articles 75 et 76 ainsi que celles relatives aux obligations et sanctions visées à l'article 99-3 sont applicables mutatis mutandis à la retenue instituée par le présent article.

Article 22 : les dispositions de l'article 125 bis du code CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 125 - le chiffre d'affaires retenu pour la base de calcul du minimum fiscal (MF) prévu à l'article 125 bis du CGI est déterminé TTC.

Lire

Article 125 - le chiffre d'affaires retenu pour la base de calcul du minimum fiscal(MF) prévu à l'article 125 bis du CGI est déterminé hors taxe (HT).

V- Taxe Spéciale sur les achats de Diamant, or et autres pierres précieuses

Article 23 : Il est inséré au CGI, au livre 1er, titre 1er chapitre II, une section IX intitulée : "TAXE SPECIALE SUR LES ACHATS DE DIAMANT OR ET AUTRES PIERRES PRECIEUSES" régie par les dispositions des articles 43 quinquiès bis ci-après :

1 - Les opérations et personnes imposables

Article 43 quinquiès bis- Sont passibles de la taxe spéciale sur les achats de diamant, or et pierres précieuses les collecteurs, les exploitants artisans et tout autre personne à l'occasion de leurs ventes au taux libératoire de 3% perçue et reversée par les bureaux d'achat et tout autre acheteur exportateur.

2- Le fait générateur

Article 43 quinquiès bis 1 – Le fait générateur de la taxe spéciale sur les achats de diamant, or et pierres précieuses est la livraison du produit vendu quelles que soient les dates et les modalités de règlement.

3- L'assiette de la taxe

Article 43 quinquiès bis 2 – La taxe spéciale sur les achats de diamant or et pierres précieuses est calculée sur les montants des bordereaux d'achat. En aucun cas, ces montants ne doivent être inférieurs aux évaluations faites par le BECDOR.

4 - La perception de la taxe

Article 43 quinquiès bis 3 -Les retenues opérées au cours d'un mois doivent être centralisées et reversées avant le 15 du mois qui suit celui au cours duquel elles ont été effectuées à la recette des impôts.

Le reversement se fait au moyen d'imprimés tenus à la disposition des bureaux d'achat et tout autre acheteur par la Direction Générale des Impôts et des Domaines.

5- Les sanctions

Article 43 quinquiès bis 4 - Les retenues non effectuées ou partiellement effectuées sont à la charge des bureaux d'achat ou tout autre acheteur exportateur concernés et assorties d'une pénalité égale au montant de la taxe non retenue.

Article 43 quinquiès bis 5- En cas de retard dans le versement de la taxe, le redevable sera passible d'une amende fiscale égale à 2% de la taxe acquittée si le paiement est effectué dans les 30 jours qui suivent l'échéance légale.

Si le paiement intervient au cours des 30 jours suivants, le taux de l'amende est porté à 5%.

Par mois ou fraction de mois supplémentaire, le taux de l'amende sera majoré de 1%. Au-delà du sixième mois de retard, le taux de la majoration sera porté de 1% à 5% sans que cela ne puisse dépasser 100%.

VI – Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)

Article 24 : Les dispositions de l'article 145-2 du C.G.I sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 145-2 du C.G.I

1- Les taux de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) sont fixés ainsi qu'il suit :

Pour les activités agricoles 0,50%

Pour les autres activités :

- Chiffre d'Affaires inférieur ou égal à 100 millions perception d'un montant forfaitaire de 1.500.000 F ;
- Tranche de chiffre d'affaires de 101 millions à 200 millions 2%
- Tranche de chiffre d'affaires de 201 millions à 500 millions.....1,85%
- Tranche de chiffre d'affaires supérieur 500 millions.....1,70%

Sont soumis à une retenue à la source en matière d'impôt minimum forfaitaire sur le montant de leurs achats hors TVA aux taux suivants :

- Marchand en gros de boisons..... 5%
- Marchand en gros de cigarettes..... 5%
- Marchand en gros de tout autres produits..... 3%
- Marchand en gros de produits pétroliers..... 1%

Lire :

Article 145-2 du C.G.I

2- Les taux de l'Impôt Minimum Forfaitaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Pour les activités agricoles 0,50%

Pour les autres activités :

- Chiffre d'Affaires inférieur ou égal à 100 millions perception d'un montant forfaitaire de 1.500.000 F ;
- Tranche de chiffre d'affaires de 101 millions à 200 millions 2%
- Tranche de chiffre d'affaires de 201 millions à 500 millions.....1,85%
- Tranche de chiffre d'affaires supérieur 500 millions.....1,70%

- Sont soumises à une retenue à la source en matière d'impôt minimum forfaitaire toutes personnes morales redevables de l'impôt sur les sociétés qui effectuent des achats auprès des fournisseurs ci-après selon les taux suivants :

- Marchand en gros de boisons non alcoolisées	**3%**
- Marchand en gros de boissons alcoolisées	5%
- Marchand en gros de cigarettes.....	5%
- Marchand en gros de tous autres produits.....	3%
- Gérant de station- service.....	1%
- Marchand en gros des produits pharmaceutiques...	1%

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 99-6 alinéas 1 et 2 relatives à l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont applicables mutatis mutandis à la retenue à la source en matière d'impôt minimum forfaitaire.

Article 25 : les dispositions de l'article 150 du CGI sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 150 – l'article 150 du CGI est ainsi complété :

Le chiffre d'affaires retenu pour la base de calcul de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) est déterminé toutes taxes comprises.

Lire :

Article 150 – l'article 150 du CGI est ainsi complété :

Le chiffre d'affaires retenu pour la base de calcul de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) est déterminé hors taxes (H T).

VII- Impôt sur les Sociétés

C- Obligations des personnes Imposables

Article 26 : Les dispositions du 3ème alinéa de l'article 139 sont complétées par la création d'un tiret libellé comme suit :

- Un état annuel nominatif détaillé des bénéficiaires de toutes les sommes mises en paiement et soumises à des retenues à la source.

VIII- La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Article 27 : Les dispositions de l'article 241 alinéa 4 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 241 alinéa 4 - La déduction de la taxe ayant grevé les biens et services est opérée par imputation sur la valeur due par le redevable au titre du mois pendant lequel le droit à déduction a pris naissance. En cas d'omission, la déduction est autorisée jusqu'au sixième mois suivant la date à laquelle le droit à déduction a pris naissance chez le redevable. A défaut de déduction dans ce délai, le contribuable perd tout droit à déduction.

Lire :

Article 241 alinéa 4- La déduction de la taxe ayant grevé les biens et services est opérée par imputation sur la valeur due par le redevable au titre du mois pendant lequel le droit à déduction a pris naissance. En cas d'omission, la déduction est autorisée jusqu'à la fin de la deuxième année suivant la date à laquelle le droit à déduction a pris naissance chez le redevable. A défaut de déduction dans ce délai, le contribuable perd tout droit à déduction.

Article 28 : La structure et les dispositions du paragraphe III, du livre III, chapitre I, Section III du Code Général des Impôts relatives au contrôle et les procédures de redressement sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Paragraphe III : Le contrôle et les procédures de redressement

Article 261- Les agents de la Direction Générale des Impôts et des Domaines ayant au moins le grade d'Inspecteur Adjoint sont habilités à constater et à relever toutes les infractions relatives à la taxe sur la valeur ajoutée quelle que soit la nature des opérations concernées. Ils peuvent être assistés par les agents ayant au moins le grade de contrôleur.

Le contrôle sur place est engagé par les agents dûment mandatés après envoi ou remise en mains d'un avis de vérification. Lorsque le contrôle donne lieu à des redressements, une notification motivée avec accusé de réception est adressée au contribuable qui dispose d'un délai de huit (8) jours pour faire parvenir son acceptation ou ses observations. Le contribuable accepte les redressements soit expressément en faisant mention de son accord, soit tacitement en s'abstenant de répondre jusqu'à l'expiration du délai.

Lorsque le contrôle aboutit à diminuer ou supprimer un crédit de taxe déclaré, les pénalités sont calculées sur la totalité du redressement.

Toute personne assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) doit fournir aux agents des impôts compétents, toutes les justifications concernant les opérations imposables.

Article 262- Les agents des impôts ayant au moins le grade d'Inspecteur Adjoint peuvent se faire présenter les factures, la comptabilité matière ainsi que les livres, les registres et les documents professionnels pouvant se rapporter à des opérations ayant donné ou devant donner lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, les documents de dédouanement se rapportant aux marchandises importés et procéder à la constatation matérielle des éléments physiques à l'exploitation.

A cette fin, ils peuvent accéder pendant les heures d'activité professionnelle de l'assujetti aux locaux à usage personnel, ainsi qu'aux moyens de transport et à leur chargement.

Article 263- Le défaut de présentation des documents énumérés à l'article 262 ci-dessus est constaté par procès verbal que le contribuable est invité à contresigner. L'absence de justification du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée donne lieu à un rappel.
Lire :

Paragraphe III : Des contrôles, procédures de redressement et sanctions

A- Des contrôles et des procédures de redressement

1- Le contrôle

Article 261- (sans changement)

2- Le droit d'enquête

Article 262- Les agents des Impôts et des Domaines ayant au moins le grade d'Inspecteur Adjoint peuvent dans le cadre du droit d'enquête régit par le présent article, se faire présenter les factures, la comptabilité matière ainsi que les livres, les registres et les documents professionnels qui se rapportent à des opérations ayant donné ou devant donner

lieu à facturation de la taxe sur la valeur ajoutée et, procéder à la constatation matérielle des éléments physiques de l'exploitation.

Ils peuvent également se faire présenter tous les documents douaniers justifiant la perception de la taxe sur la valeur ajoutée sur les importations, la réalité d'une exportation ou l'application d'un régime suspensif.

Lors de la première intervention, un avis d'enquête établi en double exemplaire doit être remis en main propre au responsable de l'entreprise ou à l'un de ses représentants qui en garde une copie après signature de décharge.

Pour ce qui concerne le contrôle des moyens de transport, l'avis d'enquête est remis au chauffeur.

Article 263- Chaque intervention donne lieu à l'établissement d'un procès- verbal relatant toutes les opérations effectuées.

Les possibilités sont données de convoquer et d'auditionner le chef d'entreprise et / ou le personnel, de saisir ou de prendre copie des documents demandés à l'article 262.

A l'issue de l'enquête, il est établi un procès-verbal de clôture consignant les manquements.

La liste des pièces ayant permis la constatation des infractions est annexée au procès-verbal, signé par les agents ayant participé aux interventions et par le contribuable ou son représentant. Son éventuel refus de signer doit être mentionné.

Les constatations contenues dans le procès - verbal ne peuvent être opposées à l'assujetti ainsi qu'aux tiers concernés par la facturation qu'au regard des impositions de toute nature établies dans le cadre des procédures de contrôles prévues aux articles 113 à 115, 141,261,290 à 296 sans qu'il puisse les contester.

Article 263 bis- Dans le cadre du droit d'enquête, les agents des impôts dûment mandatés visés à l'article ci-dessus peuvent durant les heures d'activité professionnelle de l'assujetti, accéder à tous les locaux, terrains, entrepôts, ainsi qu'aux moyens de transport.
Toutefois, lorsqu'il est établi que ces documents sont tenus au domicile de l'assujetti, une perquisition pourra être opérée dans le respect des procédures en vigueur.

IX- Droit d'Accise

Article 29 les dispositions de l'article 269 bis 5 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 269 bis 5 - Le taux applicable au droit d'accises sur les produits énumérés à l'annexe est de 25%. Ce taux est applicable aussi bien au niveau intérieur qu'au cordon douanier.

Lire :

Article 269 bis 5 - Le taux applicable au droit d'accises sur les produits énumérés au tableau suivant est de 25% à l'exception des boissons non alcoolisées importées dont le taux est fixé à 10%.

Article 30 Le tableau de l'annexe prévu à l'article 269 bis du C.G.I relatif aux Droits d'Accises est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

CHAPITRE	LIBELLE
22	Boissons Alcoolisées
24	Cigarettes et Tabacs
33	Parfums et Cosmétiques
71	Bijoux, Pierres Précieuses
93	Armes et Munitions
03.03.10.00	Saumons du Pacifique, Congelés
03.05.20.00	Foies, Œufs et Laitances de Poissons, Sèches, Fumés, Salés ou en Saumures
03.03.80.00	Caviar et Foie Gras

Lire :

CHAPITRE	LIBELLE		TAUX
22	BOISSONS	- Boissons Alcoolisées - Boissons non Alcoolisées importées	25% 10%
24	Cigarettes et Tabacs		25%
33	Parfums et Cosmétiques		25%
71	Bijoux, Pierres Précieuses		25%
93	Armes et Munitions		25%
03.03.10.00	Saumons du Pacifique, Congelés		25%
03.05.20.00	Foies, Œufs et Laitances de Poissons, Sèches, Fumés, Salés ou en Saumures		25%
03.03.80.00	Caviar et Foie Gras		25%

X- Des vérifications de comptabilités :

Article 31: Il est créé à la suite du 1er alinéa de l'article 291, un nouvel alinéa intitulé comme suit :

Cependant toute demande de report de délai d'intervention sollicité par le contribuable ne doit en aucun cas faire obstacle à la présentation des vérificateurs à la date prescrite sur l'avis de vérification notifié, en vue de procéder au pointage des documents obligatoires exigés par les textes en vigueur.

Ce report, s'il est accepté, ne doit en aucun cas dépasser un mois.

XI- Réclamations et dégrèvements :

Juridiction contentieuse

Article 32: Les dispositions de l'article 311 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 311 - La réclamation ainsi présentée pour être recevable doit :

- Etre signée du réclamant et timbrée ;

- Etre présentée dans les trois mois suivants la date de mise en recouvrement du rôle, la date de la poste faisant foi ;

- Indiquer explicitement les côtes de l'avertissement, mentionner la nature de l'impôt, le numéro de l'article de rôle, l'exercice d'émission et le lieu d'imposition ;

- Etre appuyée des justificatifs du paiement de la totalité des droits non contestés et / ou du montant d'au moins 10% des droits contestés ;

Le réclamant doit adresser une demande par lieu d'imposition comportant l'exposé des moyens par lesquels son auteur entend la justifier.

Lire :

Article 311 - La réclamation ainsi présentée pour être recevable doit :

- Etre signée du réclamant et timbrée ;

- Etre présentée dans les trois mois suivants la date de réception de l'Avis de Mise en Recouvrement (AMR) ou de la confirmation de redressement, la date de la poste ou de la décharge faisant foi ;

- Indiquer explicitement les cotes auxquelles elle s'applique et à défaut la production de l'avertissement ;

- Mentionner la nature d'impôt, le numéro de l'AMR ou de la confirmation de redressement, l'exercice d'émission et le lieu d'imposition ;

- Etre appuyée des justificatifs du paiement de la totalité des droits non contestés et du montant d'au moins 25% des droits contestés ;

Le réclamant doit adresser une demande par lieu d'imposition comportant l'exposé des moyens par lesquels son auteur entend la justifier.

XII- Etat des Cotes indûment imposés :

Article 33: Les dispositions de l'article 326 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 326 - Les états des cotes indûment imposés, établis en double exemplaire, doivent parvenir au Directeur Général des Impôts et des Domaines pour instruction dans les trois mois qui suivent la mise en recouvrement du rôle.

Lire

Article 326 - Les états des cotes indûment imposés, établis en double exemplaire doivent parvenir au Directeur Général des Impôts et des Domaines pour instruction dans les trois mois qui suivent l'Avis de Mise en Recouvrement (AMR) ou la confirmation de redressement.

XIII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34: Il est créé au livre 4ème titre premier chapitre 2 Dispositions Diverses du CGI une section 9 intitulée De l'Immatriculation et un article 296 ter ainsi libellé :

Article 296 ter - En application des dispositions des articles 230, 248 et suivants du Code Général des Impôts tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée ne peut se prévaloir de la qualité d'assujetti qu'après enregistrement et attribution d'un Numéro d'Identification Fiscale (NIF).

Article 296 ter 1 - A cet effet, il est fait obligation à tout redevable de souscrire une déclaration d'existence dans les quinze (15) jours qui suivent le début de l'activité auprès du service des Impôts compétent.

Une déclaration modificative doit également être souscrite dans le même délai en cas de modification substantielle des conditions d'exercice de l'activité (ouverture d'un établissement secondaire, changement de direction etc.)

Article 296 ter 2 - Les redevables de la taxe qui cessent leur activité ou cèdent leur fonds de commerce doivent, dans les trente (30) jours de cette cessation ou de cette cession, en faire la déclaration auprès du service compétent de la Direction Générale des Impôts et des Domaines.

Article 296 ter 3 - Pour être recevable, les déclarations en douane de mise à la consommation des marchandises importées ainsi que celles relatives à l'exportation des marchandises originaires doivent comporter lisiblement le numéro d'identification fiscale.

Article 296 ter 4 - Pour exercer une activité de transitaire ou de commissionnaire en douane agréé ou pour soumissionner à un marché public, l'intéressé doit pouvoir justifier de son immatriculation et de l'attribution d'un numéro d'identification fiscale par la Direction Générale des Impôts et des Domaines.

Article 296 ter 5 - Les opérations de dédouanement effectuées par les transitaires et les commissionnaires en douane agréés et immatriculés doivent comporter les mentions obligatoires suivantes :

- Le nom ou la raison sociale de l'importateur ;
- Le numéro d'identification fiscale de l'importateur ;
- Le numéro d'identification fiscale du transitaire ou commissionnaire agréé ;
- Les adresses postale et géographique ;
- Les numéros de téléphone, de fax et d'email s'il y a lieu.

Article 296 ter 6 - Les transporteurs effectuant des opérations de transport en République Centrafricaine y compris les transports internationaux doivent :

- Etre domiciliés en RCA
- Etre immatriculés en RCA.

Toutefois le contribuable peut avoir un représentant fiscal solvable, immatriculé et domicilié en RCA.

Article 296 ter 7 - Tout contribuable doit faire figurer son Numéro d'Identification Fiscale sur chacun de ses documents professionnels et comptables et notamment sur ses factures.

Article 296 ter 8 - Pour être régulière, une facture établie entre professionnels assujettis doit impérativement comporter le Numéro d'Identification Fiscale de l'émetteur (fournisseur) et du destinataire (client).

En conséquence, l'absence de Numéro d'Identification Fiscale sur une facture comportant la TVA n'ouvre pas droit à déduction.

Toutefois, une facture établie par un professionnel (fournisseur) à un particulier assujetti est régulière si elle comporte uniquement le Numéro d'Identification Fiscale du fournisseur.

Article 296 ter 9 - Les contribuables assujettis au paiement de tous les Impôts et même ceux dont les opérations sont exonérées de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) doivent également justifier de leur immatriculation.

Article 296 ter 10 - .Le défaut de déclaration d'existence ou de mise à jour, l'absence du numéro d'identification fiscale ou l'indication d'un faux numéro, sont sanctionnés par une amende fiscale égale à 500.000 francs.

Le défaut de déclaration d'existence ou de régularisation dans les sept (7) jours après une mise en demeure entraîne l'application d'une amende fiscale égale à 1.000.000 francs, pour chacune des infractions, sans préjudice des sanctions prévues par les textes en vigueur.

XIV- Du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de la Curatelle

Article 35 : Est rendu applicable en République Centrafricaine pour compter du 1er Janvier 2005 les dispositions de l'acte n°10/88-UDEAC-257 du 08 décembre 1988 portant harmonisation des Droits d'Enregistrement, du Timbre et de la curatelle dans les pays de la CEMAC.

Les dispositions des articles 1er à 138 du Code de l'Enregistrement sur le revenu des Valeurs Mobilières et du Timbre sont abrogées et remplacées par les dispositions en annexe.

XV- Droit d'enregistrement et des timbres

Article 36: Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 24 de la loi de Finances 2004, relatives aux droits du timbre applicables aux documents officiels, sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 24 de la loi de Finances, deuxième paragraphe.

Un arrêté des ministres compétents fixera les tarifs ainsi que les modalités d'application.

Lire :

Article 24 de la loi de Finances, deuxième paragraphe.

Les tarifs des droits de timbre applicables aux passeports et carte d'identité nationale sont fixés ainsi qu'il suit :

- Passeport diplomatique : durée de validité 5 ans = 30.000
- Passeport de service : durée de validité 5 ans = 30.000
- Passeport ordinaire : durée de validité 5 ans = 30.000
- Passeport « spécial pèlerinage » : validité 1 aller-retour = 15.000
- Carte d'identité nationale : durée de validité 10 ans = 4.500

Ces montants correspondent aux valeurs des timbres à apposer sur ces documents officiels.

B. DISPOSITIONS DOUANIERES

I –Dispositions Particulières.

1 – Des activités de transport.

Article 37 : Les dispositions de l'article 43 de la loi de finances 2004, sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 43 de la loi de finances.

- Pour une durée d'un an, il est fait suspension de la perception du droit de douane à l'importation des véhicules de transport relevant des positions tarifaires 87.01, 87.04 et 87.16 du Tarif de la CEMAC.

Lire :

Article 43 de la loi de finances.

- Pour une durée d'un an, il est fait suspension de la perception du droit de douane à l'importation des véhicules neufs de transport relevant des positions tarifaires 87.01, 87.04 et 87.16 du Tarif de la CEMAC.

2 – Des corridors routiers de transit.

Article38 : Les dispositions de l'article 45 de la loi de finances 2004, sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 45 de la loi de finances.

- Sont reconnus corridors routiers légaux pour le transit des marchandises en provenance ou à destination de la République du Cameroun, les itinéraires suivants :

- BANGUI – BOUAR – BABOUA – BELOKO
- BANGUI – CARNOT – BERBERATI – GAMBOULA
- BANGUI – BOSSANGOA – PENDE – N'DJIM- BOUAR- BELOKO
- NOLA - YANTCHI

Lire :

Article 45 de la loi de finances.

- Sont reconnus corridors routiers légaux pour le transit des marchandises en provenance ou à destination de la République du Cameroun, les itinéraires suivants :

- BANGUI – BOUAR – BABOUA – BELOKO.
- BANGUI – CARNOT – BERBERATI – GAMBOULA.

Article 39: - Sont et demeurent abrogées, les dispositions de l'article 46 de la Loi de Finances 2004.

3- Des opérations de dédouanement et exemptions.

Article 40 : Les dispositions de l'article 47 de la loi de finances 2004 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 47 de la loi de finances

- Les opérations de dédouanement des marchandises et biens appartenant aux sociétés, projets et organisations non gouvernementales (ONG) doivent obligatoirement être effectuées par l'intermédiaire d'un transitaire ou d'un commissionnaire en douane agréé par la CEMAC.

Sont toutefois admis à déclarer pour leur propre compte :

- les administrations publiques ;
- les missions diplomatiques ;
- les organismes internationaux.

L'exercice de la profession de transitaire et commissionnaire en douane, en République Centrafricaine, est subordonné à la constitution d'un cautionnement bancaire de trois cent millions (300.000.000) de francs CFA au titre de soumission pour opérations diverses.

En cas d'infraction, la peine maximum sera exigée sans transaction. Cette infraction sera partagée entre le transitaire et le commissionnaire d'une part et le contrevenant d'autre part,

En ce qui concerne les recettes et bureaux des douanes dans le ressort desquels aucun commissionnaire en douane agréé n'est établi, il est fait obligation au propriétaire de la marchandise sous sujétion douanière de procéder lui-même aux opérations de dédouanement si la valeur de la marchandise est supérieure à cent mille (100.000) francs CFA.

Lire :

Article 47 de la loi de finances

1- Les opérations de dédouanement des marchandises et biens appartenant aux sociétés, projets et organisations non gouvernementales (ONG) doivent obligatoirement être effectuées par l'intermédiaire d'un transitaire ou d'un commissionnaire en douane agréé par la CEMAC.

2- L'exercice de la profession de transitaire et commissionnaire en douane en République Centrafricaine, est subordonné à la constitution d'un cautionnement bancaire de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA au titre de garantie complémentaire à la caution bancaire exigible pour l'obtention de l'agrément prévue par l'article 9 de l'Acte n°31/CD-1220 du 14 décembre 1981, portant modification de l'Acte n°114/69-CD-769 fixant le statut des commissionnaires en douane agréés.

II - Dispositions nouvelles

Article 41 : Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'Arrêté n°226/MEFPCI/DFB/DGDDI /DLD/SEF, du 05 mai 2000 pris en application de l'article 39 de la loi de finances n°2000-001du 29 février 2000 en ce qui concerne exclusivement les quotas trimestriels des exonérations et franchises douanières sur les boissons et carburants accordés aux membres des missions diplomatiques ainsi qu'à ceux des organisations internationales.

Toutefois, pour le fonctionnement de ces Missions Diplomatiques et Organisations Internationales, la règle des quotas trimestriels reste en vigueur.

Article 42 : En application du Règlement n°002/2003/CM du 18 octobre 2003 relatif au mécanisme de financement autonome de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), il est créé au profit de l'OHADA, un prélèvement appelé : Prélèvement OHADA en sigle P/OHADA.

Le taux du Prélèvement OHADA est fixé à 0,05% de la valeur en douane (valeur imposable) des produits originaires des pays tiers importés par les Etats membres pour mise à la consommation.

Article 43 : Sont exonérés du Prélèvement OHADA :

- les aides et dons à caractère alimentaire, médical ou paramédical ;
- les produits pharmaceutiques ainsi que les matériels et équipements à usage médical, destinés à la médecine humaine ou vétérinaire ;
- les matériels et fournitures à usage scolaire ou universitaire ;
- les matériels, équipements et fournitures importés par les centres et institutions de recherche scientifique agréés ou reconnus comme tels ;
- les matériels et matériaux acquis sur financements extérieurs, si une clause expresse exonératoire de tout prélèvement fiscal ou parafiscal a été stipulée dans la convention de financement ;
- les biens importés par les entreprises bénéficiaires d'un régime fiscal stabilisé en cours à la date d'entrée en vigueur du présent règlement ;
- les produits reconnus originaires des communautés économiques régionales et sous régionales dont chaque Etat Partie est membre ;
- les effets personnels des voyageurs admis en franchise des droits et taxes d'entrée dans les Etats Parties ;
- les biens détruits accidentellement dans les entrepôts douaniers ;
- les biens et matériels importés sous le régime des franchises diplomatiques.

Un arrêté du ministre en charge des finances précisera les modalités d'application des présentes dispositions.

III – Fiscalité Forestière

A/ Ecotaxe

Article 44 : Il est créé une taxe sur les permis forestiers non aménagés appelée « écotaxe ».

Article 45 : Sont passibles de l'écotaxe les sociétés et exploitants forestiers qui ne sont pas inscrits dans la démarche légale d'aménagement.

Article 46 : Sont exemptés de cette écotaxe, les exploitants forestiers ayant entamé la démarche de réalisation d'un plan d'aménagement concrétisée par la signature d'une convention provisoire d'aménagement avec le département des Eaux et Forêts.

Article 47 : Le montant de cette écotaxe est arrêté à 500 FCFA par hectare sur la totalité de la surface utile du permis. Il est payable annuellement et en totalité avant la fin du premier trimestre de l'année.

Article 48 : La perception de cette taxe se fait sur ordre de recettes, émis par le ministère des eaux et forêts.

B/Taxe de Transfert des Permis Forestiers

Article 49 : Les dispositions de l'article 60 de la loi de finances 2003 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit.

Au lieu de :

Article 60 de la loi de finances.

La taxe de transfert d'un permis d'exploitation est également due en cas de cession d'actions de sociétés et qui sera calculée au prorata du capital cédé est appliquée à tous les permis.

Cette taxe sera assise sur un pourcentage du permis équivalent au pourcentage d'actions acquises ou transférées au sein de la société.

Le taux de la taxe de transfert est fixé à 200 FCFA par km^2.

Lire :

Article 60 de la loi de finances.

La taxe de transfert d'un permis d'exploitation est également due en cas de cession d'actions de sociétés et sera calculée au prorata du capital cédé est appliqué à tous les permis.

Cette taxe sera due sur un pourcentage du permis équivalent au pourcentage d'actions acquises ou transférées au sein de la société.

Le taux de la taxe de transfert est fixé à 200 Fcfa par ha.

IV - Fiscalité Diamantaire et Aurifère

Droits et taxes à l'exportation

Article 50 : Les dispositions de l'article 63 de la Loi de Finances 2003 du 31 janvier 2003 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 63 de la Loi de Finances

Tarif	Libellé simplifié	Taux
71.02	Diamants bruts	6% de la valeur d'expertise BECDOR
71.02	Diamants travaillés	3,75% de la valeur transactionnelle
71.08	Or brut	3,75% de la valeur d'expertise BECDOR
	Or travaillé	1,75% de la valeur transactionnelle

L'exportation du diamant brut et de l'or est assujettie au paiement des droits et taxes dont les taux cumulés sont fixés à 6% pour le diamant et 3,75% pour l'or, se composant comme suit :

a) – Pour le diamant :

- Droits de sortie : 3%
- Taxe de promotion minière : 2,75%
- Redevance Informatique Douanes et Trésor : 0,25%

b) – Pour l'or

- Droits de sortie : 3%
- Taxe de promotion minière : 0,75%

Le reste sans changement.

Lire :

Article 63 de la Loi de Finances

Tarif	Libellé simplifié	Taux
71.02	Diamants bruts	4,25% de la valeur d'expertise BECDOR
71.02	Diamants travaillés	3,75% de la valeur transactionnelle
71.08	Or brut	2,25% de la valeur d'expertise BECDOR
	Or travaillé	1,75% de la valeur transactionnelle

L'exportation du diamant brut et de l'or est assujettie au paiement des droits et taxes dont les taux cumulés sont fixés à 4,25% pour le diamant et 2,25% pour l'or et se composent comme suit :

a) – Pour le diamant :

- Droits de sortie : 3%
- Taxe de promotion minière : 0,75%
- Redevance Equipement Informatique : 0,50%

b) – Pour l'or

- Droits de sortie : 1%
- Taxe de promotion minière : 0,75%
- Redevance Equipement Informatique : 0,50%

Article 51 : Les dispositions de l'article 64 de la loi de finances 2003 du 31 janvier 2003 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 64 de la loi de finances.

Toute exportation de diamant et or est soumise à l'impôt minimum forfaitaire retenu à la source au taux de 3% sur la valeur en douane.

Lire :

Article 64 de la loi de finances.

Les exportations de diamant et or sont soumises à l'impôt minimum forfaitaire retenu à la source aux taux suivants :

- Diamant : 3% sur la valeur BECDOR.
- Or : 1% sur la valeur BECDOR.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES

DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX RECETTES

Article 52 : Il est fait interdiction aux agents des services de recouvrement de :

- Faire des versements de recettes contenant des titres de dépenses sur la caisse des comptables publics ;
- Procéder au versement des recettes recouvrées sur la caisse d'un comptable trésor autre que celui de son lieu de résidence, sauf pour des raisons de sécurité dans le cadre des missions de recouvrement ;
- Conserver les recettes jusqu'au début d'une nouvelle semaine.

DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE DU TRESOR

Article 53 : Les dispositions de l'article 49 de la loi de Finances 2004 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 49 de la loi de Finances.

Il est créé huit (8) comptes d'affectation spéciale du Trésor ci-dessous dénommés :

- compte d'affectation spéciale : Droits et Taxes sur Diamants et Or ;
- compte d'affectation spéciale : Développement Forestier et Touristique ;
- compte d'affectation spéciale : Aménagement et Equipements Urbains ;
- compte d'affectation spéciale : Redevances Equipement Informatique Finances ;
- compte d'affectation spéciale : Entretien des Installations et Extension du Réseaux de l'Eau Potable ;
- compte d'affectation spéciale : Promotion et Développement de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- compte d'affectation spéciale : Gestion des Dons ;
- compte d'affectation spéciale : Fonds National de Sécurité.

Lire :

Article 49 de la loi de Finances

Tous les comptes d'affectation spéciale du Trésor sont supprimés à l'exception du compte d'affectation spéciale « Développement Forestier et Touristique ».

Les recettes des comptes d'affectation spéciale supprimés seront désormais soit directement versées au Trésor Public, soit d'abord centralisées par un régisseur qui procède au reversement.

Article 54 : Les dispositions de l'article 50 de la loi de Finances 2004 son modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 50 de la loi de Finances.

Les recettes du compte d'affectation spéciale fonds national de sécurité sont constituées par :

- un prélèvement de 2% prévu à l'article 269 bis 5 du Code Général des Impôts ;
- etc.

Lire :

Article 50 de la loi de Finances.

Sont considérées comme recettes affectées, les recettes ci-dessous énumérées:

- recettes du Fonds Routier ;
- recettes des Hôpitaux ;
- recettes des examens et concours ;
- recettes de la CEMAC ;
- recettes de la CEEAC ;
- recettes de l'OHADA ;

Les anciennes recettes affectées non énumérées ci-dessus seront reversées au Trésor public.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

A. DISPOSITIONS GENERALES

Article 55 : Les dispositions de l'article 51 de la loi de Finances 2003 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 51 de la loi de Finances.

Il est établi une corrélation entre les engagements et la trésorerie de l'Etat, à l'exception des dépenses obligatoires.

Les dépenses du budget de l'Etat sont obligatoirement assignées sur la caisse du Trésorier Payeur Général. L'assignation sur la caisse du comptable public du lieu de résidence n'est possible que sur la base d'une autorisation formelle, ou visa du Trésorier Payeur Général et la présentation d'un justificatif de domicile.

Lorsque le trésor public accuse un déficit de trésorerie, le Ministre chargé des Finances est tenu de limiter le niveau des engagements des dépenses courantes en dessous du montant du plafonnement mensuel du crédit inscrit.

Lire :

Article 51 de la loi de Finances.

Il est établi une corrélation entre les engagements et la trésorerie de l'Etat, à l'exception des dépenses obligatoires.

Les dépenses du budget de l'Etat sont obligatoirement assignées sur la caisse du Directeur Général du Trésor. L'assignation sur la caisse du Receveur Payeur municipal et de l'Agent spécial du lieu de résidence n'est possible que sur la base d'une autorisation formelle, ou visa du Directeur Général du Trésor et la présentation d'un justificatif de domicile.

Le Receveur Payeur municipal et l'Agent spécial ne doivent payer que les seules dépenses assignées sur leur caisse.

En vertu de ce principe, la responsabilité administrative des comptables subordonnés est automatiquement engagée toutes les fois qu'ils auront accepté le reversement sur leurs caisses par les services de recouvrement de titres de dépenses non assignés .

Il en est de même pour le comptable public subordonné qui accepte d'encaisser des recettes d'un service de recouvrement autre que celui de son lieu de résidence en dehors de toute contrainte sécuritaire.

En outre, il est astreint à la constitution d'un fonds de caisse dont le montant est fixé par instruction du Directeur Général du Trésor et de communiquer régulièrement la situation de son encaisse.

Lorsque le trésor public accuse un déficit de trésorerie, le Ministre chargé des Finances est tenu de limiter par arrêté le niveau des engagements des dépenses courantes en dessous du montant du plafonnement mensuel du crédit inscrit.

B. DISPOSITIONS NOUVELLES

Article 56 : Les dispositions de l'article 61 de la loi de Finances 2004 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 61 de la loi de Finances.

Il est interdit aux Ministères de se faire financer par les Sociétés d'Etat, Sociétés d'Economie Mixte, Offices Publics ou Sociétés Privées relevant de leur tutelle directe ou indirecte.

De tels financements constituent un acte de corruption et / ou un détournement de deniers publics qui tombe sous le coup de la loi pénale.

Un décret du Président de la République fixera les modalités d'application de cette mesure nouvelle.

Lire :

Article 61 de la loi de Finances.

Il est interdit aux Ministères de se faire financer par les Sociétés d'Etat, Sociétés d'Economie Mixte, Offices Publics ou Sociétés Privées et les comptes d'affectation spéciale relevant de leur tutelle directe ou indirecte.

De tels financements constituent un acte de corruption et / ou un détournement de deniers publics qui tombe sous le coup de la loi pénale.

Un décret du Président de la République fixera les modalités d'application de cette mesure nouvelle.

Article 57 : Les dispositions de l'article 55 de l'Ordonnance n°03.008 portant modification de la loi de Finances 2003 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 55 de l'ordonnance.

- Au début de chaque exercice, le Ministère des Finances publie la liste des entreprises habilitées à travailler pour le compte de l'Etat. Cette liste est révisable tous les six mois. Le visa du Contrôle Financier ne pourra pas être délivré à un fournisseur ne figurant pas sur cette liste.

Lire :

Article 55 de l'ordonnance.

- Toute entreprise régulièrement constituée peut soumissionner aux marchés de l'Etat.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 58 : Tous les comptes de dépôts ouverts dans les livres du Trésor Public doivent être clôturés et soldés au 31 mars 2005.

Les soldes créditeurs seront transférés au service de la dette et considérés comme dette intérieure de l'Etat.

Un arrêté du Ministre des Finances fixera les modalités de clôture de ces comptes.

Article 59 : les sociétés de télécommunications doivent se mettre en règle vis - à - vis de l'Etat au 31 décembre 2004.

Toutes celles qui n'auront pas régularisé leurs situations à cette date se verront retirer leurs agréments.

Article 60 : il est autorisé l'arrêt et l'apurement définitifs des comptes de l'Etat antérieurs à l'exercice 2005 sans préjudice des droits et recours de l'Etat.

Un arrêté du Ministre Chargé des Finances précisera les modalités d'application de la présente disposition.

Article 61 : La date limite des engagements de l'Etat pour l'exercice 2005 est fixée au 15 novembre 2005.

Article 62 : La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2005 es fixée au 15 décembre 2005.

Article 63 : Un arrêté du Ministre des Finances et du Budget déterminera la période complémentaire pour la comptabilisation des dépenses ordonnancées au titre de l'année 2005.

Article 64 : Les dispositions des Lois de Finances antérieures non expressément abrogées restent en vigueur.

Article 65 : la présente Ordonnance, qui prend effet à compter du premier janvier 2005, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République Centrafricaine.

Fait à Bangui, le 31 DEC 2004

République Centrafricaine
Le Président

LE GENERAL D'ARMEE
François BOZIZE

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL

EQUILIBRE GENERAL
DE LA LOI DE FINANCES 2005

(en milliers de F.CFA)	Loi de Finances 2 003	Collectif Budgétaire 2 003	Budget 2 004	Budget 2 005	Variation 2005/ 2004 (%)
Charges					
Dépenses primaires	**56 886 210**	**53 481 477**	**52 859 678**	**52 464 785**	**-0,75**
Traitement et salaires	31 407 710	34 215 867	33 129 866	33 208 866	0,24
Biens et services	16 876 660	12 322 910	11 438 164	11 806 769	3,22
Transferts et subventions	8 601 840	6 942 700	7 205 062	7 449 150	3,39
Dépenses Comptes Affect. Spéciale	0	0	1 086 586	0	-100,00
Service de la dette	**29 080 000**	**28 926 000**	**30 299 030**	**29 745 500**	**-1,83**
Intérêt	7 549 000	7 395 000	7 271 070	6 520 500	-10,32
Capital	21 531 000	21 531 000	23 027 960	23 225 000	0,86
Dépenses d'équipement	**85 223 198**	**31 266 854**	**22 309 832**	**30 969 550**	**38,82**
Budget de l'Etat	20 009 503	11 287 354	8 309 586	7 746 000	-6,78
Financements extérieurs	65 213 695	19 979 500	14 000 246	23 223 550	65,88
Total des charges	**171 189 408**	**113 674 331**	**105 468 540**	**113 179 835**	**7,31**
Ressources					
Recettes fiscales	64 365 000	51 568 382	45 628 343	43 904 909	-3,78
Revenu des domaines	3 641 000	2 017 528	4 794 873	3 509 890	-26,80
Recettes et produits divers	10 835 993	10 564 208	10 658 464	9 973 621	-6,43
Contributions, subventions Fonds de concours et produits participation	400 000	400 000	600 000	200 000	-66,67
Recettes à affectation spéciale	5 235 000	3 504 661	3 103 650	3 603 516	16,11
Recettes exceptionnelles	2 200 000	2 200 000	600 000	85 000	-85,83
Produits des avals	550 000	876 000	819 375	0	-100,00
Ressources propres	**87 226 993**	**71 130 779**	**66 204 705**	**61 276 936**	**-7,44**
Ressources extérieures	**65 213 695**	**19 979 500**	**14 000 246**	**23 223 550**	**65,88**
Total des ressources	**152 440 688**	**91 110 279**	**80 204 951**	**84 500 486**	**5,36**
Solde Budgétaire Global	-18 748 720	-22 564 052	-25 263 589	-28 679 349	13,52
Solde Budgétaire Primaire	7 581 280	3 285 948	3 616 066	981 151	-72,87

RESSOURCES

TABLEAU PREVISIONNEL DETAILLÉ DES RESSOURCES

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
RECETTES FISCALES	**51 568 382**	**45 628 343**	**43 904 909**	**-1 723 434**	**-3,78**
IMPOTS DIRECTS	**14 176 549**	**13 684 104**	**9 903 005**	**-3 781 099**	**-27,63**
Impôts forfaitaires sur le revenu	2 130 241	1 377 711	855 845	-521 866	-37,88
Impôts sur le revenu	4 811 650	3 774 434	4 275 636	501 202	13,28
Impôts sur les sociétés	2 972 940	4 000 000	3 030 230	-969 770	-24,24
Impôts fonciers	254 421	200 000	100 000	-100 000	-50,00
Patentes et Licences	1 455 397	1 525 959	1 111 045	-414 914	-27,19
Impôt libératoire	1 105 053	1 000 000	492 710	-507 290	-50,73
Autres impôts directs	1 446 847	1 806 000	37 539	-1 768 461	-97,92
IMPOTS INDIRECTS	**36 421 939**	**31 076 114**	**33 029 610**	**1 953 496**	**6,29**
Impôts indirects DGID	8 317 890	8 717 876	9 656 518	938 642	10,77
Droits et Taxes à l'importation	23 531 731	19 495 119	20 255 075	759 956	3,90
Droits et Taxes à l'exportation	3 189 202	1 598 378	1 758 216	159 838	10,00
Autres recettes douanières	1 383 116	1 264 741	1 359 801	95 060	7,52
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES	**949 103**	**826 978**	**957 594**	**130 616**	**15,79**
TAXES ACCESSOIRES	**20 791**	**41 147**	**14 700**	**-26 447**	**-64,27**
REVENUS DES DOMAINES	**2 017 528**	**4 794 873**	**3 509 890**	**-1 284 983**	**-26,80**
RECETTES ET PRODUITS DIVERS	**10 564 208**	**10 658 464**	**9 973 621**	**-684 843**	**-6,43**
Recettes des exploitations & services	527 945	155 937	179 000	23 063	14,79
Produits divers	5 950 263	6 024 970	4 932 200	-1 092 770	-18,14
Comptes d'affectation spéciale	4 086 000	4 477 557	4 862 421	384 864	8,60
CONTRIBUTIONS SUBVENTIONS FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS DE PARTICIP.	**400 000**	**600 000**	**200 000**	**-400 000**	**-66,67**
Produits de participation	400 000	600 000	200 000	-400 000	-66,67
RECETTES A AFFECTATION SPEC.	**3 504 661**	**3 103 650**	**3 603 516**	**499 866**	**16,11**
Fonds Routier	1 205 661	1 760 886	2 009 000	248 114	14,09
Autres recettes affectées	2 299 000	1 342 764	1 594 516	251 752	18,75
RECETTES EXCEPTIONNELLES	**2 200 000**	**600 000**	**85 000**	**-515 000**	**-85,83**
PRODUITS DES AVALS	**876 000**	**819 375**	**0**	**-819 375**	**-100,00**
TOTAL RESSOURCES	**71 130 779**	**66 204 705**	**61 276 936**	**-4 927 769**	**-7,44**

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
TITRE 01 - RECETTES FISCALES	**51 568 382**	**45 628 343**	**43 904 909**	**-1 723 434**	**-3,78**
CHAPITRE 1 - IMPOTS DIRECTS	**14 176 549**	**13 684 104**	**9 903 005**	**-3 781 099**	**-27,63**
1-01 - Impôts forfaitaires sur le revenu	**2 130 241**	**1 377 711**	**855 845**	**-521 866**	**-37,88**
1-01-01 - Impôt forfaitaire revenu Personnes Physiques	2 030 545	1 291 412	846 807	-444 605	-34,43
1-01-02 - Taxe additionelle	99 696	86 299	9 038	-77 261	-89,53
1-02 - Impôts sur le revenu	**4 811 650**	**3 774 434**	**4 275 636**	**501 202**	**13,28**
1-02-01 - Impôt sur le revenu	2 859 424	2 690 434	2 715 651	25 217	0,94
1-02-02 - Minimum. Fiscal/Bénéf. Industriel et Commercial	523 489	214 000	220 538	6 538	3,06
1-02-04 - Retenus sur Revenus Capitaux Mobiliers (RCM)	34 971	60 000	0	-60 000	-100,00
1-02-05 - Autres (T/achats Diamants)	1 393 766	810 000	1 339 447	529 447	65,36
1-03 - Impôts sur les sociétés	**2 972 940**	**4 000 000**	**3 030 230**	**-969 770**	**-24,24**
1-03-01 - Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	2 169 381	3 006 866	2 460 115	-546 751	-18,18
1-01-02 - IMF sur diamants et or	349 707	200 000	0	-200 000	-100,00
1-03-03 - Impôts sur les sociétés	453 852	793 134	570 115	-223 019	-28,12
1-04 - Impôts fonciers	**254 421**	**200 000**	**100 000**	**-100 000**	**-50,00**
1-04-01 - Contrib. foncière des propriétés baties	254 421	200 000	100 000	-100 000	-50,00
1-05 - Patentes et licences	**1 455 397**	**1 525 959**	**1 111 045**	**-414 914**	**-27,19**
1-05-01 - Contribution des patentes/Licences	1 406 438	1 346 321	1 111 045	-235 276	-17,48
1-05-02 - Contribution des licences	48 959	179 638	0	-179 638	-100,00
1-06 - Pénalités	**257 286**	**6 000**	**7 821**	**1 821**	**30,35**
1-06-01 - Majoration pour retard	6 994	2 000	0	-2 000	-100,00
1-06-02 - Pénalités Direction Générale Impôts et Domaines	250 292	4 000	7 821	3 821	95,53
1-07 - Impôt libératoire	**1 105 053**	**1 000 000**	**492 710**	**-507 290**	**-50,73**
1-07-01 - Impôt libératoire	1 105 053	1 000 000	492 710	-507 290	-50,73
1-08 - Recettes sur exercices antérieurs	**524 561**	**800 000**	**29 718**	**-770 282**	**-96,29**
1-08-01 - Recettes sur exercices antérieurs	524 561	800 000	29 718	-770 282	-96,29
1-09 - Taxes sur les Télécommunications	**665 000**	**1 000 000**	**0**	**-1 000 000**	**-100,00**
1-09-01 - Taxes d'exploitations des télécommunications	665 000	1 000 000	0	-1 000 000	-100,00

en millier de FCFA

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
CHAPITRE 2 - IMPOTS INDIRECTS	**36 421 939**	**31 076 114**	**33 029 610**	**1 953 496**	**195**
2-01 - Taxe sur valeur ajoutée et Droits d'Accises	**5 015 807**	**6 116 371**	**7 235 632**	**1 119 261**	**18,30**
2-01-01 - Taxe sur valeur ajoutée (TVA)	4 453 144	4 915 697	5 719 584	803 887	16,35
2-01-02 - Droits d'Accises	562 663	1 200 674	1 516 048	315 374	26,27
2-02 - Autres impôts indirects	**2 875 571**	**2 551 505**	**2 288 331**	**-263 174**	**-10,31**
2-02-01 - Contribution au développement social	2 132 561	1 646 948	1 850 898	203 950	12,38
2-02-03 - Taxe sur les transferts de fonds	476 016	516 278	198 833	-317 445	-61,49
2-02-04 - Taxe sur les produits de jeux	266 994	388 279	238 600	-149 679	-38,55
2-03 - Pénalités	**426 512**	**50 000**	**132 555**	**82 555**	**165,11**
2-03-01 - Pénalités	426 512	50 000	132 555	82 555	165,11
2-04 - Droits et taxes à l'importation	**23 531 731**	**19 495 119**	**20 255 075**	**759 956**	**3,90**
2-04-01 - Droits de douanes	8 595 901	7 146 345	7 432 443	286 098	4,00
2-04-02 - Droits d'Accises	881 774	434 909	256 655	-178 254	-40,99
2-04-04 - Taxe sur la valeur ajoutée	7 459 134	7 109 676	6 909 212	-200 464	-2,82
2-04-05 - Taxe Pétrolière	6 255 044	4 654 334	5 212 854	558 520	12,00
2-04-11 - Redev. pour gestion des exonérations	18 275	0	0	0	
2-04-13 - Redevance Conseil Centrafricain Chargeur	204 000	0	0	0	
2-04-14 - Autres perceptions	117 603	149 855	443 911	294 056	196,23
2-05 - Droits et taxes à l'exportation	**3 189 202**	**1 598 378**	**1 758 216**	**159 838**	**10,00**
2-05-01 - Droits de sorties diamant & or	964 818	0		0	
2-05-02 - Droits de sorties sur bois	2 224 384	1 598 378	1 758 216	159 838	10,00
2-07 - Autres recettes intérieures	**1 383 116**	**1 264 741**	**1 359 801**	**95 060**	**7,52**
2-07-01 - Produit du contentieux douane	383 116	264 741	359 801	95 060	35,91
2-07-02 - Droits sur projets d'investissement	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,00

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
CHAP. 3 - DROITS D'ENREGIST. ET TIMB.	**949 103**	**826 978**	**957 594**	**130 616**	**15,79**
3-01 - Droits d'enregistrement	**625 617**	**573 885**	**440 493**	**-133 392**	**-23,24**
3-01-01 - Droits d'enregistrement	625 617	573 885	440 493	-133 392	-23,24
3-02 - Pénalités	**51 737**	**45 000**	**124 487**	**79 487**	**176,64**
3-02-01 - Pénalités	51 737	45 000	124 487	79 487	176,64
3-03 - Droits de timbre	**271 749**	**208 093**	**392 614**	**184 521**	**88,67**
3-03-01 - Droits de timbre	271 749	208 093	392 614	184 521	88,67
CHAPITRE 4 - TAXES ACCESSOIRES	**20 791**	**41 147**	**14 700**	**-26 447**	**-64,27**
4-01 - Taxes accessoires	**3 005**	**8 973**	**3 700**	**-5 273**	**-58,77**
4-01-02 - Taxes sur les armes à feu	2 455	8 873	3 000	-5 873	-66,19
4-01-03 - Commissions sur les transferts	550	100	700	600	600,00
4-02 - Taxes pour services rendus	**17 786**	**32 174**	**11 000**	**-21 174**	**-65,81**
4-02-01 - Délivrance permis de chasse	705	6 016	5 000	-1 016	-16,89
4-02-03 - Délivrance permis de conduire	1 400	3 980	6 000	2 020	50,75
4-02-04 - Délivrance de cartes grises	15 000	1 000	0	-1 000	-100,00
4-02-06 - Autres recettes sur véhicules	681	21 178	0	-21 178	-100,00

en millier de FCFA

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
TITRE 02 - REVENUS DES DOMAINES	**2 017 528**	**4 794 873**	**3 509 890**	**-1 284 983**	**-26,80**
CHAPITRE 5 - REVENUS DES DOMAINES	**2 017 528**	**4 794 873**	**3 509 890**	**-1 284 983**	**-26,80**
5-01 - Revenus du domaine immobilier	**668 815**	**386 465**	**1 183 584**	**797 119**	**206,26**
5-01-02 - Domaine privé	11 082	30 000	0	-30 000	-100,00
5-01-03 - Location port pétrilier de Kolongo	0	150 000	124 935	-25 065	-16,71
5-01-04 - Location de logements	5 541	72 130	35 000	-37 130	-51,48
5-01-05 - Taxe de publicité foncière	72 589	70 000	327 847	257 847	368,35
5-01-08 - Taxe domaniale	1 662	5 000	617 124	612 124	12 242,48
5-01-09 - Bornages	2 771	5 650	8 678	3 028	53,59
5-01-10 - Cessions logements	575 170	53 685	70 000	16 315	30,39
5-02 - Revenus eaux, forêts, pêche, chasse	**1 273 907**	**4 278 130**	**2 258 734**	**-2 019 396**	**-47,20**
5-02-01 - Recettes forestières (taxe abat. et loyer)	1 195 777	4 200 000	2 198 734	-2 001 266	-47,65
5-02-02 - Taxes d'abattage chasseurs résidents	13 853	13 853	0	-13 853	-100,00
5-02-03 - Taxes d'abattage non résidents	48 762	48 762	50 000	1 238	2,54
5-02-04 - Vente cornes et peaux	1 662	1 662	0	-1 662	-100,00
5-02-05 - Transactions forêts et chasses (ristournes)	1 662	1 662	0	-1 662	-100,00
5-02-06 - Taxe d'amodiation domaines de chasse	12 191	12 191	10 000	-2 191	-17,97
5-03 - Revenus des mines	**71 481**	**124 278**	**66 572**	**-57 706**	**-46,43**
5-03-01 - Domaine minier	7 203	60 000		-60 000	-100,00
5-03-02 - Saisies du service des mines	27 706	27 706	30 000	2 294	8,28
5-03-03 - Produits recherches pétrolières	36 572	36 572	36 572	0	0,00
5-04 - Revenus mobiliers	**3 325**	**6 000**	**1 000**	**-5 000**	**-83,33**
5-04-01 - Revenus des biens mobiliers	554	1 000	0	-1 000	-100,00
5-04-02 - Recettes du journal officiel	2 771	5 000	1 000	-4 000	-80,00

en millier de FCFA

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
TITRE 03 - RECETTES ET PRODUITS DIVERS	**10 564 208**	**10 658 464**	**9 973 621**	**-684 843**	**-6,43**
CHAP. 6 - RECETTES D'EXPLOITATION DES SERV.	**527 945**	**155 937**	**179 000**	**23 063**	**14,79**
6-02 - Services de l'élevage	**28 940**	**12 471**	**9 000**	**-3 471**	**-27,83**
6-02-01 - Services de l'élevage	28 940	12 471	9 000	-3 471	-27,83
6-O3 - Service de santé publique	**162 000**	**0**	**86 000**	**86 000**	
6-03-01 - Produits journées hospitalisation (public)	40 500	0	0	0	
6-03-02 - Produits journées hospitalisation (privé)	40 500	0	0	0	
6-03-03 - Reversement honoraires	40 500	0	0	0	
6-03-04 - Prod. cession hôpitaux (analyses, radios)	40 500	0	86 000	86 000	
6-04 - Services judiciaires et pénitenciaires	**4 005**	**19 175**	**5 000**	**-14 175**	**-73,92**
6-04-02 - Amendes et frais de justice	4 005	19 175	5 000	-14 175	-73,92
6-07 - Service des travaux publics	**216 000**	**56**	**0**	**-56**	**-100,00**
6-07-02 - Garages régionaux fiches vérification technique	216 000	56	0	-56	-100,00
6-08 - Services de l'urbanisme	**14 000**	**577**	**0**	**-577**	**-100,00**
6-08-01 - Recettes du cadastre	12 000	500	0	-500	-100,00
6-08-02 - Ordonnances arbitrales et autres	2 000	77	0	-77	-100,00
6-09 - Services Radio /Télévision	**23 000**	**70 658**	**34 000**	**-36 658**	**-51,88**
6-09-01 - Communiqués	17 000	41 500	10 000	-31 500	-75,90
6-09-02 - Publicités	6 000	29 158	9 000	-20 158	-69,13
6-09-03 - Autres			15 000		
6-10 - Services Education Nationale	**80 000**	**53 000**	**45 000**	**-8 000**	**-15,09**
6-10-01 - Droits d'inscription	27 000	20 000	15 000	-5 000	-25,00
6-10-02 - Droits d'examen	53 000	33 000	30 000	-3 000	-9,09

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
CHAPITRE 7 - PRODUITS DIVERS	**5 950 263**	**6 024 970**	**4 932 200**	**-1 092 770**	**-18,14**
7-01 - Amendes et transactions	**30 000**	**9 014**	**14 000**	**4 986**	**55,31**
7-01-01 - Amendes forfaitaires police gendarmerie	20 000	7 452	4 000	-3 452	-46,32
7-01-02 - Transactions du contrôle économique	10 000	1 562	10 000	8 438	540,20
7-02 - Produits divers	**1 000 000**	**527 835**	**118 000**	**-409 835**	**-77,64**
7-02-01 - Ordre de Recettes	1 000 000	472 242	50 000	-422 242	-89,41
7-02-02 - Droit d'autorisation des débits et dépôts de boissons	0	7 968	8 000	32	0,40
7-02-03 - Recettes sur Exercice Antérieur	0	47 625	50 000	2 375	4,99
7-02-04 - Caution Rapatriement			10 000		
7-03 - Sureté aéroport	**70 000**	**20 000**	**35 000**	**15 000**	75,00
7-03-01 - Sureté aéroport	70 000	20 000	35 000	15 000	75,00
7-04 - Taxe Cession Diam. Tail. Priv.	**50 000**	**59 797**	**70 000**	**10 203**	**17,06**
7-04-01 - Taxe Cession Diamants Tailleries Privées	50 000	59 797	70 000	10 203	17,06
7-05 - Retenues sur salaires	**1 496 670**	**4 490 616**	**4 165 200**	**-325 416**	**-7,25**
7-05-01 - Retenues pour pensions	9 500	2 763 456	2 640 400	-123 056	-4,45
7-05-02 - Retenues sur salaires	1 487 170	1 727 160	1 524 800	-202 360	-11,72
7-06 - Produits d'investissement	**2 710 593**	**710 593**	**300 000**	**-410 593**	**-57,78**
7-06-01 - Produits de dons hors projets	2 710 593	710 593	300 000	-410 593	-57,78
7-07 - Redevance Statistique	**58 000**	**26 000**	**30 000**	**4 000**	**15,38**
7-07-01 - Redevance Statistique et informations	58 000	26 000	30 000	4 000	15,38
7-08 - Produits des Télécommunications	**535 000**	**135 000**	**120 000**	**-15 000**	**-11,11**
7-08-01 - Régulation des télécommunications	500 000	0	0	0	
7-08-02 - Redevance des télécommunications	35 000	0	0	0	
7-08-03 - Produits des Télécommunication	0	135 000	120 000	-15 000	-11,11
7-09 - Pénalité	**0**	**46 115**	**80 000**	**33 885**	**73,48**
7-09-01 - Pénalité trésor	0	46 115	80 000	33 885	73,48
CHAPITRE 8 - COMPTES D'AFFECTATION SPEC.	**4 086 000**	**4 477 557**	**4 862 421**	**384 864**	**8,60**
8-01 - Compte d'Affectation Spéciale Droits et Taxes sur diamants et or	**1 190 000**	**1 635 971**	**1 774 677**	**138 706**	**8,48**
8-01-01 - Droits de sortie diamant et or	0	1 260 971	1 399 677	138 706	11,00
8-01-03 - Taxes de promotion minière	1 190 000	375 000	375 000	0	0,00
8-02 - Compte d'Affectation Spéciale de développement Forestier et Touristique	**1 750 000**	**1 800 000**	**2 000 000**	**200 000**	**11,11**
8-02-01 - Produits Dévelopement Forestier et Touristique	1 750 000	1 800 000	2 000 000	200 000	11,11
8-03 - Compte d'Affectation Spéciale Equipement Urbain	**110 000**	**110 000**	**110 000**	**0**	**0,00**
8-03-01 - Aménagement et Equipements urbains	110 000	110 000	110 000	0	0,00

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
8-04 - Compte d'Affectation Spéciale Redevance Informatique	**375 000**	**331 496**	**377 654**	**46 158**	**13,92**
8-04-01 - Redevance Equipements Informatiques Finances	375 000	331 496	377 654	46 158	13,92
8-05 - Compte d'Affectation Spéciale Entretien des instalations et extention réseau eau	**111 000**	**111 000**	**111 000**	**0**	**0,00**
8-05-01 - Produits d'équipement des réseaux hydrauliques	111 000	111 000	111 000	0	0,00
8-06 - Compte d'Affectation Spéciale Gestion de produits de dons hors projets	**50 000**	**50 000**	**50 000**	**0**	**0,00**
8-06-01 - Gestion de produits de dons hors projets	50 000	50 000	50 000	0	0,00
8-07 - Compte d'Affectation Spéciale Promotion de développement de l'agriculture et de l'élevage	**500 000**	**330 000**	**330 000**	**0**	**0,00**
8-07-01 - Produits de Développement Agricultue et Elevage	500 000	330 000	330 000	0	0,00
8-08 - Compte d'Affectation Spéciale: Sécurité	**0**	**109 090**	**109 090**	**0**	**0,00**
8-08-01 - Sécurité	0	109 090	109 090	0	0,00

en millier de FCFA

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
TITRE 4 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS	**400 000**	**600 000**	**200 000**	**-400 000**	**-66,67**
FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION					
CHAPITRE 9 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS	**400 000**	**600 000**	**200 000**	**-400 000**	**-66,67**
FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION					
9-01- Produit Participation	**400 000**	**600 000**	**200 000**	**-400 000**	**-66,67**
9-01-01 - Produit Participation	200 000	100 000	0	-100 000	-100,00
9-01-02 - Dividendes BEAC	200 000	500 000	200 000	-300 000	-60,00
TITRE 5 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	**2 200 000**	**600 000**	**85 000**	**-515 000**	**-85,83**
CHAPITRE10 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	**2 200 000**	**600 000**	**85 000**	**-515 000**	**-85,83**
10-01-01 - Vente de participation	1 000 000	100 000	0	-100 000	-100,00
10-01-03 - Privatisation	300 000	100 000	0	-100 000	-100,00
10-01-04 - Recettes des Ambassades	100 000	100 000	50 000	-50 000	-50,00
10-01-05 - Produits Recouvrement Créances Publiques	800 000	300 000	0	-300 000	-100,00
10-01-06 - Caution électorale	0	0	35 000	35 000	
TITRE 6 - PRODUITS DES AVALS	**876 000**	**819 375**	**0**	**-819 375**	**-100,00**
CHAPITRE 11 - REMBOURSEMENT SUR AVALS	**876 000**	**819 375**	**0**	**-819 375**	**-100,00**
11-01-01 - Remboursements sociétés d'Etat	875 000	700 000	0	-700 000	-100,00
11-01-02 - Autres remboursements	1 000	119 375	0	-119 375	-100,00

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 2003	BUDGET 2004	BUDGET 2005	MONTANT VARIATION	VARIATION (%)
TITRE 8 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	**3 504 661**	**3 103 650**	**3 603 516**	**499 866**	**16,11**
CHAP. 12 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	**3 504 661**	**3 103 650**	**3 603 516**	**499 866**	**16,11**
12-02 - Passeports et Identité nationale	**0**	**0**	**165 000**	**165 000**	
12-01-01 - Renouvellement passeport ordinaire	0	0	75 000	75 000	
12-01-02 - Renouvellement passeport service & diplomatique	0	0	60 000	60 000	
12-01-03 - Carte d'Identité Nationale	0	0	30 000	30 000	
12-02 - Fonds Routier	**1 205 661**	**1 760 886**	**2 009 000**	**248 114**	**14,09**
12-02-01 - Redevance d'usage routier	1 142 006	1 397 886	1 602 000	204 114	14,60
12-02-02 - Amendes de surcharges	0	132 000	53 000	-79 000	-59,85
12-02-03 - Taxe à l'essieu	3 787	0	0	0	
12-02-04 - Prestations DMTP	2 005	27 000	27 000	0	0,00
12-02-05 - Bacs	626	6 000	12 000	6 000	100,00
12-02-06 - Recettes diverses	2 800	66 000	200 000	134 000	203,03
12-02-07 - Péages routiers	54 437	132 000	115 000	-17 000	-12,88
12-03- Taxe Communautaire CEMAC	**626 000**	**454 104**	**499 516**	**45 412**	**10,00**
12-03-01- Taxe Communautaire d'intégration	326 000	227 052	249 758	22 706	10,00
12-03-02- Taxe de Préférence Communautaire	300 000	227 052	249 758	22 706	10,00
12-04- Taxe Communautaire CEEAC	**0**	**300 000**	**300 000**	**0**	**0,00**
12-04-01- Taxe Communautaire d'intégration CEEAC	0	300 000	300 000	0	0,00
12-05- Taxe Communautaire OHADA	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**	
12-05-01- Taxe Communautaire d'intégration OHADA	0	0	300 000	300 000	
12-06 - Recettes des hopitaux	**1 248 000**	**588 660**	**330 000**	**-258 660**	**-43,94**
12-06-01 - Ventes des médicaments	348 000	60 064	0	-60 064	-100,00
12-06-02 - Recettes des hopitaux	900 000	528 596	330 000	-198 596	-37,57
12-07 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage	**125 000**	**0**	**0**	**0**	
12-07-01 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage	125 000	0	0	0	
12-08 - Autres recettes affectées	**300 000**	**0**	**0**	**0**	
12-08-01 - Autres recettes affectées	300 000	0	0	0	
TOTAL BUDGET GENERAL	**71 130 779**	**66 204 705**	**61 276 936**	**-4 927 769**	**-7,44**

FONCTIONNEMENT

en millier de FCFA

DEPENSES BUDGETAIRES TABLEAU DE SYNTHESE

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
DEPENSES PRIMAIRES	**53 481 477**	**51 773 092**	**52 464 785**	**691 150**	**1,33**
Traitement et Salaires	**34 215 867**	**33 129 866**	**33 208 866**	**79 000**	**0,24**
Personnel Titulaire	32 782 998	31 821 870	31 898 870	77 000	0,24
Personnel Temporaire	1 432 869	1 307 996	1 309 996	2 000	0,15
Biens et Services	**12 322 910**	**11 438 164**	**11 806 769**	**368 062**	**3,22**
Fonds spéciaux	135 750	92 500	140 000	47 500	51,35
Frais de mission	285 000	190 000	190 000	0	0,00
Frais de transport	847 000	428 000	438 000	10 000	2,34
Location immeubles	250 000	140 000	140 000	0	0,00
Consommations publiques	1 131 450	1 151 579	1 138 145	-13 434	-1,17
Eau	0	231 645	230 685	-960	-0,41
Electricité	0	509 784	498 960	-10 824	-2,12
Téléphone Télex Fax	0	410 150	408 500	-1 650	-0,40
Carburants et lubrifiants	0	963 195	979 924	15 543	1,61
Autres (matériels et fournitures)	9 673 710	8 472 891	8 780 701	308 453	3,64
Transferts et Subventions	**6 942 700**	**7 205 062**	**7 449 150**	**244 088**	**3,39**
Pensions et OCSS	2 839 700	2 835 200	2 835 200	0	0,00
Bourses	1 393 000	1 393 000	1 393 000	0	0,00
Organismes nationaux	1 787 000	1 852 862	1 796 950	-55 912	-3,02
Organismes internationaux	923 000	1 124 000	1 424 000	300 000	26,69
SERVICE DE LA DETTE	**28 926 000**	**30 299 030**	**29 745 500**	**-553 530**	**-1,83**
1°) Intérêts	**7 395 000**	**7 271 070**	**6 520 500**	**-750 570**	**-10,32**
Extérieurs	**6 000 000**	**5 468 070**	**5 411 000**	**-57 070**	**-1,04**
Dette Bilatérale	2 800 000	2 574 490	2 490 000	-84 490	-3,28
Dette Multilatérale	3 200 000	2 893 580	2 921 000	27 420	0,95
Intérieurs	**1 395 000**	**1 803 000**	**1 109 500**	**-693 500**	**-38,46**
Commission FMI	100 000	62 000	80 000	18 000	29,03
BEAC	1 186 000	1 141 000	729 500	-411 500	-36,06
Banques commerciales	0	600 000	300 000	-300 000	-50,00
Autres	109 000	0	0	0	
2°) Capital	**21 531 000**	**23 027 960**	**23 225 000**	**197 040**	**0,86**
Extérieur	20 035 000	17 227 410	13 168 000	-4 059 410	-23,56
Intérieur	1 496 000	5 800 550	10 057 000	4 256 450	73,38
DEPENSES D'EQUIPEMENT	**31 266 854**	**22 309 832**	**30 969 550**	**8 659 718**	**38,82**
Budget de l'Etat	**11 287 354**	**8 309 586**	**7 746 000**	**-563 586**	**-6,78**
Droits de douanes Projets	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,00
Budget Extraordinaire en capital	10 287 354	7 309 586	6 746 000	-563 586	-7,71
Financements extérieurs	**19 979 500**	**14 000 246**	**23 223 550**	**9 223 304**	**65,88**
Subventions	14 856 500	11 450 246	16 203 550	4 753 304	41,51
Prêts	5 123 000	2 550 000	7 020 000	4 470 000	175,29
DEPENSES ANNEXES	**0**	**1 086 586**	**0**	**-1 086 586**	**-100,00**
Dépenses Relatives aux Comptes d'Affectation Spéciale	0	1 086 586	0	-1 086 586	-100,00
DEPENSES TOTALES	**113 674 331**	**105 468 540**	**113 179 835**	**7 710 752**	**7,31**

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
TITRE 1 : DETTE PUBLIQUE	**28 926 000**	**30 299 030**	**29 745 500**	**-553 530**	**-1,83**
TITRE 2 : MOYENS DES SERVICES	**43 460 277**	**42 173 830**	**42 618 435**	**982 800**	**2,33**
dont :					
- MASSE SALARIALE	**34 215 867**	**33 129 866**	**33 208 866**	**79 000**	**0,24**
- DEPENSES COURANTES ET DIVERSES	**9 244 410**	**9 043 964**	**9 400 569**	**356 062**	**3,94**
Présidence	1 108 075	1 090 527	1 128 690	38 163	3,50
Primature	490 665	198 992	230 150	31 159	15,66
Cour Constitutionnelle	3 400	0	21 900	21 900	
Min. de l'Intérieur Chargé de l'Administration du Territoire	155 200	283 613	382 816	99 203	34,98
Min. Chargé de la Sécurité Publique	158 030	0	0	0	
Min. du Commerce, de l'Industrie et Promo du Secteur Privé	48 270	50 764	52 038	1 274	2,51
Min. de la Comm. De la Récon Nat. Culture Demo et Civique	94 955	73 916	76 060	2 144	2,90
Min. de l'Equipement et des Transports	68 590	58 377	56 990	-1 387	-2,38
Min. de la Justice des Droits de l'Homme et Bonne Gouv.	159 180	164 650	166 960	2 310	1,40
Min. de la Défense Nationale, Rest. Armées et Désarmement	1 735 710	1 633 927	1 790 500	156 573	9,58
Min. Plan, Economie, Finances, Budget et Coopération Inter.	596 805	556 544	675 520	118 976	21,38
Min. des Affaires Etrangères Intégration Région et Franco.	505 770	435 505	492 375	56 870	13,06
Min. de l'Education Nat. Alpha. Enseignement Sup et recherche	1 128 570	1 465 515	1 499 000	33 485	2,28
Min. Energies , Mines et de l'Hydraulique	26 080	24 108	25 610	1 502	6,23
Min. Plan et Coopération Internationale	109 820	71 853	0	-71 853	-100,00
Min. de la Fonction Publique Sécurité Sociale et inser Prof.	35 990	44 169	43 771	-398	-0,90
Min. Chargé Relations Pàrlement	3 800	0	0	0	
Min. de la Poste et Télécommunication. Nouvelles Techno.	90 040	50 030	48 500	-1 530	-3,06
Min. de la Jeunesse, des Sports, des Arts et Culture	99 520	64 131	66 730	2 599	4,05
Min. de la Famille, des Aff. Sociales et Solidarité Nationale	123 710	109 983	111 040	1 057	0,96
Min. de la Santé Publique et de la Population	2 271 160	2 268 120	2 188 690	-79 430	-3,50
Min. de la Agriculture et de l'Elevage	134 020	114 229	148 140	33 911	29,69
Min. Chargé du Développement de l'Elevage	14 150	40 106	0	-40 106	-100,00
Min. Développement duTourisme, Artisanat Environnement	15 400	23 795	45 150	20 813	87,47
Min. des Eaux, Forêts, Chasses et Pêches	38 630	48 063	49 938	1 875	3,90
Min. de la Réconst Edifices Publics, Urbanisme et Logement	14 650	23 500	25 620	2 120	9,02
Min. de l'Environnement , Développement durable et Eco Soc.	7 150	26 328	0	-26 328	-100,00
Min. Chargé du SGG et Relation avec le CNT	7 070	123 222	74 380	-48 842	-39,64
TITRE 3 : DEPENSES COMMUNES	**3 078 500**	**2 394 200**	**2 406 200**	**12 000**	**0,50**
Dépenses courantes et diverses	1 946 500	1 766 200	1 768 200	2 000	0,11
Frais de mission	285 000	200 000	200 000	0	0,00
Frais de transport	847 000	428 000	438 000	10 000	2,34
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	**6 942 700**	**7 205 062**	**7 449 150**	**244 088**	**3,39**
Transferts Organismes nationaux	4 626 700	4 688 062	4 632 150	-55 912	-1,19
Transferts Organismes internationaux	923 000	1 124 000	1 424 000	300 000	26,69
Bourses et Frais annexes	1 393 000	1 393 000	1 393 000	0	0,00
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	**82 407 477**	**82 072 122**	**82 210 285**	**137 620**	**0,17**
DEPENSES COURANTES HORS DETTE	**53 481 477**	**51 773 092**	**52 464 785**	**691 150**	**1,33**

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
TITRE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	**28 926 000**	**30 299 030**	**29 745 500**	**-553 530**	**-1,83**
CHAP. 0 - SERVICE DE LA DETTE	**28 926 000**	**30 299 030**	**29 745 500**	**-553 530**	**-1,83**
0-0 - Dette extérieure	**26 035 000**	**22 695 480**	**18 579 000**	**-4 116 480**	**-18,14**
0-01 - Principal	**20 035 000**	**17 227 410**	**13 168 000**	**-4 059 410**	**-23,56**
0-01-01 - Dette Bilatérale	9 943 000	8 147 200	4 313 000	-3 834 200	-47,06
0-01-04 - Dette Multilatérale	10 092 000	9 080 210	8 855 000	-225 210	-2,48
0-02 - Intérêts	**6 000 000**	**5 468 070**	**5 411 000**	**-57 070**	**-1,04**
0-02-01 - Dette Bilatérale	2 800 000	2 574 490	2 490 000	-84 490	-3,28
0-02-03 - Dette Multilatérale	3 200 000	2 893 580	2 921 000	27 420	0,95
0-1 - Dette Intérieure	**2 891 000**	**7 603 550**	**11 166 500**	**3 562 950**	**46,86**
0-11 - Principal	**1 496 000**	**5 800 550**	**10 057 000**	**4 256 450**	**73,38**
0-11- 01 - Rachats FMI	0	1 359 460	2 569 000	1 209 540	88,97
0-11- 02 - Autres (BEAC)	1 496 000	1 541 090	3 988 000	2 446 910	158,78
0-11-03 - Apurement Avances des Banques	0	2 900 000	3 000 000	100 000	3,45
0-11-04 - Apurement CBCA	0	0	500 000	500 000	
0-12 - Intérêts	**1 395 000**	**1 803 000**	**1 109 500**	**-693 500**	**-38,46**
0-12-01- Intérêts/Commissions FMI	100 000	62 000	80 000	18 000	29,03
0-12-02- Intérêts BEAC	1 186 000	1 141 000	729 500	-411 500	-36,06
0-12-03- Intérêts banques commerciales	0	600 000	300 000	-300 000	-50,00
0-12-04 - Autres intérêts	109 000	0	0	0	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
TITRE II : MOYENS DES SERVICES	**43 460 277**	**42 173 830**	**42 618 435**	**982 800**	**2,33**
CHAP. 1 - PRESIDENCE	**2 355 947**	**2 349 827**	**2 379 049**	**29 222**	**1,24**
1-10 - Personnel	**1 247 872**	**1 259 300**	**1 250 359**	**-8 941**	**-0,71**
1-10-10 - Personnel titulaire	1 203 117	1 158 051	1 158 051	0	0,00
1-10-11 - Personnel titulaire Vice Présidence	0	57 753	57 753	0	0,00
1-10-12 - Personnel Titulaire Droits de l'Homme	0	0	3 946	3 946	
1-10-90 - Personnel appui Présidence	44 755	37 496	27 348	-10 148	-27,06
1-10-91 - Personnel appui Vice Présidence	0	6 000	0	-6 000	-100,00
1-10-92 - Personnel d'appui Droits de l'Homme	0	0	3 261	3 261	
1-15/16 - Dépenses courantes et diverses	**1 108 075**	**1 090 527**	**1 128 690**	**38 163**	**3,50**
1-15 - Dépenses courantes et diverses	**1 108 075**	**1 018 727**	**1 080 690**	**61 963**	**6,08**
1-15-13 - Hotel Chef de L'ETAT	20 000	15 000	25 000	10 000	66,67
1-15-14 - Direction de Cabinet	2 450	2 262	2 200	-62	-2,75
1-15-15 - Cabinet militaire	1 260	1 616	1 600	-16	-0,98
1-15-16 - Secrétariat général	2 450	2 585	2 500	-85	-3,30
1-15-17 - Conseillers	3 500	3 878	3 800	-78	-2,01
1-15-18 - Direction Générale Protocole d'Etat	840	1 293	1 200	-93	-7,17
1-15-19 - Fonctionnement Grande Chancellerie	490	1 293	1 200	-93	-7,19
1-15-20 - Presse Présidentielle	4 900	4 524	4 500	-24	-0,54
1-15-21 - Archives Nationales	770	969	1 000	31	3,15
1-15-22 - Palais de la Renaissance (entretien)	4 900	5 171	5 200	29	0,57
1-15-23 - Parcs et jardins entretiens	490	969	1 000	31	3,15
1-15-24 - Parc présidentiel d'AVAKABA (entretien)	2 170	2 262	2 500	238	10,52
1-15-25 - Parc auto présidentiel	7 000	6 463	6 000	-463	-7,17
1-15-26 - Avions Présidentiels	15 000	16 158	16 000	-158	-0,98
1-15-27 - Réceptions Palais de la Renaissance	10 500	9 695	10 500	805	8,30
1-15-28 - Fonds spéciaux	94 500	72 500	100 000	27 500	37,93
1-15-29 - Accueil personnalités de passage	10 500	9 695	9 500	-195	-2,01
1-15-30 - Entretien Mausolée B. BOGANDA	630	646	700	54	8,30
1-15-31 - Cabinet Inspecteur général Etat	1 400	1 293	1 300	7	0,57
1-15-32 - Inspection Générale Etat	5 600	6 463	6 500	37	0,57
1-15-33 - Conseil discipline commission épuration	560	0	0	0	
1-15-34 - Alimentation Garde Répub. Bataillon Protection Sécurité	182 000	168 045	168 000	-45	-0,03
1-15-35 - Sécurité Aéroport Garde Répub. Bat. Protection Sécurité	6 090	5 623	5 600	-23	-0,41
1-15-36 - Fonctionnement Garde Répub. Bat. Protection Sécurité	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
1-15-37 - Conseil de l'ordre	455	646	700	54	8,30
1-15-39 - Communication Présidence	18 200	16 158	16 000	-158	-0,98
1-15-40 - Haut Commissariat Droit de l'Homme	0	5 494	5 500	6	0,11
1-15-41 - Grande Chancellerie (Médailles)	22 400	12 621	12 500	-121	-0,96
1-15-42 - Direction parc auto	490	646	700	54	8,30
1-15-43 - Mobilier résidence Chef de l'Etat	2 450	2 585	2 500	-85	-3,30
1-15-45 - Habillement Personnel domestique	700	646	600	-46	-7,17
1-15-46 - Unité Médicale Présidence	700	646	700	54	8,30
1-15-47 - Entretien Résidence Chef Etat	3 500	3 232	3 500	268	8,30
1-15-48 - Entretien Réparation Motos escorte	4 900	4 847	4 800	-47	-0,98
1-15-49 - Direction Générale de Documentation d'Etat	52 500	33 932	33 500	-432	-1,27
1-15-50 - Gouvernat Palais	700	969	1 000	31	3,15
1-15-51 - Direction Générale Gestion Ressources	1 400	1 616	1 600	-16	-0,98
1-15-52 - Mission Garde Répub. Bataillon Protection Sécurité	38 500	35 548	35 000	-548	-1,54
1-15-53 -Nouveau Partenariat Dévelop. Afrique (NEPAD)	9 500	4 695	4 500	-195	-4,15
1-15-54 - Appui logistique et Quinzaine Svices Garde Rép B.P.S	60 900	51 706	51 700	-6	-0,01
1-15-55 - Eau	23 000	16 537	16 500	-37	-0,22
1-15-56 - Electricité	50 000	32 917	32 900	-17	-0,05
1-15-57 - Téléphone,Télex, Fax	50 000	50 000	50 000	0	0,00
1-15-59 - Actions Présidentielles	56 000	39 206	39 200	-6	-0,02
1-15-60 - Secrétariat Particulier Chef de l'Etat	1 750	1 939	1 900	-39	-2,01
1-15-61 - Frais de domesticité	0	0	22 000	22 000	
1-15-63 - Fonctionnement Chef d'Etat Major Particulier	1 050	0	0	0	
1-15-64 - Quinzaine éléments motorisés	2 100	1 939	1 940	1	0,05
1-15-65 - Habillement compagnie motorisée	7 000	7 756	7 000	-756	-9,75
1-15-66 - Voyages présidentiels	147 000	100 000	100 000	0	0,00
1-15-68 - Fonctionnement Cabinet Particulier Chef de l'Etat	4 550	4 524	4 500	-24	-0,54
1-15-69 - Habillement Campement Bataillon Central	0	32 316	25 000	-7 316	-22,64
1-15-70 - Habillement Campement Bataillon Province	0	15 189	15 000	-189	-1,24

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
1-15-71 - Fonctionnement Bataillon Provinces	0	3 232	3 000	-232	-7,17
1-15-72 - Fonctionnement Bataillon Central	0	0	7 000	7 000	
1-15-73 - Fonctionnement Bureau Permanent	0	0	1 000	1 000	
1-15-74 - Commission Texte	1 050	646	700	54	8,36
1-15-75 - Cellule contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,19
1-15-76 - Carb lub Haut Commissariat Droit de l'Homme	0	646	650	4	0,62
1-15-77 - Carburants lubrifiants Unité Médicale	0	1 500	1 500	0	0,00
1-15-78 - Carburants lubrifiants Direction Financière	0	1 200	1 200	0	0,00
1-15-79 - Carburants lubrifiants Cabinet NEPAD	1 000	1 200	1 200	0	0,00
1-15-80 - Carburants lubrifiants Cabinet Particulier Chef Etat	5 250	5 000	5 000	0	0,00
1-15-81 - Carburants et lubrifiants Gouvernat Palais	1 050	1 500	1 500	0	0,00
1-15-82 - Carburant missions présidentielles à l'exterieur.	70 000	70 000	70 000	0	0,00
1-15-84 - Carburant et lubrifiant Bataillon Central	0	0	3 000	3 000	
1-15-85 - Carburant et lubrifiant Bureau Permanent	0	0	1 500	1 500	
1-15-89 - Carburants et lubrifiants Sces Garde Républicaine B.P.S	42 000	60 000	60 000	0	0,00
1-15-90 - Carburants et lubrifiants Présidence	24 500	25 000	25 000	0	0,00
1-15-91 - Carburants et lubrifiants IGE	7 280	10 000	10 000	0	0,00
1-15-92 - Carburants et lubrifiants AVAKABA	1 050	1 500	1 500	0	0,00
1-15-93 - Carburants et lub. DG Gestion Resources	2 100	3 000	3 000	0	0,00
1-15-94 - Carburants personnalités de passage	2 100	3 000	3 000	0	0,00
1-15-95 - Carburants et lubr. missions présid. intér.	2 450	3 000	3 000	0	0,00
1-15-96 - Carburants et lubr.Direction Archiv.Nat.	525	1 000	1 000	0	0,00
1-15-97 - Carburants et lubr.Cabinet Militaire	525	1 000	1 000	0	0,00
1-15-98 - Carburants Presse Présidentielle	1 400	2 000	2 000	0	0,00
1-15-99 - Carb. et lubrifiants Direction Générale Document.	4 550	5 000	5 000	0	0,00
1-16 - Dépenses courantes et diverses Vice Présidence	**0**	**71 800**	**48 000**	**-23 800**	**-33,15**
1-16-10 - Cabinet	0	2 500	2 500	0	0,00
1-16-11 - Hôtel Vice Président	0	7 800	4 000	-3 800	-48,72
1-16-12 - Fonctionnement Services Vice Présidence	0	3 500	2 000	-1 500	-42,86
1-16-13 - Fonds Spéciaux Vice Présidence	0	20 000	8 000	-12 000	-60,00
1-16-14 - Réception Vice Présidence	0	5 000	5 000	0	0,00
1-16-15 - Mise en œuvre de mission Vice Présidence	0	0	7 500	7 500	
1-16-16 -Parc Automobile Vice Présidence	0	3 000	3 000	0	0,00
1-16-17- Actions Vice Présidence	0	20 000	10 000	-10 000	-50,00
1-16-18 - Communication Vice Présidence	0	5 000	2 000	-3 000	-60,00
1-16-90 - Carburant et lubrifiant Cabinet	0	5 000	4 000	-1 000	-20,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 3 - PRIMATURE	**610 219**	**291 752**	**315 489**	**23 738**	**8,14**
3-10 - Personnel	**119 554**	**92 760**	**85 339**	**-7 421**	**-8,00**
3-10-10 - Personnel Titulaire Primature	70 971	68 313	68 313	0	0,00
3-10-11 - Personnel Titulaire Secrétariat Gal Gouv	17 117	0	0	0	
3-10-12 - Personnel Titulaire Droits de l'Homme	4 100	3 946	0	-3 946	-100,00
3-10-13 - Personnel titulaire Décentralisation	10 147	9 767	9 767	0	0,00
3-10-94 - Personnel appui Décentralisation	3 075	2 576	3 677	1 101	42,74
3-10-95 - Personnel d'appui Droits de l'Homme	3 280	2 748	0	-2 748	-100,00
3-10-97 - Personnel d'appui Secrétariat Général	4 407	0	0	0	
3-10-98 - Personnel d'appui ENAM	1 332	1 116	0	-1 116	-100,00
3-10-99 - Personnel d'appui Primature	5 125	4 294	3 582	-712	-16,58
3-15 - Dépenses courantes et diverses	**490 665**	**198 992**	**230 150**	**31 159**	**15,66**
3-15-10 - Cabinet Premier Ministre	2 450	2 262	3 000	738	32,62
3-15-11 - Fonctionnement services Primature	5 600	6 390	6 390	0	0,00
3-15-12 - Entretien Primature	2 450	2 262	2 200	-62	-2,75
3-15-13 - Fonds spéciaux	41 250	20 000	40 000	20 000	100,00
3-15-15 - Hôtel du Premier Ministre	3 010	3 500	3 500	0	0,00
3-15-16 - Délégation Gle aux E/ses et Offices Publics	1 190	1 293	1 500	207	16,01
3-15-17 - Confection fascicule économie Société Etat	1 190	1 293	1 200	-93	-7,19
3-15-18 - Haut Com. Agroalimtaire Bio-Technologie	6 090	0	0	0	
3-15-19 - CPRAC	1 190	1 293	1 200	-93	-7,17
3-15-20 - Traitement informatique CPRAC	3 640	4 524	4 500	-24	-0,54
3-15-21 - Réception Gouvernement	10 500	9 695	9 700	5	0,05
3-15-23 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
3-15-24 - Presse Primature	1 820	1 680	1 680	0	0,00
3-15-25 - Parc Auto Primature	3 640	3 361	3 300	-61	-1,81
3-15-26 - Haut Commi. à la Décentra. Régionalisation	6 090	6 463	6 000	-463	-7,16
3-15-27 - Actions Gouvernementales	135 000	55 633	70 000	14 367	25,82
3-15-28 - Eau	12 200	9 188	9 000	-188	-2,05
3-15-29 - Electricité	10 900	5 512	5 000	-512	-9,29
3-15-30 - Téléphone, Télex, Fax	19 600	19 600	19 600	0	0,00
3-15-31 - Fonctionnement Divisions	0	2 000	2 000	0	0,00
3-15-33 - Journal Officiel	1 820	1 939	0	-1 939	-100,00
3-15-34 - ENAM	1 820	0	0	0	
3-15-35 - Travaux Conseil Ministres	2 170	2 000	2 000	0	0,00
3-15-36 - Achat Ouvr. abon. frais imprim. ENAM	910	0	0	0	
3-15-38 - Délégation Générale des Grands travaux de l'Etat	10 000	4 695	4 500	-195	-4,15
3-15-89 - Fournitures Elèves ENAM	3 045	0	0	0	
3-15-40 - Comité de privatisation	2 450	2 262	2 000	-262	-11,59
3-15-41 - Haut Commissariat Droit de l'Homme	7 350	0	0	0	
3-15-42 - Communication Primature	9 100	8 402	8 400	-2	-0,03
3-15-43 - Suivi du PANEF	5 000	3 232	3 000	-232	-7,18
3-15-44 - Fonctionnement Délégation Générale Désarm	0	0	0	0	
3-15-45 - Fonctionnement Directions Délégation	2 100	1 939	2 000	61	3,15
3-15-46 - Fonctment Délégation intégration des jeunes	6 090	0	0	0	
3-15-48 - Filière Formation ENAM	150 000	0	0	0	
3-15-89 - Carburant et lubrifiants Délégation Gle Grands Travaux	3 150	1 200	1 200	0	0,00
3-15-91 - Carburant Cabinet Primature	6 650	5 400	5 400	0	0,00
3-15-92 - Carburants et lubrifiants CPRAC	1 050	1 290	1 290	0	0,00
3-15-93 - Carburants et lubrifiants Divisions	0	3 500	3 500	0	0,00
3-15-94 - Carburant et lubrifiants ENAM	1 190	0	0	0	
3-15-95 - Carb. et Lubr. Délégation Gle Entreprises, Offices publics	1 190	1 290	1 290	0	0,00
3-15-96 - Carburants et lubrifiants services Primature	3 640	3 400	3 400	0	0,00
3-15-97 - Carb.et lub. Haut Commi. Droit de l'Homme	910	0	0	0	
3-15-98 - Carb. et lub. Haut Comm. Décentralisation	910	1 200	1 200	0	0,00
3-15-99 - Carb. et lubr. Ht Com. Agroalimtaire Bio-Tech.	910	0	0	0	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 4 - COUR CONSTITUTIONNELLE	**5 860**	**0**	**222 300**	**222 300**	
4-10 - Personnel	**2 460**	**0**	**200 400**	**200 400**	
4-10-10 - Personnel Titulaire	0	0	198 000	198 000	
4-10-90 - Personnel Appui	2 460	0	2 400	2 400	
4-15 - Dépenses courantes et diverses	**3 400**	**0**	**21 900**	**21 900**	
4-15-10 - Fonctionnement Cabinet Président	0	0	1 500	1 500	
4-15-11 - Fonctionnement Services	0	0	3 000	3 000	
4-15-12 - Presse Cour Constitutionnelle	0	0	1 000	1 000	
4-15-13 - Documentation	0	0	1 500	1 500	
4-15-14 - Hôtel Président	0	0	700	700	
4-15-15 - Eau	700	0	700	700	
4-15-16 - Electricité	1 000	0	1 000	1 000	
4-15-17 - Téléphone, Télex, Fax	1 700	0	8 000	8 000	
4-15-18 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	0	1 200	1 200	
4-15-90 - Carburant et Lubrifiant Président et Membres	0	0	2 000	2 000	
4-15-91 - Carburant et lubrifiants services	0	0	1 300	1 300	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 5 - HAUT CONSEIL COMMUNICATION	0	0	88 000	88 000	
5-10 - Personnel	0	0	79 000	79 000	
5-10-10 - Personnel titulaire	0	0	77 000	77 000	
5-10-90 - Personnel d'appui	0	0	2 000	2 000	
5-15 - Dépenses courantes et diverses	0	0	9 000	9 000	
5-15-10 - Fonctionnement des Services	0	0	7 000	7 000	
5-15-90 - Carb. lub. Haut Conseil Communication	0	0	2 000	2 000	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 6 MIN. INTERIEUR CHARGE DE L'ADMINIATRATION DU TERRITOIRE	**2 839 403**	**2 862 577**	**2 966 281**	**103 704**	**3,62**
6-10 - Personnel	**2 684 203**	**2 578 964**	**2 583 465**	**4 501**	**0,17**
6-10-10 - Personnel Titulaire	2 666 061	2 566 197	2 566 197	0	0,00
6-10-12 - Personnel d'appui	18 142	12 767	17 268	4 501	35,25
6-15/16 - Dépenses courantes et diverses	**155 200**	**283 613**	**382 816**	**99 203**	**34,98**
6-15 - Dépenses courantes et diverses	**155 200**	**262 300**	**132 766**	**-129 534**	**-49,38**
6-15-10 - Cabinet ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
6-15-12 - Direction Générale de la police	0	6 463	0	-6 463	-100,00
6-15-13 - Fonctionnement Inspection Centrale A T	0	0	1 000	1 000	
6-15-14 - Secrétariat Général	0	1 293	0	-1 293	-100,00
6-15-15 - Direction Générale Sces Centraux	1 890	1 293	1 300	7	0,57
6-15-16 - Direction Générale Admini. Territoire	1 890	1 293	1 300	7	0,57
6-15-17 - Fonctionn. Préfets Chargés de Mission	2 100	1 293	1 300	7	0,57
6-15-18 - Mobilier, matériel et outillage	3 500	3 232	3 500	268	8,30
6-15-20 - Ecole nationale de la police	0	19 390	0	-19 390	-100,00
6-15-21 - Attaché de Presse	2 100	646	700	54	8,30
6-15-32 - Vacations école de police	0	2 585	0	-2 585	-100,00
6-15-33 - Fonctionnement Direct. Gén Sécurité Civile	0	16 158	0	-16 158	-100,00
6-15-40 - Administration préfectorale	10.290	10 341	10 000	-341	-3,30
6-15-41 - Administration Sous Préfectorale	13 090	12 927	13 000	73	0,57
6-15-42 - Imprimés Cartes Identité Nationale - Passeport	0	16 158	0	-16 158	-100,00
6-15-43 - Fonctionn. services migration - immigration	0	1 293	0	-1 293	-100,00
6-15-44 - Cellule de lutte contre le sida	2 800	1 293	1 200	-93	-7,17
6-15-45 - Conférence annuelle des Préfets	3 640	3 878	3 500	-378	-9,75
6-15-61 - Habillement police	0	16 158	0	-16 158	-100,00
6-15-62 - Habillement Sapeur Pompier	5 670	5 494	0	-5 494	-100,00
6-15-70 - Equipement maintien de l'ordre	0	16 158	0	-16 158	-100,00
6-15-71 - Instruments de musique	0	3 232	0	-3 232	-100,00
6-15-72 - Eau	21 800	19 248	19 000	-248	-1,29
6-15-73 - Electricité	13 200	17 468	17 000	-468	-2,68
6-15-74 - Téléphone, Télex, Fax	34 800	35 000	35 000	0	0,00
6-15-85 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 400	1 300	2 000	700	53,85
6-15-86 - Carb. et lub. Sces centraux Police	0	9 600	0	-9 600	-100,00
6-15-87 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure	0	2 000	0	-2 000	-100,00
6-15-88 - Carburants et lub. Préfets et S.Préfets	11 900	10 000	15 000	5 000	50,00
6-15-89 - Carb. et lub. Direct.Gén. Admini. Territ.	2 100	1 600	1 600	0	0,00
6-15-90 - Carburants et lubrifiants Ecole Police	0	1 250	0	-1 250	-100,00
6-15-91 - Carb. et lub. Inspection Centrale ATSP	2 100	0	650	650	
6-15-92 - Carb. et lub. Sapeur pompier	13 930	10 988	0	-10 988	-100,00
6-15-93 - Carb. et lub. Secrétaire Général	1 400	969	0	-969	-100,00
6-15-94 - Carb. et lub. Dir. Géné Services Centraux	2 100	1 616	1 600	-16	-0,98
6-15-95 - Carb. et lub. Préfets Chargés de Mission	1 750	1 616	1 616	0	0,00
6-15-96 - Carb. et lub. Direction migration - immigration	0	776	0	-776	-100,00
6-15-97 - Carb. et lub. Maintien sécurité	0	2 908	0	-2 908	-100,00
6-15-98 - Carb. et lub. OCRB	0	2 585	0	-2 585	-100,00
6-15-99 - Carb. et lub. Secrétaire Général	0	1 200	0	-1 200	-100,00
6-16 - Dépenses courantes et diverses Cabinet du Ministre Délégué	**0**	**21 313**	**250 050**	**228 737**	**1 073,24**
6-16-10 - Cabinet du Ministre	0	1 600	2 500	900	56,25
6-16-11 - Fonctionnement comités Locaux Désarm	0	16 158	16 000	-158	-0,98
6-16-12 - Fonctionnement Délégation Générale Désarm	0	1 293	1 300	7	0,57
6-16-13 - Instruments de musique	0	0	3 000	3 000	
6-16-14 - Equipement maintien de l'ordre	0	0	16 000	16 000	
6-16-15 - Habillement police	0	0	16 000	16 000	
6-16-17 - Imprimés Cartes Identité Nationale	0	0	30 000	30 000	
6-16-18 - Vacations école de police	0	0	2 500	2 500	
6-16-19 - Ecole nationale de la police	0	0	19 000	19 000	
6-16-20 - Direction Générale de la police	0	0	6 400	6 400	
6-16-21 - Fonctionn. services migration - immigration	0	0	1 300	1 300	
6-16-22 - Habillement Sapeur Pompier	0	0	5 000	5 000	
6-16-23 - Fonctionnement Direct. Gén Sécurité Civile	0	0	16 000	16 000	
6-16-24 - Renouvellement Passeport	0	0	75 000	75 000	
6-16-25 - Inspection Centrale	0	0	1 000	1 000	
6-16-80 - Carburant et Lubrifiant Cabinet	0	1 293	2 000	707	54,68

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
6-16-81 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure	0	0	2 000	2 000	
6-16-82 - Carb. et lub. Sces centraux Police	0	0	9 600	9 600	
6-16-83 - Carburants et lubrifiants Ecole Police	0	0	1 250	1 250	
6-16-84 - Carb. et lub. Maintien sécurité	0	0	2 900	2 900	
6-16-85 - Carb. et lub. OCRB	0	0	3 000	3 000	
6-16-86 - Carb. et lub. Direction migration - immigration	0	0	800	800	
6-16-87 - Carb. et lub. Sapeur pompier	0	0	15 000	15 000	
6-16-88 - Carburant et Lubrifiant Services Désarmement	0	969	1 000	31	3,20
6-16-99 - Carb. et lub. Dtion Gle Sécurité Civile	0	0	1 500	1 500	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 7 - MIN. COMMERCE, INDUSTRIE PROMOTION DU SECTEUR.PRIVE	**264 472**	**293 327**	**294 372**	**1 045**	**0,36**
7-10 - Personnel	**216 202**	**242 563**	**242 334**	**-229**	**-0,09**
7-10-10 - Personnel titulaire	214 931	240 636	240 636	0	0,00
7-10-91 - Personnel d'appui Ministère	1 271	1 927	1 698	-229	-11,88
7-15 - Dépenses courantes et diverses	**48 270**	**50 764**	**52 038**	**1 274**	**2,51**
7-15-10 - Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
7-15-11 - Secrétariat Général	1 190	969	0	-969	-100,00
7-15-12 - Direction Générale Services Centraux	910	969	1 845	876	90,31
7-15-13 - Direction Générale Servces. Régionaux	1 120	1 034	2 000	966	93,40
7-15-14 - Foires et Expositions	10 500	9 695	9 695	0	0,00
7-15-15 - Accueils Missions Commerciales	3 500	3 878	3 878	0	0,00
7-15-17 - Directions Services régionaux	1 050	2 585	3 000	415	16,04
7-15-18 - Cellule investissement	1 050	969	1 500	531	54,72
7-15-19 - Impression Charte Investissement	1 050	969	1 000	31	3,15
7-15-22 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
7-15-23 - Eau	1 400	3 230	3 230	0	0,00
7-15-24 - Electricité	2 200	1 422	1 400	-22	-1,55
7-15-25 - Téléphone, Télex, Fax	13 100	13 100	13 100	0	0,00
7-15-90 - Carb. et lubr. cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
7-15-91 - Carb. et lubr. lutte et répression fraudes	2 100	1 939	1 900	-39	-2,01
7-15-92 - Carb. et lubr. Services	2 100	1 939	0	-1 939	-100,00
7-15-94 - Carb. et lubr. Cellule investissement	1 050	969	1 000	31	3,15
7-15-95 - Carb. et lubr. Directions régionales	1 400	1 293	1 290	-3	-0,21
7-15-96 - Carb. et lubr. Secrétariat Général	0	969	0	-969	-100,00
7-15-98 - Carb. et lubr. Direction des Ressources	0	646	1 500	854	132,08

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 8 - MIN. POSTE.TELECOMMUNICATION CHARGE DE LA NOUVELLE TECHNOLOGIE	**98 306**	**181 043**	**157 020**	**-24 023**	**-13,27**
8-10 - Personnel	**8 266**	**131 013**	**108 520**	**-22 493**	**-17,17**
8-10-10 - Personnel titulaire poste	6 046	100 520	100 520	0	0,00
8-10-99 - Personnel Appui	2 220	30 493	8 000	-22 493	-73,76
8-15/16 - Dépenses courantes et diverses	**90 040**	**50 030**	**48 500**	**-1 530**	**-3,06**
8-15 - Dépenses courantes et diverses	**90 040**	**50 030**	**48 500**	**-1 530**	**-3,06**
8-15-10 - Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
8-15-11 - Secrétariat Général	2 100	1 939	0	-1 939	-100,00
8-15-12 - Chargés Missions Postes	1 540	1 293	1 300	7	0,57
8-15-13 - Site Internet Gouvernement	12 180	10 988	10 900	-88	-0,80
8-15-14 - Eau	11 300	2 196	2 000	-196	-8,93
8-15-15 - Electricité	44 800	11 117	11 000	-117	-1,05
8-15-16 - Téléphone, Télex, Fax	11 050	11 050	11 000	-50	-0,45
8-15-36 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 750	1 293	1 200	-93	-7,17
8-15-37 - Direction Gle Poste et Télécommunication	1 050	1 293	1 300	7	0,57
8-15-38 - Direction Gle Ressources	0	1 293	1 300	7	0,57
8-15-39 - Direction Service Administratif et Financier	0	969	1 000	31	3,15
8-15-85 - Carb. Et Lub. Secrétariat Général	0	1 500	0	-1 500	-100,00
8-15-87 - Carb. Et Lub. Direction Gle Ressources	0	1 500	1 500	0	0,00
8-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 400	2 000	2 000	0	0,00
8-15-91 - Carb. lub. Direction Gle Postes et Télécommunicat.	1 120	0	1 500	1 500	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 9 - MIN. EQUIPEMENT ET TRANSPORTS	**905 344**	**842 539**	**845 252**	**2 713**	**0,32**
9-10 - Personnel	**836 754**	**784 162**	**788 262**	**4 100**	**0,52**
9-10-10 - Personnel titulaire T.P	514 513	495 241	495 241	0	0,00
9-10-11 - Personnel titulaire Transport	151 889	146 200	146 200	0	0,00
9-10-94 - Personnel d'appui Transport	3 808	3 190	4 422	1 232	38,62
9-10-96 - Personnel d'appui TP	11 097	9 297	41 999	32 702	351,75
9-10-97 - Personnel d'appui Garages Régionaux	1 697	1 422	853	-569	-40,01
9-10-99 - Personnel d'appui Aménagement Territoire	153 750	128 812	99 547	-29 265	-22,72
9-15/16 - Dépenses courantes et div.	**68 590**	**58 377**	**56 990**	**-1 387**	**-2,38**
9-15 - Dépenses courantes et diverses	**68 590**	**55 484**	**56 990**	**1 506**	**2,71**
9-15-10 - Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
9-15-11 - Secrétariat Général	1 050	1 293	0	-1 293	-100,00
9-15-12 - Inspection Centrale	700	0	1 000	1 000	
9-15-16 - Matériel et Outillage Manif. Officielles	1 400	1 616	1 600	-16	-0,98
9-15-17 - Pièces détachées véhicules légers	1 050	1 293	1 300	7	0,57
9-15-18 - Entretien matériels roulants	6 300	6 463	6 400	-63	-0,98
9-15-20 - Direct. Génér. de l'Equipement (TP)	700	969	1 000	31	3,15
9-15-22 - Direct.des Ressources (Services Appui)	700	969	1 000	31	3,15
9-15-23 - Directions Régionales de l'Equipement	1 190	1 293	1 300	7	0,57
9-15-24 - Eau	6 300	1 098	1 100	2	0,18
9-15-25 - Electricité	7 500	1 676	1 600	-76	-4,53
9-15-26 - Téléphone, Télex, Fax	18 600	18 600	18 000	-600	-3,23
9-15-27 - Cellule Planification Equipement	700	646	700	54	8,30
9-15-28 - Cellule Coordination Equipement	700	646	700	54	8,30
9-15-29 - Dir. Générale Aménagement du Territoire	0	0	0	0	
9-15-30 - Dir. Générale des Etudes et de la Planification	840	969	1 000	31	3,15
9-15-33 - Directions Régionales Transport	700	969	1 000	31	3,15
9-15-34 - Direction Génér. Transport Surface	700	969	1 000	31	3,15
9-15-35 - Direct. Générale Aviation Civile Météo	700	969	1 000	31	3,15
9-15-42 - Fonctionnement chargé de mission Transport	910	0	0	0	
9-15-43 - Fonctionnement Chargés de Mission	910	969	1 000	31	3,15
9-15-44 - Cellule contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
9-15-88 - Carb. Lub. Inspection Générales Equipement	1 400	0	0	0	
9-15-89 - Carb. lub. Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
9-15-91 - Carburants et lubrifiants Services Centraux Equipemt	3 430	3 232	3 200	-32	-0,98
9-15-92 - Carb. lub. Fonctionn. Services Centraux Transport	700	969	1 000	31	3,15
9-15-93 - Caburant et lubrifiant Cellules Planif. Et Coordin	840	969	1 000	31	3,15
9-15-95 - Carburant et lubrifiants Directions Régionales Equipmt	2 100	1 939	1 950	11	0,57
9-15-96 - Carb. lub. Directions Régionales Transport	910	840	840	0	0,00
9-15-97 - Carb. Lub Inspection Centrale	910	0	650	650	
9-15-98 - Carb. Lub Chargés de Missions.	2 100	1 939	1 950	11	0,57
9-16 - Dépenses courantes et diverses du Cabinet du Ministre Délégué	**0**	**2 893**	**0**	**-2 893**	**-100,00**
9-16-10 - Cabinet ministre	0	1 600	0	-1 600	-100,00
9-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet	0	1 293	0	-1 293	-100,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP.10 - MIN. JUSTICE DROIT DE L'HOMME ET BONNE GOUVERNANCE	**1 449 803**	**1 405 661**	**1 221 918**	**-183 743**	**-13,07**
10-10 - Personnel	**1 290 623**	**1 241 011**	**1 054 958**	**-186 053**	**-14,99**
10-10-10 - Personnel titulaire	1 280 459	1 232 496	1 034 496	-198 000	-16,06
10-10-99 - Personnel d'appui	10 164	8 515	20 462	11 947	140,31
10-15 - Dépenses courantes et diverses	**159 180**	**164 650**	**166 960**	**2 310**	**1,40**
10-15-10 - Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
10-15-19 - Inspection Générale judiciaire	0	0	1 000	1 000	
10-15-20 - Fonctionnement OHADA	700	969	900	-69	-7,17
10-15-21 - Cour d'Appel Ouest	1 190	1 293	1 300	7	0,57
10-15-22 - Cour d'Appel Est	1 190	1 293	1 300	7	0,57
10-15-23 - Fonctionn. Cour d'Appel Bangui et Chambres	1 400	1 939	1 900	-39	-2,01
10-15-24 - Tribunal Grande inst. Bangui	1 400	1 616	1 600	-16	-0,98
10-15-25 - Imprimés pièces d'exécution	1 190	1 293	1 200	-93	-7,17
10-15-27 - Direction administration pénitentiaire	910	1 293	1 200	-93	-7,17
10-15-28 - Direction Affaires Civiles et du Sceau	700	969	1 000	31	3,15
10-15-29 - Direction Affaires Criminelles et des Grâces	700	969	1 000	31	3,15
10-15-30 - Alimentation Maison Centrale	56 000	51 706	51 500	-206	-0,40
10-15-31 - Alimentation Etabliss. pénitentiaires provinciaux	17 500	16 158	16 000	-158	-0,98
10-15-32 - Fonctionnement maison centrale	1 050	969	1 000	31	3,15
10-15-33 - Fonctionnement maison d'arrêt Provinces	0	6 463	6 400	-63	-0,98
10-15-35 - Entretiens Maisons Pénitentiaires	1 190	1 293	1 300	7	0,57
10-15-36 - Fonct. DSAF	1 050	1 293	1 200	-93	-7,17
10-15-37 - Fonct. Cour Cassation et Chambres	1 820	2 262	2 300	38	1,67
10-15-38 - Fonct. Conseil Etat et Sections	1 820	2 262	2 300	38	1,67
10-15-39 - Fonct. Cour Comptes et Chambres	2 450	2 585	2 500	-85	-3,30
10-15-40 - Cession criminelle	1 190	1 293	2 200	907	70,19
10-15-41 - Fonct. Inspection Générale Services Judiciaires	700	0	0	0	
10-15-42 - Direction de la reforme du droit	700	969	1 000	31	3,15
10-15-43 - Tribunal pour enfants	700	969	1 000	31	3,15
10-15-45 - Cellule contre VIH/SIDA	0	1 293	1 200	-93	-7,17
10-15-46 - Tribunal administratif	700	969	1 000	31	3,15
10-15-47 - Tribunal de travail	700	969	1 000	31	3,15
10-15-48 - Eau	2 200	1 801	1 800	-1	-0,06
10-15-49 - Electricité	3 500	2 872	2 800	-72	-2,51
10-15-50 - Téléphone, Télex, Fax	8 300	8 300	8 300	0	0,00
10-15-51 - Achats mobiliers Tribunaux et Cours d'Appel	4 550	4 201	4 200	-1	-0,03
10-15-52 - Frais soins médic. maison pénit	280	646	700	54	8,30
10-15-53 - Rentrée judiciaire	1 190	1 293	1 200	-93	-7,17
10-15-54 - CSM, CCCE,CPPC	1 540	1 616	1 600	-16	-0,98
10-15-55 - Fonct. Direction Générale Services Judiciaires	1 190	1 293	1 300	7	0,57
10-15-56 - Commission Nationale Droit de l'enfant	560	646	700	54	8,30
10-15-57 - Tribunal Grande Instance Bangui (Arrondismt)	700	969	1 000	31	3,15
10-15-58 - Tribunal Grande Instance 2 è degré	2 100	1 939	1 900	-39	-2,01
10-15-59 - Tribunal de Commerce	700	969	1 000	31	3,15
10-15-73 - Tribunal Grande Instance 3 è degré	1 190	969	1 000	31	3,15
10-15-74 - Tribunaux Instances	490	646	700	54	8,30
10-15-75 - Frais de Justice Bangui	5 600	6 463	6 000	-463	-7,17
10-15-76- Frais de Justice Province	10 500	9 695	9 000	-695	-7,17
10-15-77- Service Presse	420	517	600	83	16,04
10-15-84 - Carb. et Lub. Direction Service Admi. et Fin.	1 050	969	900	-69	-7,17
10-15-85 - Carb. et Lubr. Tribunal commerce	700	776	770	-6	-0,72
10-15-86 - Carb lubTribunal de Travail	700	776	770	-6	-0,72
10-15-87 - Carb. et Lub Cour des Comptes et Chambres	1 050	1 293	1 300	7	0,57
10-15-88 - Carb. et Lub cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
10-15-89 - Carb. et Lub Maison centrale	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
10-15-90 - Carb. et lub Inspect Générale Judiciaire	980	0	650	650	
10-15-91 - Carb. et lub Cours d'Appel OUEST	910	840	840	0	0,00
10-15-92 - Carb. et lub Cours d'Appel EST	910	840	840	0	0,00
10-15-93 - Carb lub Direction Gle Services Judiciares	1 540	1 616	1 600	-16	-0,98
10-15-94 - Carb lub Cour de Cassation et Chambres	910	1 293	1 300	7	0,57
10-15-95 - Carb lub Conseil d'Etat et Sections	910	1 293	1 290	-3	-0,21
10-15-96 - Carb lub Haute Cour de justice	910	0	0	0	
10-15-97 - Carb lub Cour d'Appel et Chambres	840	1 293	1 300	7	0,57
10-15-98 - Carb lub TGI Bangui	630	776	800	24	3,15
10-15-99 - Carb lub Tribunal Administratif	630	776	800	24	3,15

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 11 - MIN. DEFENSE NATIONALE. RESTRUC. ARMES ET DESARMEMENT	**8 729 544**	**7 979 159**	**8 121 023**	**141 864**	**1,78**
11-10 - Personnel					
11-10-10 - Personnel Titulaire	6 993 834	6 345 232	6 330 523	-14 709	-0,23
11-10-99 - Personnel d'appui	6 950 700	6 305 327	6 305 327	0	0,00
	43 134	39 905	25 196	-14 709	-36,86
11-15/16 - Dépenses courantes Défense					
11-15 - Dépenses courantes&diverses S,E	**1 735 710**	**1 633 927**	**1 790 500**	**156 573**	**9,58**
	1 710 160	1 633 927	1 790 500	156 573	9,58
11-15-10 - Cabinet					
11-15-11 - Etat Major	1 750	1 600	2 500	900	56,25
11-15-12 - Fonctionnement des Services Centraux	2 350	3 232	3 200	-32	-0,98
11-15-13 - Fonctionnement des Corps de Troupe	4 250	5 817	5 800	-17	-0,29
11-15-15 - Fonctionnement Gendarmerie	9 000	12 927	12 900	-27	-0,21
11-15-16 - Fonctionnement régions Militaires	5 650	7 756	7 750	-6	-0,08
11-15-17 - Forces Aériennes	6 000	7 756	7 750	-6	-0,08
11-15-18 - Services de Santé	2 500	3 232	3 200	-32	-0,98
11-15-19 - Fonctionnement Service Social	3 000	3 878	3 800	-78	-2,01
11-15-20 - Alimentation des Troupes	600	1 293	1 300	7	0,57
11-15-21 - Alimentation opérationnelle	700 000	452 429	475 000	22 571	4,99
11-15-22 - Habillement, couchage, camp. ameublem.	300 000	193 898	260 000	66 102	34,09
11-15-23 - Entretien Matériel des corps de troupe	20 000	32 316	32 000	-316	-0,98
11-15-24 - Entretien Matériel Gendarmerie	4 350	6 463	6 500	37	0,57
11-15-25 - Infrastructures Corps de Troupes	3 900	5 171	5 000	-171	-3,30
11-15-26 - Instruction Formation Militaire	9 100	12 927	12 500	-427	-3,30
11-15-27 - Entretien Matériel RTG	0	2 908	2 900	-8	-0,29
11-15-28 - Fonctionnement Tribunal Militaire Permanent	4 500	5 817	5 800	-17	-0,29
11-15-29 - Transport aérien	750	969	1 000	31	3,15
11-15-30 - Mission Administr. Techniq. Intérieur	40 000	25 853	25 800	-53	-0,21
11-15-31 - Eau	7 500	6 463	6 500	37	0,57
11-15-32 - Electricité	60 000	80 764	80 700	-64	-0,08
11-15-33 - Téléphone, Télex, Fax	30 500	186 515	186 500	-15	-0,01
11-15-34 - Formation FACA	15 200	15 500	15 500	0	0,00
11-15-35 - Infrastructures Gendarmerie	100 000	96 949	97 000	51	0,05
11-15-36 - Inspection Générale et Inspecteurs Armée Nationale	4 350	5 817	5 800	-17	-0,29
11-15-37 - Fonctionnement Bataillon Amphibie (Force Navale)	2 000	2 585	2 500	-85	-3,30
11-15-38 - Achats médicaments et matériaux médicaux	800	1 293	1 200	-93	-7,17
11-15-39 - Secrétariat Général	5 000	6 463	6 500	37	0,57
11-15-41 - Fonctionnement CSDN	850	1 293	1 200	-93	-7,17
11-15-42 - Fonctionnement CSCM	800	1 293	1 200	-93	-7,17
11-15-43 - Fonctionnement Cdt Ecole et Centre d'instruction	0	1 293	1 200	-93	-7,17
11-15-44 - Fonctionnement Direction Générale de l'Intendance	800	1 616	1 600	-16	-0,98
11-15-46 - Attaché Défense	1 200	1 616	1 600	-16	-0,98
11-15-47 - Contentieux	22 500	29 085	29 000	-85	-0,29
11-15-48 - Brigrades Spéciales	20 000	32 316	32 000	-316	-0,98
11-15-49 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	6 463	6 500	37	0,57
11-15-50 - Fonds Spéciaux Défense	2 000	1 293	1 200	-93	-7,17
11-15-79 - Carb. Lub. Mission Spéciale Sécurité	0	0	70 000	70 000	
11-15-80 - Carb. Lub. Tribunal Militaire Permanent	80 000	100 000	100 000	0	0,00
11-15-81 - Carb. Lub. Direction Générale Intendance	1 280	1 600	1 600	0	0,00
11-15-82 - Carb. Lub. Commandement Ecole et Centre d'Instruction	1 920	3 000	3 000	0	0,00
11-15-83 - Carb. Lub. CSCM	7 680	10 000	10 000	0	0,00
11-15-84 - Carb. Lub. CSDN	0	1 600	1 600	0	0,00
11-15-86 - Carb. Lub. Secrétaire Général	1 280	1 600	1 600	0	0,00
11-15-87 - Carb. Lub. Inspection Générale	1 280	1 600	0	-1 600	-100,00
11-15-88 - Carb. Lub. Bataillon amphibie (Force Navale)	2 000	3 000	3 000	0	0,00
11-15-90 - Carburants et lubrifiants Corps de Troupe	1 280	2 500	2 500	0	0,00
11-15-91 - Carburants et lubrifiants Gendarmerie	92 000	115 000	115 000	0	0,00
11-15-92 - Carburants et lubrifiants Organes rattachés au cabinet	32 000	40 000	40 000	0	0,00
11-15-93 - Carburants Soutes de Guerre	0	1 200	1 200	0	0,00
11-15-94 - Carburants Bataillon du Génie (RTG)	28 000	35 000	35 000	0	0,00
11-15-95 - Carb. Lub. Armée de l'air	8 400	10 000	10 000	0	0,00
11-15-96 - Carb. lub. Direction Intendance Corps de Troupe	13 920	17 500	17 500	0	0,00
11-15-97 - Appui Logistique CT	2 800	1 200	1 200	0	0,00
11-15-98 - Appui Logistique Gendarmerie	40 000	20 887	20 800	-87	-0,42
11-15-99 - Carb. Lub. Cabinet Ministre	3 520	2 089	2 100	11	0,54
	1 600	1 293	2 000	707	54,68

en millier de FCFA

Loi de Finances 2005

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
11-16 - Dépenses cour. et div. du Cabinet du Secrétariat d'Etat	25 550	0	0	0	
11-16-10 - Cabinet	1 750	0	0	0	
11-16-11 - Fonctionnement comités Locaux Désarm	21 000	0	0	0	
11-16-12 - Fonctionnement Déléguation Générale Désarm	1 400	0	0	0	
11-16-13 - Carburant et Lubrifiant Cabinet	1 400	0	0	0	
11-16-14 - Carburant et Lubrifiant Services Désarmement	0	0	0	0	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP-12 -MIN. CHARGE. SECURITE PUBLIQUE	**158 030**	**0**	**0**	**0**	
12-10 - Personnel	**0**	**0**	**0**	**0**	
12-10-10 - Personnel Titulaire	0	0		0	
12-10-99 - Personnel d'appui	0	0		0	
12- 15 Dépenses courantes et diverses	**158 030**	**0**	**0**	**0**	
12-15-10 Cabinet	1 750	0	0	0	
12-15-11 - Inspection Centrale Admini.Sces Police	2 400	0	0	0	
12-15-12 - Direction Générale de la police	6 400	0	0	0	
12-15-13 - Direction Générale de la Sécurité Civile	0	0	0	0	
12-15-14 - Secrétariat Général	1 600	0	0	0	
12-15-15 - Habillement Sapeurs Pompiers	5 670	0	0	0	
12-15-16 - Eau	0	0	0	0	
12-15-17 - Electricité	0	0	0	0	
12-15-18 - Téléphone, Télex, Fax		0	0	0	
12-15-20 - Ecole nationale de la police	28 000	0	0	0	
12-15-21 - Attaché de Presse	0	0	0	0	
12-15-32 - Vacations école de police	3 520	0	0	0	
12-15-42 - Imprimés Cartes Identité Nationale - Passeport	24 000	0	0	0	
12-15-43 - Fonctionn. services migration - immigration	1 600	0	0	0	
12-15-44 - Cellule de lutte contre le sida	1 600	0	0	0	
12-15-61 - Habillement police	23 200	0	0	0	
12-15-70 - Equipement maintien de l'ordre	18 960	0	0	0	
12-15-71 - Instruments de musique	4 000	0	0	0	
12-15-85 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 400	0	0	0	
12-15-86 - Carb. et lub. Sces centraux Police	12 000	0	0	0	
12-15-87 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure	3 200	0	0	0	
12-15-90 - Carburants et lubrifiants Ecole Police	1 200	0	0	0	
12-15-93 - Carb. et lub. Secrétaire Général	1 200	0	0	0	
12-15-94 - Carb. et lub. Sapeurs Pompiers	13 930	0	0	0	
12-15-96 - Carb. et lub. Direction migration - immigration	800	0	0	0	
12-15-97 - Carb. et lub. Maintien sécurité	1 600	0	0	0	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP.13 - MIN. FINANCES ET BUDGET	**2 877 297**	**2 735 032**	**3 151 825**	**416 793**	**15,24**
13-10 - Personnel	**2 280 492**	**2 178 488**	**2 476 305**	**297 817**	**13,67**
13-10-10 - Personnel Titulaire Finances	2 147 559	2 067 117	2 042 117	-25 000	-1,21
13-10-11 - Personnel CTP-PAS	0	0	40 000	40 000	
13-10-12 - Personnel titulaire Plan	0	0	222 883	222 883	
13-10-88 - Personnel Appui Statistique	0	0	742	742	
13-10-89 - Personnel Appui Plan			25 905	25 905	
13-10-91 - Personnel appui Secrétariat Général	27 990	23 450	21 222	-2 228	-9,50
13-10-92 - Personnel appui DGSC	14 278	11 962	6 423	-5 539	-46,30
13-10-93 - Personnel appui Contrôle Financier	21 173	17 739	26 376	8 637	48,69
13-10-94 - Personnel appui Trésor	9 771	8 186	15 443	7 257	88,65
13-10-95 - Personnel appui Ministère	32 360	27 111	29 388	2 277	8,40
13-10-96 - Personnel appui IGF	1 983	1 661	1 389	-272	-16,38
13-10-97 - Personnel appui DGID	20 236	16 954	34 465	17 511	103,29
13-10-98 - Personnel appui Douanes	3 423	2 868	8 142	5 274	183,89
13-10-99 - Personnel appui Service marchés	1 719	1 440	1 810	370	25,69
13-15/16/17 - Dépenses courantes et diverses	**596 805**	**556 544**	**675 520**	**118 976**	**21,38**
13-15 - Dépenses courantes et diverses Finances et Budget	**596 805**	**553 651**	**551 930**	**-1 721**	**-0,31**
13-15-10 - Cabinet Ministre d'Etat	1 750	1 600	2 500	900	56,25
13-15-11 - Fonct. C.M et Direction Mixte Régies	1 540	1 422	1 400	-22	-1,54
13-15-14 - Inspection Générale de Finances	3 850	3 878	3 000	-878	-22,64
13-15-15 - Secrétariat Général des Finances	2 100	1 939	0	-1 939	-100,00
13-15-16 - Frais récep.miss.FMI,BM,BAD,CEMAC	7 350	5 171	5 000	-171	-3,30
13-15-17 - Entretien matériels roulants	7 000	7 000	7 000	0	0,00
13-15-19 - Achat et Entretien Mobilier de bureau	4 550	2 585	2 600	15	0,57
13-15-20 - Direction Générale des Impôts	17 400	11 634	11 600	-34	-0,29
13-15-23 - Direction des Ressources	3 500	3 232	3 200	-32	-0,98
13-15-30 - Direction Générale des Douanes	26 500	18 097	18 000	-97	-0,54
13-15-31 - Fonds de lutte contre fraude Douanière	22 000	14 219	14 000	-219	-1,54
13-15-32 - Fonds de lutte contre fraude Fiscale	22 000	14 219	14 000	-219	-1,54
13-15-33 - Campagne et vulgarisation T V A	2 800	3 232	3 000	-232	-7,17
13-15-34 - Inspections Régionales des Douanes	4 550	4 524	4 500	-24	-0,54
13-15-35 - Direction des pensions	2 450	969	0	-969	-100,00
13-15-40 - Direction Générale du Trésor	18 000	12 927	12 900	-27	-0,21
13-15-41 - Agences Spéciales et Paieries Trésor	9 800	9 695	9 700	5	0,05
13-15-42 - Abonnements périodiques	1 050	969	969	0	0,00
13-15-44 - Fonctionnement DMCCAB	2 450	2 585	2 500	-85	-3,30
13-15-46 - Direction du Budget	2 800	3 232	3 200	-32	-0,98
13-15-50 - Direction Géné. des Services Centraux	3 640	3 361	4 000	639	19,02
13-15-51 - Frais de confection des lois de Finances	40 000	50 000	50 000	0	0,00
13-15-52 - Direction du Contrôle Financier	2 800	2 908	3 000	92	3,15
13-15-53 - Délégations du Contrôle Financier	4 900	5 171	5 000	-171	-3,30
13-15-54 - Direction de la Solde et des pensions	2 450	2 262	2 500	238	10,51
13-15-55 - Fonctionnement Service Marchés Publics	9 730	6 463	6 000	-463	-7,17
13-15-56 - Imprimés Finances	22 000	16 158	16 000	-158	-0,98
13-15-57 - Direction de la Dette	3 500	3 232	3 500	268	8,30
13-15-58 - Eau	6 000	3 560	3 560	0	0,00
13-15-59 - Electricité	9 100	15 712	15 700	-12	-0,08
13-15-60 - Téléphone, Télex, Fax	20 000	20 000	20 000	0	0,00
13-15-61 - Service Presse	700	646	700	54	8,30
13-15-62 - Conférence annuelle des Régies	3 500	2 585	2 500	-85	-3,30
13-15-63 - Cellule de lutte contre le VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
13-15-64 - Direction des Services Régionaux DGID	3 500	4 524	4 500	-24	-0,54
13 -15-65- Centres Préfectoraux DGID	14 000	19 390	19 400	10	0,05
13-15-66 - Quote-Part Régies Financières	100 000	100 000	100 000	0	0,00
13-15-67 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet	100 000	100 000	100 000	0	0,00
13-15-68 - Antène des Douanes de Douala	0	1 293	2 500	1 207	93,40
13-15-69 - Antène des Douanes de Pointe Noire	0	1 293	1 500	207	16,04
13-15-80 - Carburants et lubrifiants IGF	7 700	7 756	3 000	-4 756	-61,32
13-15-81 - Carburants et lubrifiants S.G.F.	1 750	1 939	0	-1 939	-100,00
13-15-82 - Carburants et lubrifiants D.G.I.D.	17 500	12 927	15 000	2 073	16,04
13-15-83 - Carburants et lubrifiants Douanes	17 500	12 927	15 000	2 073	16,04
13-15-84 - Carburant et lubrifiant Trésor	11 000	7 756	8 500	744	9,59

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
13-15-85 - Carb. et lubr. Dir. et Délégations C.F.	4 900	5 171	5 000	-171	-3,30
13-15-86 - Carb.lub. Dir. Gle. Svces. Centraux	3 150	3 000	3 500	500	16,67
13-15-87 - Carburants et Lubrifiants Direction Dette	2 100	1 939	2 000	61	3,15
13-15-88 - Carburants et Lubrifiants Direction Pensions	1 400	776	0	-776	-100,00
13-15-89 - Carb. et lubr. Agences et Paieries	4 200	3 878	3 800	-78	-2,01
13-15-90 - Carb. et lubrifiants Cabinet Finances	3 150	1 293	2 000	707	54,68
13-15-91 - Carburant et lubrifiants Direction Solde	1 400	1 293	2 000	707	54,72
13-15-93 - Carb.et lubr. appui Cab. accueil missions	3 150	2 908	2 900	-8	-0,29
13-15-94 - Carb.et lubr. Direction des Ressources.	1 645	1 616	1 600	-16	-0,98
13-15-95 - Carb. et lubr.Direction du Budget	2 800	2 908	4 408	1 500	51,56
13-15-96 - Carb. et lubr.DMCCAB	1 400	1 293	1 293	0	0,00
13-15-98 - Carb. et lubr.service marché	1 400	1 293	1 300	7	0,57
13- 16 - Dépenses courantes et diverses Plan et Coopération Internationale	**0**	**0**	**117 590**	**117 590**	
13-16-11 - Fonctionnement Secrétariat Général	0	0	0	0	
13-16-12 - Direction des Ressource	0	0	2 000	2 000	
13-16-14 - Direction Statistiques	0	0	6 400	6 400	
13-16-15 - Entretien matériel informatique	0	0	1 500	1 500	
13-16-16 - Eau	0	0	1 000	1 000	
13-16-17 - Electricité	0	0	10 000	10 000	
13-16-13 - Téléphone, Télex, Fax	0	0	9 000	9 000	
13-16-21 - Table ronde bailleurs de fonds	0	0	19 390	19 390	
13-16-22 - Fonctionnement Délégations Régionales	0	0	2 000	2 000	
13-16-25 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	0	1 200	1 200	
13-16-27 - Fonctionnement Division Programme Projet	0	0	1 000	1 000	
13-16-28 - Fonctionnement Division Gestion Economique	0	0	1 000	1 000	
13-16-29 - Fonctionnement Division Relation Extérieure	0	0	1 000	1 000	
13-16-30 - Conseil National Statistique	0	0	700	700	
13-16-31 - Fonctionnement Gestion des Dons Projets	0	0	50 000	50 000	
13-16-90 - Carb. et lubr. Division des Statistiques	0	0	1 900	1 900	
13-16-91 - Carb. et Lubr. Accueil Missions	0	0	900	900	
13-16-92 - Carb. et Lubr. Coordination	0	0	900	900	
13-16-94 - Carb. et Lubr. Division Programme Projet	0	0	1 600	1 600	
13-16-95 - Carb. et Lubr. Division Gestion Economie	0	0	1 600	1 600	
13-16-96 - Carb. et Lubr. Division Relations Extérieures	0	0	1 600	1 600	
13-16-97 - Carb. et Lubr. Division Plan Stat. Régionales	0	0	1 600	1 600	
13-16-99 - Carb. Et Lubr. Direction des ressources	0	0	1 300	1 300	
13-17 - Dépenses cour. et div. du Cabinet du Ministre Délégué aux finances et au budget	**0**	**2 893**	**6 000**	**3 107**	**107,40**
13-17-10 - Cabinet du Ministre Délégué	0	1 600	2 500	900	56,25
13-17-11 - Fonctionnement services	0	0	1 500	1 500	
13-17-90 - Carburant et lubrifiant du Ministre	0	1 293	2 000	707	54,68

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 14 - MIN. AFFAIRES ETRANGERES, INTEGRATION REGIONALE ET FRANCOPHONIE	**2 142 930**	**2 008 925**	**2 073 667**	**64 742**	**3,22**
14-10 - Personnel	**1 637 160**	**1 573 420**	**1 581 292**	**7 872**	**0,50**
14-10-10 - Personnel Titulaire	381 825	367 523	367 523	0	0,00
14-10-11 - Personnel Diplomates et stagiaires	1 235 966	1 189 670	1 189 670	0	0,00
14-10-99 - Personnel appui Ministère	19 369	16 227	24 099	7 872	48,51
14-15/16/25 - Dépenses cour. et div.	**505 770**	**435 505**	**492 375**	**56 870**	**13,06**
14-15 - Dépenses courantes et diverses	**334 110**	**317 237**	**372 846**	**55 610**	**17,53**
14-15-10 - Cabinet du Ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
14-15-12 - Secrétariat Général	980	969	0	-969	-100,00
14-15-15 - Entretien Salle de Conférence	3 640	3 878	3 800	-78	-2,01
14-15-16 - Entretien de bâtiments	1 960	1 939	2 000	61	3,15
14-15-17 - Mobilier matériel outillage	980	969	1 000	31	3,15
14-15-18 - Direction Gnle Aff. Politiques	420	646	800	154	23,78
14-15-19 - Direction Gnle Protocole Etat	420	646	800	154	23,78
14-15-20 - Direction Gnle Aff. Jurid. et Techn.	420	646	800	154	23,78
14-15-21 - Direction Gestion Ressources	420	646	800	154	23,78
14-15-22 - Direction Gestion Ambassades	420	646	800	154	23,78
14-15-25 - Comité Francophonie ACCT	0	646	646	0	0,00
14-15-26 - Fonds communs Ambassades	15 540	14 542	15 000	458	3,15
14-15-27 - Commission Mixte	2 450	2 262	2 200	-62	-2,75
14-15-28 - Location Réhabili. Immeubles Amb.	152 390	142 192	142 000	-192	-0,14
14-15-30 - Fonctiont. et entretien Amb. de PARIS	9 170	8 725	8 700	-25	-0,29
14-15-31 - Fonctionn. et entr. Représent. ONU	6 090	5 817	5 800	-17	-0,29
14-15-32 - Fonctiont. et entr. Amb. WASHINGTON	9 730	9 049	9 000	-49	-0,54
14-15-33 - Fonctiont. et entr. Amb. BRUXELLES	6 090	5 817	5 800	-17	-0,29
14-15-34 - Fonctiont. et entretien Amb. BONN	6 090	5 817	5 800	-17	-0,29
14-15-35 - Fonctiont. et entretien Amb. YAOUNDE	1 190	1 293	1 300	7	0,57
14-15-36 - Fonctiont. et entr. Amb. N'DJAMENA	1 190	1 293	1 300	7	0,57
14-15-37 - Fonctiont. et entretien Amb.KINSHASA	1 190	1 293	1 300	7	0,57
14-15-38 - Fonct.. et entretien Amb. BRAZZAVILLE	1 190	1 293	1 300	7	0,57
14-15-39 - Fonctiont. et entretien Amb. Le CAIRE	3 990	3 878	3 800	-78	-2,01
14-15-40 - Fonctiont. et entretien Amb. PEKIN	6 090	5 817	5 800	-17	-0,29
14-15-41 - Fonctiont. et entretien Amb. RABAT	5 390	5 171	5 000	-171	-3,30
14-15-42 - Fonctiont. et entretien Amb. ABIDJAN	3 640	3 555	3 500	-55	-1,54
14-15-43 - Fonctiont. et entretien Amb. MOSCOU	6 090	5 817	5 800	-17	-0,29
14-15-44 - Fonctiont. et entretien Amb. TRIPOLI	3 990	3 878	3 800	-78	-2,01
14-15-45 - Fonctiont. et entretien Amb. ABUJA	3 990	3 878	3 800	-78	-2,01
14-15-46 - Fonctiont. et entretien Amb. KHARTOUM	3 990	3 878	3 800	-78	-2,01
14-15-47 - Fonctiont. et entretien Consulat SARH	1 680	1 616	1 600	-16	-0,98
14-15-48 - Fonctiont. et entretien Rep. DOUALA	1 190	1 293	1 300	7	0,57
14-15-49 - Fonctiont. et entr. Rep. POINTE NOIRE	700	1 293	1 300	7	0,57
14-15-71 - Eau	10 000	1 832	1 800	-32	-1,75
14-15-72 - Electricité	9 600	10 257	10 000	-257	-2,51
14-15-73 - Téléphone, Télex, Fax, Valises diplomatiq.	39 200	39 200	39 200	0	0,00
14-15-74 - Abonnement journaux	490	646	600	-46	-7,17
14-15-75 - Passeports Service & Diplomatique	4 200	3 878	60 000	56 122	1 447,20
14-15-76 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
14-15-77 - Fonctionnement Consulat Garoua	0	1 293	1 300	7	0,57
14-15-79 - Fonctionnement Consulat Nyala	0	1 293	1 300	7	0,57
14-15-91 - Carb. et lubr.Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,68
14-15-92 - Carb. et lubr. Secrétariat Général	910	969	0	-969	-100,00
14-15-93 - Carb. et lubr.DGAP, DGPE, DGAJT,DGR,DGA, DGF	2 450	2 585	2 500	-85	-3,29
14-16 - Dépenses cour. et diverses S.E	**3 150**	**2 893**	**4 500**	**1 607**	**55,55**
14-16-10 - Cabinet Ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
14-16-90 - Carburant et lubrifiant du Ministre	1 400	1 293	2 000	707	54,68
14-25 - Dépenses de persnl statut local	**168 510**	**115 376**	**115 029**	**-347**	**-0,30**
14-25-10 - Représentant Permanent NEW YORK	15 350	9 921	9 900	-21	-0,21
14-25-11 - Ambassade WASHINGTON	15 350	9 921	9 900	-21	-0,21
14-25-12 - Ambassade BONN	11 000	7 110	7 110	0	0,00
14-25-13 - Ambassade Le CAIRE	7 130	4 608	4 600	-8	-0,18
14-25-14 - Ambassade PEKIN	5 500	3 555	3 500	-55	-1,54

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
14-25-15 - Ambassade ABIDJAN	6 600	4 266	4 300	34	0,80
14-25-16 - Ambassade PARIS	16 450	10 632	10 600	-32	-0,30
14-25-17 - Ambassade BRAZZAVILLE	5 260	3 400	3 400	0	0,00
14-25-18 - Ambassade N'DJAMENA	4 950	3 199	3 200	1	0,02
14-25-19 - Ambassade KINSHASA	5 700	3 684	3 700	16	0,43
14-25-20 - Ambassade YAOUNDE	5 260	3 400	3 400	0	0,00
14-25-22 - Ambassade BRUXELLES	11 000	7 110	7 110	0	0,00
14-25-24 - Ambassade RABAT	8 990	5 810	5 810	0	0,00
14-25-25 - Représentation DOUALA	4 390	2 837	2 800	-37	-1,32
14-25-26 - Représentation POINTE NOIRE	4 390	2 837	2 800	-37	-1,32
14-25-27 - Ambassade MOSCOU	13 150	8 499	8 500	1	0,01
14-25-28 - Ambassade TRIPOLI	8 770	5 668	5 600	-68	-1,20
14-25-29 - Ambassade ABUJA	5 500	3 555	3 500	-55	-1,54
14-25-30 - Ambassade KHARTOUM	8 770	5 668	5 700	32	0,56
14-25-31 - Consulat Garoua	0	3 232	3 200	-32	-0,98
14-25-32 - Consulat Nyala	0	3 232	3 200	-32	-0,98
14-25-34 - Consulat SARH	5 000	3 232	3 200	-32	-0,98

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 16 - MIN. EDUCATION NATIONALE, ALPHABETISATION, ENSEIGNEMENT SUP, RECHERCHE	**9 822 931**	**9 816 292**	**9 852 055**	**35 763**	**0,36**
16-10 - Personnel	**8 694 361**	**8 350 777**	**8 353 055**	**2 278**	**0,03**
16-10-10 - Pers. Titulaire Enseignt. Fond. et Tech.	7 695 114	7 406 874	7 406 874	0	0,00
16-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur	855 636	823 586	823 586	0	0,00
16-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur	51 357	43 027	59 147	16 120	37,46
16-10-95 - Personnel Appui Bangui	36 823	30 850	24 180	-6 670	-21,62
16-10-96 - Personnel Appui Provinces	55 431	46 440	39 268	-7 172	-15,44
16-15/16 - Dépenses courantes et diverses	**1 128 570**	**1 465 515**	**1 499 000**	**33 485**	**2,28**
16-15 - Dépenses courantes et diverses	**801 910**	**979 131**	**934 150**	**-44 981**	**-4,59**
Ministère Education Nat					
16-15-10 - Cabinet Ministre d'Etat	1 750	1 600	2 500	900	56,25
16-15-11 - Fonctionnement Services Généraux	1 000	1 900	1 900	0	0,00
16-15-12 - Direction Gle, de l'Ens. Privé et du Partenariat	750	1 525	1 525	0	0,00
16-15-13 - Secrétariat Général	1 250	1 900	0	-1 900	-100,00
16-15-14 - Inspection Académique	9 000	13 730	13 730	0	0,00
16-15-15 - Direction Gén. Adm. et Finances	750	1 525	1 525	0	0,00
16-15-16 - Direction Générale des Enseignements	750	1 525	1 525	0	0,00
16-15-17 - Dir. Générale de la recherche pédag.	750	1 525	1 525	0	0,00
16-15-18 - Dir. Enseign. Préscol. et Fondam. 1	1 000	1 150	1 150	0	0,00
16-15-19 - Dir. Enseignt. Général et Technique	750	1 150	1 150	0	0,00
16-15-20 - Dir. Budget , Comptabilité et Matériel	750	1 150	1 150	0	0,00
16-15-21 - Direction des Examens et Concours	750	1 150	1 150	0	0,00
16-15-22 - Direction Constr. et Equip. Scolaires	1 500	2 280	2 280	0	0,00
16-15-23 - Dir. Centre Form. Prépr. et Profess.	1 000	1 525	1 525	0	0,00
16-15-24 - Direction Statistique et Carte Scolaire	2 500	4 500	4 500	0	0,00
16-15-25 - Direction. de l'Ens. Privé	500	1 150	1 150	0	0,00
16-15-26 - Direction Education Non Formelle	1 000	1 525	1 525	0	0,00
16-15-27 - Direction Administration et Personnel	1 250	2 280	2 280	0	0,00
16-15-28 - Direction Orientation Scolaire	750	1 900	1 900	0	0,00
16-15-29 - Inspection Enseignt. Fondamental 1	12 500	15 000	15 000	0	0,00
16-15-30 - Inspection Générale	2 500	3 800	3 800	0	0,00
16-15-31 - Préparation Edition Manuel Sango	4 250	10 000	10 000	0	0,00
16-15-32 - Service national Santé Scolaire et Univ.	2 000	5 000	5 000	0	0,00
16-15-33 - Centres Pédagogiques Régionaux	12 500	25 000	25 000	0	0,00
16-15-34 - Mission Nationale pour l'UNESCO	8 000	10 000	10 000	0	0,00
16-15-35 - Service Oeuvres Educatives	1 000	1 525	1 525	0	0,00
16-15-36 - Centre National Formation Continue	1 500	2 000	2 000	0	0,00
16-15-37- Direction Etude et Planification	1 250	2 000	2 000	0	0,00
16-15-38- Comité de suivi Etats généraux	1 500	1 500	1 500	0	0,00
16-15-39 - Entretien Ecoles Secondaires	70 000	80 000	80 000	0	0,00
16-15-40 - Entretien Ecoles Primaires	120 000	150 000	120 000	-30 000	-20,00
16-15-41 - Fourniture Manuels Fondam1	95 000	130 000	100 000	-30 000	-23,08
16-15-42 - Fourniture Manuels Fondam2	85 000	120 000	120 000	0	0,00
16-15-43 - Impression de manuels scolaires	500	1 500	1 500	0	0,00
16-15-44 - Rentrée Scolaire	8 000	10 000	10 000	0	0,00
16-15-45- Part. fonct. Garage Education Nationale	1 000	1 900	1 900	0	0,00
16-15-46- Lycée B. BOGANDA	5 200	7 600	7 600	0	0,00
16-15-47- Lycée M. J. CARON	4 250	6 500	6 500	0	0,00
16-15-48 - Lycée des Martyrs	3 500	5 300	5 300	0	0,00
16-15-49 - Lycée des RAPIDES	3 500	5 300	5 300	0	0,00
16-15-50 - Lycée de FATIMA	3 500	5 300	5 300	0	0,00
16-15-51 - Lycée de MISKINE	3 500	5 300	5 300	0	0,00
16-15-52 - Lycée Technique	22 500	40 000	40 000	0	0,00
16-15-53 - Lycée de GOBONGO	3 500	5 300	5 300	0	0,00
16-15-54 - Lycée de BIMBO	3 500	5 300	5 300	0	0,00
16-15-55 - Collège Technique Féminin	10 000	15 000	15 000	0	0,00
16-15-56 - Centre Formation Artisanale	2 500	3 800	3 800	0	0,00
16-15-57 - ENI BAMBARI	7 500	10 000	10 000	0	0,00
16-15-58 - Restaurant ENI BAMBARI	15 000	25 000	25 000	0	0,00
16-15-59 - Direction Générale IRFP	2 500	3 000	3 000	0	0,00
16-15-60 - Lycée Application ENS	1 500	3 000	3 000	0	0,00
16-15-61 - Etablis. Provinciaux Secondaires	30 000	40 000	40 000	0	0,00
16-15-62 - Organes PNDE	1 900	2 500	2 500	0	0,00
16-15-63 - Direction du Partenariat éducatif	500	763	800	37	4,85
16-15-65 - Documentaton Inspec. Général Enseign.	1 000	1 525	1 525	0	0,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
16-15-68 - Entretien Matériel Didactique	1 500	2 000	2 000	0	0,00
16-15-69 - Edition Fascicules Manuels Didactiques	3 500	5 000	5 000	0	0,00
16-15-70 - Direction Enseignement Technique	1 000	1 500	1 500	0	0,00
16-15-71 - Carburant UNESCO	500	1 200	1 200	0	0,00
16-15-72 - Enseignements Compl. Secondaires (vacation)	39 200	45 000	45 000	0	0,00
16-15-73 - Organisation Concours et Examens	22 500	30 000	30 000	0	0,00
16-15-74 - Eau	67 800	13 011	13 000	-11	-0,08
16-15-75 - Electricité	37 600	18 014	18 000	-14	-0,08
16-15-76 - Téléphone, Télex, Fax	22 900	22 900	22 900	0	0,00
16-15-77 - Entretien RTS	880	1 900	1 900	0	0,00
16-15-78- Lycée Scientifique Cheik Ben RACHID	0	5 000	5 000	0	0,00
16-15-79- Lycée Agricole de SOUNGBE	0	0	2 500	2 500	
16-15-80- Restaurant Lycée Agricole de SOUNGBE	0	0	4 000	4 000	
16-15-81- Recherche Expérimentale et appliquée	0	0	10 000	10 000	
16-15-85 - Carb. et Lubr. DGAF	1 600	1 525	1 525	0	0,00
16-15-86- Carb. et Lubr. Direction Générale Ens.	800	1 525	1 525	0	0,00
16-15-87- Carb. Lub. CPR	0	1 150	1 150	0	0,00
16-15-88- Carb. et Lubr. Missions IGE	1 250	1 900	1 900	0	0,00
16-15-89 - Carb. et Lubr. Services Généraux	1 600	1 900	1 900	0	0,00
16-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet Ministre d'Etat	1 600	1 293	2 000	707	54,68
16-15-91 - Carb, et Lubri, Inspections Académiques.	5 200	5 330	5 330	0	0,00
16-15-92 - Carbuarnts et Lubrifiants INRAP	880	1 150	1 150	0	0,00
16-15-93 - Carb. et Lubri. Insp. Ens. Fond.	5 200	5 330	5 330	0	0,00
16-15-94 - Carb. et Lubrifiants Form. Pratiques	800	1 200	1 200	0	0,00
16-15-95 - Carb. et Lubr. DGEESP	800	1 200	1 200	0	0,00
16-15-96 - Carb. et Lubr. ENI BAMBARI	1 600	1 525	1 525	0	0,00
16-15-97 - Carb. et Lubr. Insp. Gén. Enseignem.	1 200	1 150	1 150	0	0,00
16-15-98 - Car.et Lub. Secrétariat Général	800	1 200	0	-1 200	-100,00
16-15-99 - Car.et Lub.Dir. Gle. Ens. Privé et partenariat éducatif	1 600	1 525	1 525	0	0,00
16-16 - Dépenses courantes et diverses	**323 510**	**483 491**	**560 350**	**76 859**	**15,90**
Enseignement Supérieur					
16-16-11 - Entretien Etablissem.Universitaires	6 100	8 000	8 000	0	0,00
16-16-12 - Entretien Cité Universitaire	4 000	5 000	7 000	2 000	40,00
16-16-13 - Fournitures Etabl. Universitaires	13 500	15 000	20 000	5 000	33,33
16-16-14 - Restaurant Université et ENS	40 000	60 000	60 000	0	0,00
16-16-15 - Enseignem. compl. Université (vacation)	116 000	200 000	300 000	100 000	50,00
16-16-16 - ISDR Cité	6 000	7 000	5 000	-2 000	-28,57
16-16-17 - ISDR Fonctionnement	4 350	5 600	5 600	0	0,00
16-16-18 - Rentrée Universitaire/Congrès Doyens et Directeurs	2 500	3 000	4 500	1 500	50,00
16-16-19 - ISDR Restaurant	20 000	30 000	30 000	0	0,00
16-16-20 - Dir. Gén. Bourses et de la Formation	1 000	1 525	1 525	0	0,00
16-16-21 - Coopération Inter-Universitaire	5 000	6 000	6 000	0	0,00
16-16-22 - Dir. Bourses Stage	1 000	1 525	1 525	0	0,00
16-16-23 - Soutenance Thèse(FACSS)	4 350	6 000	6 000	0	0,00
16-16-24 - Equipement laboratoires	6 000	6 000	6 000	0	0,00
16-16-25 - Dir. Formation et Analyse Sociale	750	1 000	1 000	0	0,00
16-16-26 - Direction Générale de l'Ens. Sup. et la Recher. Scient.	750	4 000	4 000	0	0,00
16-16-27 - Direction de la Recher. Scient.	400	610	610	0	0,00
16-16-28 - Entretien mat. et outillage Rech. Scient.	600	915	915	0	0,00
16-16-29 - Commission Bourse	600	1 500	1 500	0	0,00
16-16-31 - Sortie Pédagogique	1 750	3 000	3 000	0	0,00
16-16-33 - Contribution CAMES	10 000	15 000	15 000	0	0,00
16-16-34 - Secrétariat Général	750	1 525	0	-1 525	-100,00
16-16-35 - Fonctionnement CENAREST	25 000	30 000	0	-30 000	-100,00
16-16-36 - Recherche Scientifique Fondamentale	3 900	5 000	5 000	0	0,00
16-16-37 - CURDHACA	1 850	3 000	3 000	0	0,00
16-16-38 - Direction Enseign. Sup.	500	800	800	0	0,00
16-16-39 - Eau	7 800	10 205	10 205	0	0,00
16-16-40 - Electricité	11 800	18 570	18 570	0	0,00
16-16-41 - Téléphone, Télex, Fax	13 100	13 100	13 100	0	0,00
16-16-42 - ENS Fonctionnement	2 160	2 000	2 000	0	0,00
16-16-43 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	2 000	1 616	1 200	-416	-25,73
16-16-44 - Centre Pédagogique Universitaire	0	2 250	2 250	0	0,00
16-16-45 - Fonctionnement Annexes FACSS	0	0	2 000	2 000	
16-16-46 - Fonctionnement Bibliothèque Universitaire	0	0	1 500	1 500	
16-16-90 - Carburants et lubrifiants Etablissements Universitaires	0	1 600	1 600	0	0,00
16-16-91 - Carburants et lubrifiants I S D R	4 880	5 300	5 300	0	0,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
16-16-92 - Carburants et lubrifiants université	1 600	1 900	1 900	0	0,00
16-16-93 - Carburants et lubr. rech. Scientifique	480	1 200	1 200	0	0,00
16-16-94 - Carb. lubr. Direction Gén. Bours. Stag.	640	1 200	1 200	0	0,00
16-16-95 - Carb. lub. . Direction Génér. Enseign. Sup.	480	1 200	1 200	0	0,00
16-16-96 - Carb. lub. Secrétariat Général	800	1 200	0	-1 200	-100,00
16-16-97 - Carb. et lubr. Accueils Miss, Université	1 120	1 150	1 150	0	0,00
16-17 - Dépenses courantes et diverses du Min. Délégué chargé de l'enseignement primaire et secondaire	**3 150**	**2 893**	**4 500**	**1 607**	**55,55**
16-17-10 - Cabinet ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
16-17-90 - Carb. Et lub. Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,68

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 17 - MIN. ENERGIES, MINES ET HYDR.	**215 026**	**215 712**	**214 080**	**-1 632**	**-0,76**
17-10 - Personnel	**188 946**	**191 604**	**188 470**	**-3 134**	**-1,64**
17-10-10 - Personnel Titulaire	186 402	179 420	179 420	0	0,00
17-10-90 - Personnel Appui Energie	441	369	7 364	6 995	1 895,66
17-10-91 - Personnel Appui Mines	2 103	1 762	1 686	-76	-4,31
17-10-95 - Personnel Appui Hydraulique	0	3 351	0	-3 351	-100,00
17-10-96 - Personnel Appui Services Centraux	0	3 351	0	-3 351	-100,00
17-10-97 - Personnel Appui Services Régionaux	0	3 351	0	-3 351	-100,00
17-15 - Dépenses courantes et diverses	**26 080**	**24 108**	**25 610**	**1 502**	**6,23**
17-15-10- Cabinet du Ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
17-15-11- Secrétariat Général	700	969	0	-969	-100,00
17-15-15- Directions régionales des Mines	700	646	1 175	529	81,80
17-15-16- Direction Générale de l'Energie	700	1 293	1 200	-93	-7,17
17-15-17- Direction Générale des Mines	700	969	1 200	231	23,78
17-15-18- Direction Générale de l'Hydraulique	1 050	1 293	1 200	-93	-7,17
17-15-20 - Lutte contre la fraude Minière	2 800	2 585	2 585	0	0,00
17-15-21 - Eau	1 700	488	500	12	2,46
17-15-22 - Electricité	3 700	2 154	2 150	-4	-0,19
17-15-23 - Téléphone, Télex, Fax	5 000	5 000	5 000	0	0,00
17-15-24 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,19
17-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
17-15-91 - Carb. et Lubr. Brigade Minière	1 540	1 616	1 600	-16	-0,98
17-15-92 - Carb. et Lubr. Directions Régionales	1 400	1 293	1 300	7	0,57
17-15-94 - Carb. et Lubr. Services centraux	1 540	1 616	2 000	384	23,78

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 18 - MIN. DU PLAN ET COOPERATION INTERNATIONALE	**391 255**	**338 468**	**0**	**-338 468**	**-100,00**
18-10 - Personnel	**281 435**	**266 615**	**0**	**-266 615**	**-100,00**
18-10-10 - Personnel Titulaire	247 140	237 883	0	-237 883	-100,00
18-10-91 - Personnel Appui Statistique	2 488	2 084	0	-2 084	-100,00
18-10-92 - Personnel Appui Plan	31 807	26 648	0	-26 648	-100,00
18-15/16- Dépenses courantes et div.	**109 820**	**71 853**	**0**	**-71 853**	**-100,00**
18-15- Dépenses courantes et diverses	**109 820**	**71 853**	**0**	**-71 853**	**-100,00**
18-15-10- Cabinet	1 750	1 600	0	-1 600	-100,00
18-15-11 - Fonctionnement Secrétariat Général	1 400	1 293	0	-1 293	-100,00
18-15-12 - Direction des Ressource	2 100	1 939	0	-1 939	-100,00
18-15-13 - Fonctionnement services du Plan	2 800	0	0	0	
18-15-14 - Direction Statistiques	7 000	6 463	0	-6 463	-100,00
18-15-15 - Entretien matériel informatique	1 680	1 551	0	-1 551	-100,00
18-15-16 - Eau	1 400	904	0	-904	-100,00
18-15-17 - Electricité	8 700	10 000	0	-10 000	-100,00
18-15-18 - Téléphone, Télex, Fax	9 000	9 000	0	-9 000	-100,00
18-15-19 - Coordination	980	0	0	0	
18-15-20 - Direction Générale Service Appui	910	0	0	0	
18-15-21 - Table ronde bailleurs de fonds	21 000	19 390	0	-19 390	-100,00
18-15-22 - Fonctionnement Délégations Régionales	1 400	1 939	0	-1 939	-100,00
18-15-25 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	0	-1 293	-100,00
18-15-26 - Fonctionnement Gestion Produits de Dons	35 000	0	0	0	
18-15-27 - Fonctionnement Division Programme Projet	0	969	0	-969	-100,00
18-15-28 - Fonctionnement Division Gestion Economique	0	969	0	-969	-100,00
18-15-29 - Fonctionnement Division Relation Extérieure	0	969	0	-969	-100,00
18-15-30 - Conseil National Statistique	0	646	0	-646	-100,00
18-15-90 - Carb. et lubr. Division des Statistiques	2 100	1 939	0	-1 939	-100,00
18-15-91 - Carb. et Lubr. Accueil Missions	1 050	969	0	-969	-100,00
18-15-92 - Carb. et Lubr. Coordination	1 050	969	0	-969	-100,00
18-15-93 - Carb. et Lubr. Cabinet	1 400	1 293	0	-1 293	-100,00
18-15-94 - Carb. et Lubr. Division Programme Projet	1 750	1 616	0	-1 616	-100,00
18-15-95 - Carb. et Lubr. Division Gestion Economie	1 750	1 616	0	-1 616	-100,00
18-15-96 - Carb. et Lubr. Division Relations Extérieures	1 050	1 616	0	-1 616	-100,00
18-15-97 - Carb. et Lubr. Division Plan Stat. Régionales	1 050	1 616	0	-1 616	-100,00
18-15-98 - Carb. et Lubr. Direction Générale Service d'Appui	1 050	0	0	0	
18-15-99 - Carb. Et Lubr. Direction des ressources	1 050	1 293	0	-1 293	-100,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 19 - MIN. FONCT. PBQ, TRAVAIL. SECURITE SOCIALE ET INSERTION PROFESSIONNELLE	**661 755**	**648 365**	**649 539**	**1 174**	**0,18**
19-10 - Personnel	**625 765**	**604 196**	**605 768**	**1 572**	**0,26**
19-10-10 - Personnel Titulaire	523 853	504 231	504 231	0	0,00
19-10-11- Banque du Personnel Titulaire	7 447	7 168	7 168	0	0,00
19-10-12 - Personnel titulaire Assemblée nationale	91 186	87 770	87 770	0	0,00
19-10-99 - Personnel d'Appui Ministère	3 279	5 027	6 599	1 572	31,27
19-15 - Dépenses courantes et diverses	**35 990**	**44 169**	**43 771**	**-398**	**-0,90**
19-15-10 - Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
19-15-11 - Fonctionnement DGFP	980	969	1 000	31	3,15
19-15-12 - Produits d'entretien	560	646	646	0	0,00
19-15-13 - Fonctionnement DG Emploi Prévo/ Soc.	700	776	1 000	224	28,93
19-15-14 - Fonctionnement Direction Méd. de Travail	700	646	700	54	8,30
19-15-16 - Fonctionnement SGFP	700	646	0	-646	-100,00
19-15-17 - Fonctionnement Direction Ressources	490	646	700	54	8,30
19-15-18 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 300	7	0,57
19-15-19 - Fonctionnement Inspect. Région Bria	420	517	600	83	16,04
19-15-20 - Fonctionnement Insp. région Bossangoa	420	517	600	83	16,04
19-15-21 - Multiplication et vulgarisation Statut F.P.	0	0	1 000	1 000	
19-15-22 - Fonctionnement Inspection centrale	490	0	1 000	1 000	
19-15-24 - Fonctionnement de la DGPE	0	1 293	1 300	7	0,57
19-15-30 - Insp. de Travail Centre Bangui	420	517	600	83	16,04
19-15-31 - Insp. Rég. Secteur Est Bambari	420	517	600	83	16,04
19-15-32 - Insp. Rég. secteur Ouest BERBERATI	420	517	600	83	16,04
19-15-33 - Insp. Rég. secteur Sud-Est BANGASSOU	420	517	600	83	16,04
19-15-34 - Insp. Régionale de M'BAIKI	420	517	600	83	16,04
19-15-36 - Direction Système et Méthodes	980	905	900	-5	-0,54
19-15-37 - Entretien Matériel Informatique	980	905	905	0	0,02
19-15-38 - Fonctionnement Organes Réformes	700	646	700	54	8,30
19-15-39 - Eau	800	1 216	1 200	-16	-1,32
19-15-40 - Electricité	1 400	1 358	1 350	-8	-0,59
19-15-41 - Téléphone, Télex, Fax	9 100	9 100	9 100	0	0,00
19-15-42 - Abonnements périodiques	140	0	0	0	
19-15-43 - Comité interministériel de contrôle de la masse salariale	0	7 110	1 000	-6 110	-85,94
19-15-87 - Carb. Et lubr FURCA	0	0	2 000	2 000	
19-15-88 - Carb. et lubr.Accueil des Partenaires Sociaux	0	969	969	0	0,00
19-15-89 - Carb. et lubr.DGPE	0	776	770	-6	-0,72
19-15-90 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	700	776	770	-6	-0,72
19-15-91 - Carb. et lubr. Insp. Régionales	2 940	2 585	2 500	-85	-3,30
19-15-92 - Carb. lub. Secrétariat Général	800	776	0	-776	-100,00
19-15-93 - Carb. et lubr. Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
19-15-94 - Carb. lub Direction Ressources	1 000	776	770	-6	-0,72
19-15-95 - Carb. lub. Dir. Méd Travail	700	646	650	4	0,57
19-15-96 - Carb. lub. DGFP	980	776	770	-6	-0,72
19-15-97 - Carb. lub. DG Empl et Prév/Sociale	700	646	650	4	0,57
19-15-98 - Carb. lub. Services Centraux	980	776	770	-6	-0,72
19-15-99 - Carb. lub Inspection Centrale	980	0	650	650	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 20 - MIN. RELATIONS AVEC PARLMT	45 269	0	0	0	
20-10 - Personnel	41 469	0	0	0	
20-10-10 - Personnel titulaire	35 489	0		0	
20-10-11 - Personnel d'Appui	5 980	0		0	
20-15 - Dépenses courantes et diverses	3 800	0	0	0	
20-15-10 - Cabinet	0	0	0	0	
20-15-11 - Fonctionnement Services	0	0	0	0	
20-15-14 - Direction Générale	0	0	0	0	
20-15-15 - Abonnement	0	0	0	0	
20-15-16 - Intervention aux travaux parlémentaires	0	0	0	0	
20-15-17 - Eau	700	0	0	0	
20-15-18 - Electricité	1 000	0	0	0	
20-15-19 - Téléphone, Télex, Fax	2 100	0	0	0	
20-15-21 - Editions des textes	0	0	0	0	
20-15-22 - Direction de cessions	0	0	0	0	
20-15-23 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	0	0	0	
20-15-24 - Direction des ressources	0	0	0	0	
20-15-91 - Carburant lubrifiant Cabinet	0	0	0	0	
20-15-92 - Carburant lubrifiant Direction Générale	0	0	0	0	
20-15-93 - Carburant lubrifiant Direction Sessions	0	0	0	0	
20-15-94 - Carburant lubrifiant Direction Ressources	0	0	0	0	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 21 - MIN. COMMUNICATION RECONCILIATION NATIONALE CULTURE DEMOCRATIQUE ET CIVIQUE	**515 120**	**476 779**	**476 602**	**-177**	**-0,04**
21-10 - Personnel	**420 165**	**402 863**	**400 542**	**-2 321**	**-0,58**
21-10-10 - Personnel titulaire Communication	407 628	392 359	392 359	0	0,00
21-10-91 - Personnel d'appui communication	12 537	10 504	8 183	-2 321	-22,10
21-15 - Dépenses courantes et diverses	**94 955**	**73 916**	**76 060**	**2 144**	**2,90**
21-15-10 Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
21-15-11 - Secrétariat Général	1 750	969	0	-969	-100,00
21-15-13 - Fonctionnement DGRNCDC	0	969	1 000	31	3,15
21-15-14 - Eau	7 910	2 268	2 260	-8	-0,35
21-15-15 - Electricité	31 360	22 234	22 200	-34	-0,15
21-15-16 - Téléphone, Télex, Fax	7 735	8 000	8 000	0	0,00
21-15-17 - Fonctionnement Services Communication	700	646	1 000	354	54,72
21-15-18 - Entretien matériel radio	4 200	3 232	3 200	-32	-0,98
21-15-19 - Entretien matériel télévision	5 600	5 171	5 200	29	0,57
21-15-20 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)	3 500	4 524	4 500	-24	-0,54
21-15-21 - Acquisition fournit. radio (T.D.F)	5 600	5 171	5 200	29	0,57
21-15-22 - Fonctionnement ACAP	3 500	2 585	2 500	-85	-3,30
21-15-24 - Radio Rurale (entretien et fonctionnement)	10 500	7 756	7 700	-56	-0,72
21-15-25 - Dotation Forum de l'Unité	1 400	0	2 000	2 000	
21-15-36 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
21-15-87 - Carburants et lubrifiants Secrétariat Général	0	776	0	-776	-100,00
21-15-89 - Carburant et lubrifiants DGRNCDC	0	776	800	24	3,15
21-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
21-15-92 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale	5 600	3 878	3 800	-78	-2,01
21-15-93 - Carb. lub. Fonctionmt. Communication	1 050	776	1 000	224	28,93

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 22 - MIN. DE LA JEUNESSE. SPORTS ARTS ET CULTURES	**527 840**	**473 615**	**485 246**	**11 631**	**2,46**
22-10 - Personnel	**428 320**	**409 484**	**418 516**	**9 032**	**2,21**
22-10-10 - Personnel titulaire Jeunesse Sport	349 445	336 356	336 356	0	0,00
22-10-11 - Personnel titulaire Arts et Culture	56 491	54 375	54 375	0	0,00
22-10-90 - Personnel d'appui Arts et Culture	17 879	14 979	24 022	9 043	60,37
22-10-91 - Personnel d'appui Jeunesse Sport	4 505	3 774	3 763	-11	-0,29
22-15 - Dépenses courantes et diverses	**99 520**	**64 131**	**66 730**	**2 599**	**4,05**
22-15-10 - Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
22-15-11 - Secrétariat Général	700	646	0	-646	-100,00
22-15-13 - Direction Générale des Services Centraux	1 050	905	1 000	95	10,51
22-15-14 - Direction Gén. Jeunesse Sport	1 050	1 293	1 200	-93	-7,17
22-15-15 - Inspection Centrale	1 400	0	1 000	1 000	
22-15-16 - Centres medicaux sportifs	1 400	969	1 000	31	3,15
22-15-17 - Appui Maison des Jeunes	1 400	969	1 000	31	3,15
22-15-18 - Eau	1 700	1 098	1 100	2	0,18
22-15-19 - Electricité	9 800	3 833	3 800	-33	-0,86
22-15-21 - Téléphone, Télex, Fax	4 500	4 500	4 500	0	0,00
22-15-23 - Compétitions internationales	49 000	25 243	23 700	-1 543	-6,11
22-15-24 - Acquisition matériels sportifs	4 200	2 715	2 710	-5	-0,18
22-15-25 - Directions Régionales	1 750	1 616	1 600	-16	-0,98
22-15-26 - Centre d'Animation Sportive	1 750	1 293	1 200	-93	-7,17
22-15-27 - Fonctionnement DCNJS	700	969	1 000	31	3,15
22-15-28 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
22-15-30 - Direction Gle Développemt et Promo. Culture	1 000	1 293	1 200	-93	-7,17
22-15-31 - Manifestations Culturelles	2 000	3 232	3 000	-232	-7,17
22-15-32 - Direction Générale Arts et Culture	1 500	969	1 000	31	3,15
22-15-33 - Fonctionnement Services Régionaux	700	969	1 000	31	3,15
22-15-34 - Musées Monuments Provinciaux	1 250	969	1 000	31	3,15
22-15-35 - Mobilier et matériel de bureau culture	1 500	1 293	1 200	-93	-7,17
22-15-36 - Direction Gle Ress. Humaines Culture	1 700	1 293	1 200	-93	-7,17
22-15-37 - Comité national de SRTOPA	0	0	2 000	2 000	
22-15-90 - Carb. lub. Fonctionmt. services centraux	1 400	1 099	1 100	1	0,09
22-15-91 - Carb. Lubr. Direction Régionales	910	776	770	-6	-0,72
22-15-93 - Carburant et lubrifiant Cabinet	1 400	1 099	2 000	901	82,02
22-15-94 - Carburant et lubrifiant Chargé de mission	700	646	700	54	8,30
22-15-95 - Carburant et lubrifiant Inspection Centrale	910	0	650	650	
22-15-96 - Carburants Direction Gle Arts et Culture	500	776	700	-76	-9,75
22-15-97 - Carb. et lub. fonctionmt services culture	500	776	700	-76	-9,75
22-15-98 - Carb. et Lub. D.Gle Dév. Promo. Cult.	700	776	700	-76	-9,75
22-15-99 - Carb. et Lub. D.Gle Ress Hum Culture	700	776	700	-76	-9,75

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 23 - MIN. FAMILLE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE	**720 527**	**678 049**	**672 852**	**-5 197**	**-0,77**
23-10 - Personnel	**596 817**	**568 066**	**561 812**	**-6 254**	**-1,10**
23-10-10 - Personnel Titulaire	545 547	525 112	525 112	0	0,00
23-10-99 - Personnel d' Appui	51 270	42 954	36 700	-6 254	-14,56
23-15 - Dépenses courantes et diverses	**123 710**	**109 983**	**111 040**	**1 057**	**0,96**
23-15-10 - Cabinet Ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
23-15-12 - Secrétariat Général	1 600	1 293	0	-1 293	-100,00
23-15-13 - Mobilier matériel et outillages	1 200	969	1 000	31	3,15
23-15-15 - Centre de DAMARA	8 000	9 695	4 600	-5 095	-52,55
23-15-16 - Centre de la Mère et de l'Enfant	16 000	10 988	11 000	12	0,11
23-15-17 - Secours assistance aux indigents	20 000	16 158	16 000	-158	-0,98
23-15-18 - Services sociaux Spécialisés	8 000	6 463	5 400	-1 063	-16,45
23-15-19 - Ecoles maternelles Bangui	8 000	0	0	0	
23-15-20 - Ecoles maternelles Provinces	16 000	0	0	0	
23-15-21 - Ecoles maternelles	0	19 390	14 390	-5 000	-25,79
23-15-22 - Direct. Géné. Promotion Femme	4 000	3 878	1 800	-2 078	-53,58
23-15-24 - Institutions Formations Spécialisées	1 600	1 293	1 300	7	0,57
23-15-25 - Manifestations Sociales	4 800	3 878	13 900	10 022	258,44
23-15-26 - Eau	4 600	5 329	5 300	-29	-0,54
23-15-27 - Electricité	5 900	8 745	8 700	-45	-0,51
23-15-28 -Téléphone, Télex, Fax	3 500	3 500	3 500	0	0,00
23-15-29 - Dtion Gle Planification des Services d'Appui	4 000	2 908	1 800	-1 108	-38,11
23-15-30 - Direct. Géné. Action Sociale	1 120	969	1 000	31	3,15
23-15-31 - Direct. Régionales	3 920	3 232	3 200	-32	-0,98
23-15-32 - Inspection Centrale	800	0	1 000	1 000	
23-15-33 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	2 000	1 293	1 200	-93	-7,17
23-15-34 -Direction Ressources	0	969	0	-969	-100,00
23-15-89 - Carburants lubrifiants Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
23-15-90 - Carburants lubrifiants Sces Sociaux Spécialisés	0	0	1 000	1 000	
23-15-91 - Carb. Lub. Direction Gle Promo Féminine	0	0	1 250	1 250	
23-15-92 - Carb. lub. Fonctionnement services	1 360	1 293	0	-1 293	-100,00
23-15-93 - Carb. lubr. Develop. Commun.	2 480	1 939	1 900	-39	-2,01
23-15-94 - Carb. lubr. Inspection Centrale	0	0	650	650	
23-15-95 - Carb. Lub. Directions Régionales	1 680	1 616	1 600	-16	-0,98
23-15-96 - Carb. Lub. Centre de la mère et de l'enfant		0	1 250	1 250	
23-15-97 - Carb. Lub. Centre de DAMARA	0	1 293	1 300	7	0,57
23-15-98 - Carb. Lub. Direction Gle Actions Sociales	0	0	1 250	1 250	
23-15-99 - Carb. Lub. Direction Gle Etudes Planif. Sce Appui	0	0	1 250	1 250	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 24 - MIN. DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**5 707 953**	**5 519 438**	**5 474 157**	**-45 281**	**-0,82**
24-10 - Personnel	**3 436 793**	**3 251 318**	**3 285 467**	**34 149**	**1,05**
24-10-10 - Personnel Titulaire	2 981 909	2 870 214	2 870 214	0	0,00
24-10-96 - Personnel d'Appui Bangui	231 743	194 155	226 461	32 306	16,64
24-10-97 - Personnel d'Appui Provinces	171 226	143 454	139 381	-4 073	-2,84
24-10-98 - Personnel d'Appui Hopital Amitié	51 915	43 495	49 411	5 916	13,60
24-15 - Dépenses courantes et diverses	**2 271 160**	**2 268 120**	**2 188 690**	**-79 430**	**-3,50**
24-15-10 - Cabinet Ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
24-15-11 - Fournitures DGSPP	1 500	2 500	2 500	0	0,00
24-15-12 - Fonctionnement DR, DEP	2 500	3 000	2 500	-500	-16,67
24-15-13 - Fonctionnement Direction Gle Sces Régionaux	2 500	3 000	3 000	0	0,00
24-15-16 - Matériels, outillages	3 000	4 000	4 000	0	0,00
24-15-17 - Maintenance Biomédicale	10 000	15 000	15 000	0	0,00
24-15-21 - Direction Médecine Préventive	2 000	3 000	3 000	0	0,00
24-15-23 - Direction Santé Familiale et Population	2 000	2 500	2 500	0	0,00
24-15-24 - Direction des Etablissements des soins Hospitalier	1 500	2 250	2 250	0	0,00
24-15-27 - Laboratoire National de biologie clinique et santé pub.	90 000	80 000	100 000	20 000	25,00
24-15-29 - Direction Santé Communautaire	5 000	4 000	4 000	0	0,00
24-15-30 - Hôpital général CNHUB	90 000	85 000	85 000	0	0,00
24-15-31 - Complexe Pédiatrique CNHUB	127 000	122 000	122 000	0	0,00
24-15-32 - Service Coordination et Suivi SSP	2 500	3 200	3 200	0	0,00
24-15-33 - Soins de Santé Prim. (Régions San.)	250 000	245 000	245 000	0	0,00
24-15-34 - C N T S	110 000	105 000	105 000	0	0,00
24-15-35 - D M P (Direct. Pharma. et Médicam.)	2 500	3 232	3 000	-232	-7,18
24-15-36 - Centre REF MST/SIDA	85 000	80 000	80 000	0	0,00
24-15-37 - Hôpitaux Préfectoraux	87 500	113 107	113 100	-7	-0,01
24-15-38 - Regularisation achats médicaments	143 250	100 000	0	-100 000	-100,00
24-15-39 - Vaccin anti méningocoque	17 000	17 000	17 000	0	0,00
24-15-40 - Hôpital de l'Amitié	210 000	205 000	205 000	0	0,00
24-15-41 - Hôpital Communautaire	121 500	238 000	238 000	0	0,00
24-15-42 - Hôpitaux et Formation (Régions San.)	67 500	87 000	87 000	0	0,00
24-15-43 - Achat anti Tuberculeux	110 000	105 000	105 000	0	0,00
24-15-44 - Information Education Communautaire	5 000	9 695	9 695	0	0,00
24-15-45 - Achat anti rabique, sérum antibiotique	10 000	9 695	9 695	0	0,00
24-15-46 - Aide médicale d'urgence	35 000	35 000	35 000	0	0,00
24-15-50 - Centres santé urb. et Matern. BANGUI	55 000	55 000	55 000	0	0,00
24-15-52 - Centre de Nutrition BOSSANGOA	1 200	1 551	1 550	-1	-0,06
24-15-55 - Prise en charge malades SIDA (Trithérapie)	200 000	200 000	200 000	0	0,00
24-15-56 - Service National lutte contre SIDA	30 000	30 000	30 000	0	0,00
24-15-57 - Lutte Contre la Lèpre	4 500	5 817	5 800	-17	-0,29
24-15-58 - Eau	117 500	52 962	53 000	38	0,07
24-15-59 - Electricité	117 500	104 279	104 300	21	0,02
24-15-60 - Téléphone, Télex, Fax	56 600	56 000	56 000	0	0,00
24-15-62 - Unité lutte anti Vectorielle Intégrée	0	969	1 500	531	54,80
24-15-63 - Inspection Générale	0	0	1 000	1 000	
24-15-75 - Carb Lub.Carburants et lubrifiants Cabinet	0	1 200	2 000	800	66,67
24-15-76 - Carb Lub. IEC	0	1 293	1 200	-93	-7,19
24-15-77 - Carb Lub. Secrétariat Gl SP	1 600	1 293	0	-1 293	-100,00
24-15-78 - Carb Lub. DG Services Régionaux	1 600	1 293	1 300	7	0,54
24-15-79 - Carb Lub. Journées Nationales Vaccin/polio	4 000	3 878	3 800	-78	-2,01
24-15-80 - Carb Lub. Supervision SSP Régions sanitaires	5 600	4 524	4 500	-24	-0,53
24-15-81 - Carb Lub. Intervention Urgence	4 800	3 878	3 800	-78	-2,01
24-15-82 - Carb. Lub. Superv. SSP Préfectures sanitaires	8 000	6 463	6 500	37	0,57
24-15-83 - Carb.Lubri. Service national lutte VIH-SIDA	2 400	2 262	2 200	-62	-2,74
24-15-84 - Carb. et Lubri.Direct. Santé Communaut	4 480	3 619	3 600	-19	-0,53
24-15-85 - Carburant C N T S	1 600	1 293	1 300	7	0,54
24-15-86 - Carburant Dir. Pharm. Méd.	1 200	1 200	1 200	0	0,00
24-15-87 - Carburant Santé Familiale et Population	2 000	1 616	1 600	-16	-0,99
24-15-88 - Carb et Lubr Services Généraux	2 080	1 616	1 600	-16	-0,99
24-15-89 - Carb.Lub. Centre Ref MST/SIDA	2 000	1 616	1 600	-16	-0,99
24-15-90 - Carb. Lub Unité de lutte ainti Vectorielle Intégrée	1 600	1 293	700	-593	-45,86
24-15-91 - Carburants et lubrifiants CNHUB	2 400	2 262	2 200	-62	-2,74

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 24 - MIN. DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**5 707 953**	**5 519 438**	**5 474 157**	**-45 281**	**-0,82**
24-10 - Personnel	**3 436 793**	**3 251 318**	**3 285 467**	**34 149**	**1,05**
24-10-10 - Personnel Titulaire	2 981 909	2 870 214	2 870 214	0	0,00
24-10-96 - Personnel d'Appui Bangui	231 743	194 155	226 461	32 306	16,64
24-10-97 - Personnel d'Appui Provinces	171 226	143 454	139 381	-4 073	-2,84
24-10-98 - Personnel d'Appui Hopital Amitié	51 915	43 495	49 411	5 916	13,60
24-15 - Dépenses courantes et diverses	**2 271 160**	**2 268 120**	**2 188 690**	-79 430	**-3,50**
24-15-10 - Cabinet Ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
24-15-11 - Fournitures DGSPP	1 500	2 500	2 500	0	0,00
24-15-12 - Fonctionnement DR, DEP	2 500	3 000	2 500	-500	-16,67
24-15-13 - Fonctionnement Direction Gle Sces Régionaux	2 500	3 000	3 000	0	0,00
24-15-16 - Matériels, outillages	3 000	4 000	4 000	0	0,00
24-15-17 - Maintenance Biomédicale	10 000	15 000	15 000	0	0,00
24-15-21 - Direction Médecine Préventive	2 000	3 000	3 000	0	0,00
24-15-23 - Direction Santé Familiale et Population	2 000	2 500	2 500	0	0,00
24-15-24 - Direction des Etablissements des soins Hospitalier	1 500	2 250	2 250	0	0,00
24-15-27 - Laboratoire National de biologie clinique et santé pub.	90 000	80 000	100 000	20 000	25,00
24-15-29 - Direction Santé Communautaire	5 000	4 000	4 000	0	0,00
24-15-30 - Hôpital général CNHUB	90 000	85 000	85 000	0	0,00
24-15-31 - Complexe Pédiatrique CNHUB	127 000	122 000	122 000	0	0,00
24-15-32 - Service Coordination et Suivi SSP	2 500	3 200	3 200	0	0,00
24-15-33 - Soins de Santé Prim. (Régions San.)	250 000	245 000	245 000	0	0,00
24-15-34 - C N T S	110 000	105 000	105 000	0	0,00
24-15-35 - D M P (Direct. Pharma. et Médicam.)	2 500	3 232	3 000	-232	-7,18
24-15-36 - Centre REF MST/SIDA	85 000	80 000	80 000	0	0,00
24-15-37 - Hôpitaux Préfectoraux	87 500	113 107	113 100	-7	-0,01
24-15-38 - Regularisation achats médicaments	143 250	100 000	0	-100 000	-100,00
24-15-39 - Vaccin anti méningocoque	17 000	17 000	17 000	0	0,00
24-15-40 - Hôpital de l'Amitié	210 000	205 000	205 000	0	0,00
24-15-41 - Hôpital Communautaire	121 500	238 000	238 000	0	0,00
24-15-42 - Hôpitaux et Formation (Régions San.)	67 500	87 000	87 000	0	0,00
24-15-43 - Achat anti Tuberculeux	110 000	105 000	105 000	0	0,00
24-15-44 - Information Education Communautaire	5 000	9 695	9 695	0	0,00
24-15-45 - Achat anti rabique, sérum antibiotique	10 000	9 695	9 695	0	0,00
24-15-46 - Aide médicale d'urgence	35 000	35 000	35 000	0	0,00
24-15-50 - Centres santé urb. et Matern. BANGUI	55 000	55 000	55 000	0	0,00
24-15-52 - Centre de Nutrition BOSSANGOA	1 200	1 551	1 550	-1	-0,06
24-15-55 - Prise en charge malades SIDA (Trithérapie)	200 000	200 000	200 000	0	0,00
24-15-56 - Service National lutte contre SIDA	30 000	30 000	30 000	0	0,00
24-15-57 - Lutte Contre la Lèpre	4 500	5 817	5 800	-17	-0,29
24-15-58 - Eau	117 500	52 962	53 000	38	0,07
24-15-59 - Electricité	117 500	104 279	104 300	21	0,02
24-15-60 - Téléphone, Télex, Fax	56 600	56 000	56 000	0	0,00
24-15-62 - Unité lutte anti Vectorielle Intégrée	0	969	1 500	531	54,80
24-15-63 - Inspection Générale	0	0	1 000	1 000	
24-15-75 - Carb Lub.Carburants et lubrifiants Cabinet	0	1 200	2 000	800	66,67
24-15-76 - Carb Lub. IEC	0	1 293	1 200	-93	-7,19
24-15-77 - Carb Lub. Secrétariat Gl SP	1 600	1 293	0	-1 293	-100,00
24-15-78 - Carb Lub. DG Services Régionaux	1 600	1 293	1 300	7	0,54
24-15-79 - Carb Lub. Journées Nationales Vaccin/polio	4 000	3 878	3 800	-78	-2,01
24-15-80 - Carb Lub. Supervision SSP Régions sanitaires	5 600	4 524	4 500	-24	-0,53
24-15-81 - Carb Lub. Intervention Urgence	4 800	3 878	3 800	-78	-2,01
24-15-82 - Carb. Lub. Superv. SSP Préfectures sanitaires	8 000	6 463	6 500	37	0,57
24-15-83 - Carb.Lubri. Service national lutte VIH-SIDA	2 400	2 262	2 200	-62	-2,74
24-15-84 - Carb. et Lubri.Direct. Santé Communaut	4 480	3 619	3 600	-19	-0,53
24-15-85 - Carburant C N T S	1 600	1 293	1 300	7	0,54
24-15-86 - Carburant Dir. Pharm. Méd.	1 200	1 200	1 200	0	0,00
24-15-87 - Carburant Santé Familiale et Population	2 000	1 616	1 600	-16	-0,99
24-15-88 - Carb et Lubr Services Généraux	2 080	1 616	1 600	-16	-0,99
24-15-89 - Carb.Lub. Centre Ref MST/SIDA	2 000	1 616	1 600	-16	-0,99
24-15-90 - Carb. Lub Unité de lutte ainti Vectorielle Intégrée	1 600	1 293	700	-593	-45,86
24-15-91 - Carburants et lubrifiants CNHUB	2 400	2 262	2 200	-62	-2,74

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
24-15-92 - Carburants et lubrifiants Hôp. Amitié	5 200	4 201	4 200	-1	-0,03
24-15-93 - Carb. et lubr. Hôp. Communautaire	6 400	5 171	5 100	-71	-1,37
24-15-94 - Carburants et lubrifiants fonction. Régions San.	19 200	16 158	16 200	42	0,26
24-15-95 - Carburants et lubrifiants Lab. National	1 200	1 293	1 250	-43	-3,30
24-15-96 - Carb. lub. DMP et lutte contre maladie	6 400	5 171	5 000	-171	-3,30
24-15-97 - Carburant Complexe Pédiatrique	2 400	1 939	1 900	-39	-2,01
24-15-98 - Carb. Lub. Inspection générale	3 200	0	650	650	
24-15-99 - Carburants et lubr. DGSA & DGSPP	4 000	3 232	3 200	-32	-0,98

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 25 - MIN. DE L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	1 669 105	1 566 948	2 022 942	455 994	29,10
25-10 - Personnel	1 535 085	1 452 719	1 874 802	422 083	29,05
25-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	1 286 111	1 237 936	1 651 560	413 624	33,41
25-10-11 - Personnel Titulaire SCNP	49 634	47 775	47 775	0	0,00
25-10-73 - Personnel Appui Servce Trav agricoles	13 369	11 201	15 833	4 632	41,35
25-10-74 - Personnel Appui Statistique	4 643	3 890	8 523	4 633	119,10
25-10-75 - Personnel Appui Etablis. scol agric	1 214	1 017	1 183	166	16,32
25-10-76 - Personnel Appui Coordinat. agricole	9 439	7 908	8 251	343	4,34
25-10-77 - Personnel Appui Délégation Régionale	71 206	59 657	63 347	3 690	6,19
25-10-78 - Personnel Appui agricol administra.	11 769	9 860	9 803	-57	-0,58
25-10-79 - Personnel Appui Servce administra.	6 478	5 427	4 392	-1 035	-19,07
25-10-80 - Personnel Appui CREF	7 730	6 476	8 902	2 426	37,46
25-10-85 - Personnel Appui SCNP	13 151	11 018	9 656	-1 362	-12,36
25-10-97 - Personnel Appui Instit. agricoles	56 182	47 070	40 534	-6 536	-13,89
25-10-98 - Personnel Appui Etud. Suiv. Evaluat.	2 651	2 221	2 016	-205	-9,23
25-10-99 - Personnel d'Appui Cabinet	1 508	1 263	3 027	1 764	139,67
25-15 - Dépenses courantes et diverses	134 020	114 229	148 140	33 911	29,69
25-15-10 - Cabinet du Ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
25-15-12 - Fonctionnement DGAARH	2 800	3 232	3 200	-32	-0,98
25-15-13 - Délégation Régionale	4 200	3 878	3 800	-78	-2,01
25-15-14 - Fournit. Serv. Giv. National	1 400	1 939	1 900	-39	-2,01
25-15-16 - Fonctionnement PDSV	2 660	1 939	1 900	-39	-2,01
25-15-18 - Fonctionnement maraîchage BANGUI	560	969	1 000	31	3,15
25-15-19 - Fonctionnement ACDA	14 630	11 634	11 600	-34	-0,29
25-15-21- Fonctionnement ICRA	14 630	11 634	11 600	-34	-0,29
25-15-22 - Fonctionnement CREF	2 800	1 939	2 000	61	3,15
25-15-23 - Fonction. Hydraulique Villageoise	2 100	3 232	3 250	18	0,57
25-15-24 - Etablissements Scolaires Agricoles	7 000	6 463	6 500	37	0,57
25-15-25 - Centre de multiplication agricole	1 540	1 939	1 900	-39	-2,01
25-15-26 - Fonctionnement PAPAAV	980	646	700	54	8,30
25-15-27 - Fonctionnement clinique vétéri.	0	0	700	700	
25-15-28 - Fonctionnement CTE	0	0	1 900	1 900	
25-15-29 - Formation des Jeunes (SCNPJ)	4 900	5 171	5 000	-171	-3,30
25-15-30 - Matériel et Outillage (SCNPJ)	700	646	700	54	8,30
25-15-31 - Inspection Centrale	700	0	1 000	1 000	
25-15-32 - Fonctionnement ANDE	0	0	3 200	3 200	
25-15-33 - Fonctionnement Irrigation	700	646	700	54	8,30
25-15-34 - Table Ronde Bailleurs de Fonds	3 500	3 232	3 000	-232	-7,17
25-15-36 - Rétributions Professeurs vacataires	2 100	1 939	2 000	61	3,15
25-15-37 - Eau	2 100	1 217	1 540	323	26,54
25-15-38 - Electricité	12 200	3 232	5 800	2 568	79,46
25-15-39 - Téléphone, Téléx, Fax	12 200	12 200	20 200	8 000	65,57
25-15-40 - Organisation Journée Mondiale d'Aliment.	12 180	5 171	10 000	4 829	93,40
25-15-41 - Restaurant CTDR.	10 500	9 695	9 700	5	0,05
25-15-42 - Restaurant CTE	0	0	4 500	4 500	
25-15-43 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 750	1 293	1 200	-93	-7,17
25-15-44 - Fonctionnement Direction Générale PES	0	1 293	1 250	-43	-3,30
25-15-45 - Fonctionnement Direction Générale DRDR	0	1 293	1 250	-43	-3,30
25-15-46 - Fonctionnement Direction Générale CPSE	0	0	1 250	1 250	
25-15-47 - Fonctionnement Direction Générale CSRRA	0	0	1 250	1 250	
25-15-83 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
25-15-84 - Carburants et Lubrifiants DGCPSE	0	0	1 000	1 000	
25-15-85 - Carburants et Lubrifiants DGCSRRA	0	0	1 000	1 000	
25-15-86 - Carburants et Lubrifiants PDSV	0	646	700	54	8,30
25-15-87 - Carburants et Lubrifiants ACDA	0	1 939	1 900	-39	-2,01
25-15-88 - Carburants et Lubrifiants CREF	0	646	700	54	8,30
25-15-89 - Carburants et Lubrifiants ICRA	0	1 939	1 900	-39	-2,01
25-15-91 - Carb. et lubr. SCNPJ	1 960	1 939	1 900	-39	-2,01
25-15-92 - Carb. et lubr. Direction Gle DRDR	2 170	1 422	1 300	-122	-8,57
25-15-93 - Carb. et lubr. Etablissement Scolaire-CTDR-CTE	1 190	1 099	2 000	901	82,02
25-15-94 - Carb. et lubr. Inspection Centrale	1 190	0	650	650	
25-15-95 - Carb. et lubr. PAPAAV	490	452	500	48	10,51
25-15-96 - Carb. et lubr. Hydraulique Villag.	1 190	1 099	1 100	1	0,11
25-15-97 - Carb. et lubr.Chargés de Mission	910	840	700	-140	-16,69
25-15-98 - Carb. et lubr.Dir. Gén. Planif. Etudes suivi	1 470	1 422	1 400	-22	-1,54
25-15-99 - Carb. lubr.Dir. Gén. Ap. Agri Ad. Res.Hu.	1 470	1 422	1 400	-22	-1,54

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 27 - MIN. DEVELOPPEMENT DU TOURISME DE L'ARTISANAT CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT	**15 400**	**90 615**	**319 514**	**228 357**	**252,01**
27-10 - Personnel	**0**	**66 820**	**274 364**	**207 544**	**310,60**
27-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	0	61 793	258 741	196 948	318,72
27-10-90- Personnel Appui Par cet Environnement	0	5 027	15 623	10 596	210,78
27-15 - Dépenses courantes et diverses	**15 400**	**23 795**	**45 150**	**20 813**	**87,47**
27-15-10 - Cabinet	1 750	1 616	2 500	884	54,72
27-15-11 - Secrétariat Général	1 000	969	0	-969	-100,00
27-15-12 - Direction Générale de l'Environnement	0	0	2 000	2 000	
27-15-13 - Direction Gle Svces Régionaux	1 500	969	1 900	931	95,98
27-15-14 - Direction Générale de l'Artisanat	1 500	0	2 000	2 000	
27-15-15 - Mobilier et matériel de bureau	1 000	969	700	-269	-27,80
27-15-16 - Direction Gle du Tourisme et de l'Hôtellerie	1 500	1 616	2 000	384	23,78
27-15-17 - Inspection Centrale	500	0	1 000	1 000	
27-15-18 - Foires et salons touristiques	2 000	1 293	1 300	7	0,57
27-15-19 - Supports promotionnels	750	646	600	-46	-7,17
27-15-20 - Eau	0	88	1 700	1 612	1 831,82
27-15-21 - Electricité	0	2 715	6 000	3 285	120,99
27-15-22 - Téléphone, Télèx, Fax	0	8 000	13 500	5 500	68,75
27-15-23 - Direction de la Surveillance de l'Environnement	0	0	1 000	1 000	
27-15-24 - Direction Promo des actions environnémentales	0	0	1 000	1 000	
27-15-26 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	1 293	1 200	-93	-7,19
27-15-80 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
27-15-89 - Carburants et Lubrifiants D.Gle Economie Sociale	0	0	1 250	1 250	
27-15-90 - Carb et lub D Gles du Tourisme et Hôtellerie	500	776	800	24	3,15
27-15-91 - Carburants et Lubrifiants D.Gle Environnement	0	0	1 250	707	54,72
27-15-92 - Carburants et lub. Direction Gle. Sces Régionaux	500	776	800	24	3,15
27-15-93 - Carburants et lub. Direction Gle Artisanat	500	0	0	0	
27-15-94 - Carb. et Lub. Secrétariat Général	750	776	0	-776	-100,00
27-15-95 - Carb. et Lub. Inspection Centrale	250	0	650	650	

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 28 - MIN. DES EAUX, FORETS, CHASSE. ET PECHE	**512 432**	**230 043**	**230 908**	**865**	**0,38**
28-10 - Personnel	**473 802**	**181 980**	**180 970**	**-1 010**	**-0,56**
28-10-10 - Personnel Titulaire	446 101	170 650	170 650	0	0,00
28-10-90 - Personnel Appui Centre Pisciculture	17 782	9 383	10 320	937	9,99
28-10-91 - Personnel Appui Parc et Environnement	9 919	1 947	0	-1 947	-100,00
28-15/16 - Dépenses courantes et div.	**38 630**	**48 063**	**49 938**	**1 875**	**3,90**
28-15 - Dépenses courantes et diverses	**38 630**	**48 063**	**49 938**	**1 875**	**3,90**
28-15-10 - Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
28-15-11 - Secrétariat Général (Eaux Forêts)	1 050	969	0	-969	
28-15-12 - Inspection Centrale	700	0	1 000	1 000	
28-15-14 - Direction Gén. Services régionaux	1 050	969	1 000	31	3,15
28-15-15 - Direction Gle des Eaux Forêts, Chasses et Pêches	700	969	1 000	31	3,15
28-15-16 - Entretien centre Pisciculture	1 050	969	1 000	31	3,15
28-15-17 - Alimentation Poissons	1 050	969	1 000	31	3,15
28-15-18 - Dir. Ecole Gardes Chasse BAMINGUI	1 050	0	0	0	
28-15-19 - Recherche Pisciculture	1 400	1 293	1 000	-293	-22,64
28-15-21 - Eau	4 100	969	1 000	31	3,20
28-15-22 - Electricité	2 800	19 390	19 390	0	0,00
28-15-23 - Téléphone, Télex, Fax	3 100	4 000	4 000	0	0,00
28-15-28 - Mobilier et matériel de bureau	700	969	900	-69	-7,12
28-15-33 - Direction Gle des Services d'Appui	1 050	969	1 000	31	3,15
28-15-34 - Dtion des Affaires Juridiques et du Contentieux	700	646	800	154	23,78
28-15-35 - Direction des Ressources	700	646	800	154	23,78
28-15-36 - Dtion Etudes,Planification et Suivi des Projets	700	646	800	154	23,78
28-15-42 - Dtion des Inventaires et Aménagemts Forestiers	700	646	500	-146	-22,64
28-15-43 - Dtion des Exploitations Forestières	700	646	500	-146	-22,64
28-15-44 - Dtion de la Faune	700	646	500	-146	-22,64
28-15-45 - Dtion des Eaux, Pêches et de la Pisciculture	700	646	500	-146	-22,64
28-15-46 - Dtion Régionales	3 500	3 878	3 878	0	0,00
28-15-47 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	1 400	1 293	1 200	-93	-7,17
28-15-80 - Carb et lub Dtion des Etudes et de la Planification	490	0	0	0	
28-15-81 - Carb et lub D Gles des Services Régionaux	1 050	1 293	1 250	-43	-3,30
28-15-83 - Carburants et lubrifiants D Gles Eaux, Forêts, C, P	700	776	770	-6	-0,72
28-15-84 - Carburants et lubrifiants Inspection Centrale	490	0	650	650	
28-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
28-15-91 - Carburants et lubrifiants Pisciculture	1 050	969	1 000	31	3,15
28-15-92 - Carb. lub. Fonctionn. Services (Eaux et Forêts)	1 400	0	0	0	
28-15-95 - Carb. et Lub. Secrétariat Général	700	0	0	0	
28-15-97 - Carb. et Lub. DGAF	700	776	800	24	3,15

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 29 - MIN. RECONSTRUCTION EDIFICES PUBLICS. URBANISME ET LOGEMENT	**187 139**	**245 491**	**242 932**	**-2 559**	**-1,04**
29-10 - Personnel	**172 489**	**221 991**	**217 312**	**-4 679**	**-2,11**
29-10-10 - Personnel Titulaire	162 464	208 403	208 403	0	0,00
29-10-92 - Personnel Appui	10 025	13 588	8 909	-4 679	-34,43
29-15 - Dépenses courantes et diverses	**14 650**	**23 500**	**25 620**	**2 120**	**9,02**
29-15-10 Cabinet	1 750	1 600	2 500	900	56,25
29-15-11 - Dir. Générale Aménagement du Territoire	1 000	969	1 000	31	3,15
29-15-12 - Inspection Centrale Habitat	1 000	0	1 000	1 000	
29-15-13 - Secrétariat Général	500	969	0	-969	-100,00
29-15-14 - Dir.Génér. de l'Urbanisme et de la tographie	1 500	1 293	1 290	-3	-0,21
29-15-15 - Dir. Gle de la Reconstruction Edifices Pub et Logement	1 500	969	1 000	31	3,15
29-15-16 - Directions Régionales	1 000	969	1 000	31	3,15
29-15-17 - Direction des Ressources	500	646	700	54	8,30
29-15-18 - Entretien Matériels Topographiques	1 000	1 293	1 200	-93	-7,17
29-15-19 - Fonctionnement chargés de missions	1 000	0	0	0	
29-15-20 - Cellule contre VIH/SIDA	1 000	1 293	1 200	-93	-7,17
29-15-23 -Abonnements revues techniques	0	646	600	-46	-7,17
29-15-24 - Services Centres Prefectoraux	0	646	700	54	8,30
29-15-25 - Eau	0	388	380	-8	-2,06
29-15-26 - Electricité	0	1 939	1 900	-39	-2,01
29-15-27 - Téléhone, télex, Fax	0	6 000	6 000	0	0,00
29-15-90 - Carb. lub. Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
29-15-91 - Carburants et lubrifiants Services Centraux	1 500	1 293	1 250	-43	-3,30
29-15-93 - Carburants et lubrifiants Inspections Centrales	0	0	650	650	
29-15-94 - Carburants et lubrifiants Directions Régionales	0	1 293	1 250	-43	-3,30

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP- 30 - MIN. ENVIRONNEMENT, DEVELOPT DURABLE ET ECONOMIE SOCIALE	**7 150**	**244 027**	**0**	**-244 027**	**-100,00**
30-10 - Personnel	**0**	**217 699**	**0**	**-217 699**	**-100,00**
30-10-10 - Personnel Titulaire	0	196 948	0	-196 948	-100,00
30-10-92 - Personnel Appui	0	20 751	0	-20 751	-100,00
30-15 - Dépenses courantes et diverses	**7 150**	**26 328**	**0**	**-26 328**	**-100,00**
30-15-10 Cabinet	1 750	1 600	0	-1 600	-100,00
30-15-11 Secrétariat Général	0	1 293	0	-1 293	-100,00
30-15-12 - Direction Gén. Environnement	1 000	1 293	0	-1 293	-100,00
30-15-13 - Dtion de la Surveillance de l'Environnement	1 000	969	0	-969	-100,00
30-15-14 - Dtion de la Promo des Actions Environnementales	1 000	969	0	-969	-100,00
30-15-21 - Direction des Ressources	0	969	0	-969	-100,00
30-15-24 - Inspections Régionales	0	1 293	0	-1 293	-100,00
30-15-25 - Eau	0	1 615	0	-1 615	-100,00
30-15-26 - Electricité	0	3 329	0	-3 329	-100,00
30-15-27 - Téléphone, Télex, Fax	0	5 500	0	-5 500	-100,00
30-15-31 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	1 293	0	-1 293	-100,00
30-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 400	1 293	0	-1 293	-100,00
30-15-91 - Carb. et Lub. Direction Gle Environnement	1 000	776	0	-776	-100,00
30-15-92 - Carb. et Lub. Direction Gle Economie Sociale	0	1 293	0	-1 293	-100,00
30-15-93 - Carb. et Lub. Direction Gle Appui, Ressources, Etudes	0	1 293	0	-1 293	-100,00
30-15-94 - Carb. et Lub. Secrétariat Général	0	776	0	-776	-100,00
30-15-96 - Carb. et Lub. Inspections Régionales	0	776	0	-776	-100,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP - 32 - MIN. CHARGE DU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE	**14 150**	497 664	0	**-497 664**	**-100,00**
32-10 Personnel	**0**	**457 558**	**0**	**-457 558**	**-100,00**
32-10 -10 - Personnel Titulaire	0	413 624	0	-413 624	-100,00
32-10 -90 - Personnel Appui	0	43 934	0	-43 934	-100,00
32- 15 Dépenses courantes et diverses	**14 150**	**40 106**	**0**	**-40 106**	**-100,00**
32-15-10 Cabinet	1 750	1 600	0	-1 600	-100,00
32-15-11 Fonctionnement Inspection Centrale	1 000	0	0	0	
32-15-12 Fonctionnement Secrétariat Général	500	969	0	-969	-100,00
32-15-13 Fonctionnement Directions Régionales	500	1 293	0	-1 293	-100,00
32-15-14 Fonctionnement Clinique Vétérinaire	500	646	0	-646	-100,00
32-15-15 - Fonctionnement ANDE	4 000	3 232	0	-3 232	-100,00
32-15-17 - Fonctionnement Direction Gle CPSE	0	1 293	0	-1 293	-100,00
32-15-18 - Fonctionnement Direction Gle CSRRA	0	1 293	0	-1 293	-100,00
32-15-19 - Fonctionnement Collège Technique Elevage	0	1 939	0	-1 939	-100,00
32-15-20 - Oganisation JMA	0	5 494	0	-5 494	-100,00
32-15-21 - Restaurant CTE	0	4 524	0	-4 524	-100,00
32-15-22 - Eau	0	323	0	-323	-100,00
32-15-23 - Electricité	0	2 585	0	-2 585	-100,00
32-15-24 - Téléphone, Fax, Télex	0	8 000	0	-8 000	-100,00
32-15-90 Carburant et Lubrifiant Cabinet	1 400	1 293	0	-1 293	-100,00
32-15-91 Carburant et lubrifiant Inspection Centrale	750	0	0	0	
32-15-92 Carburant et lubrifiant Secrétariat Général	750	1 293	0	-1 293	-100,00
32-15-93 Carburant et lubrifiant Directions Régionales	1 000	1 616	0	-1 616	-100,00
32-15-94 Carburant et Lubrifiant DGCPSE	1 000	969	0	-969	-100,00
32-15-95 Carburant et Lubrifiant DGCSRRA	1 000	969	0	-969	-100,00
32-15-96 Carburant et Lubrifiant CTE	0	776	0	-776	-100,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 33 - MIN. CHARGE SECRETARIAT GENERAL GOUVERNEMENT ET RELATION C,N,T,	7 070	182 485	141 411	-41 074	-22,51
33 - 10 Personnel	0	59 263	67 031	7 768	13,11
33-10-10 Personnel Titulaire	0	50 636	50 636	0	0,00
33-10-90 Personnel Appui ENAM	0	0	4 962	4 962	
33-10-91 Personnel Appui	0	8 627	11 433	2 806	32,53
33-15 Dépenses courantes et diverses	7 070	123 222	74 380	-48 842	-39,64
33-15-10 - Cabinet ministre	1 750	1 600	2 500	900	56,25
33-15-11 - Fonctionnement services S.G.G	1 820	0	0	0	
33-15-12 - Abon. revues et journaux S.G.G	280	323	0	-323	-100,00
33-15-13 - Eau	0	110	110	0	0,00
33-15-14 - Electricité	0	1 939	1 900	-39	-2,01
33-15-15 - Téléphone, Télex, Fax	0	5 000	5 000	0	0,00
33-15-16 - Edition Journal Officiel	0	646	700	54	8,36
33-15-17 - Fonctionnement Secrétariat Général	0	2 500	0	-2 500	-100,00
33-15-18 - Fonctionnement Service du Protocole	0	0	2 000	2 000	
33-15-19 - Direction Gle Relation avec CNT	0	969	1 000	31	3,15
33-15-20- Direction Ressources	0	1 293	1 300	7	0,57
33-15-25 - Intervention aux travaux parlémentaires	0	646	700	54	8,30
33-15-26- Cellule de lutte contre le VIH/SIDA	0	1 293	1 200	-93	-7,19
33-15-27- ENAM	0	1 939	2 000	61	3,15
33-15-28 - Achats ouvrages, abonnement, Frais imprimés ENAM	0	969	1 000	31	3,20
33-15-29 - Founitures Elèves ENAM	0	3 232	3 200	-32	-0,99
33-15-30 - Filière Formation ENAM	0	96 949	48 000	-48 949	-50,49
33-15-89- Carburant et lubrifiants services SG.G.	1 820	0	0	0	
33-15-90 - Carb. Et lub. Cabinet	1 400	1 293	2 000	707	54,72
33-15-91 - Carb. Et lub. Secrétariat Général	0	776	0	-776	-100,00
33-15-93 - Carb. Et lub. Direction Gle Relation CNT	0	969	970	1	0,05
33-15-94 - Carb. Et lub. Direction des Ressources	0	776	800	24	3,15
33-15-95 - Carb. Et lub. ENAM	0	1 290	1 290	0	0,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
TITRE 03 : DEPENSES COMMUNES	**3 078 500**	**2 394 200**	**2 406 200**	**12 000**	**0,50**
CHAP. 36 - DEPENSES COMMUNES	**3 078 500**	**2 394 200**	**2 406 200**	**12 000**	**0,50**
36-15- Dépenses courantes et diverses	**1 946 500**	**1 766 200**	**1 768 200**	**2 000**	**0,11**
36-15-10 - Location immeubles	250 000	140 000	140 000	0	0,00
36-15-11 - Réparations civiles	100 000	60 000	60 000	0	0,00
36-15-12 - Imprimés	25 000	16 000	16 000	0	0,00
36-15-13 - Fêtes publiques	20 000	16 000	16 000	0	0,00
36-15-15 - Traitem. inform. impôts, solde, budget	200 000	120 000	250 000	130 000	108,33
36-15-17 - Cellules informatiques	5 000	5 000	5 000	0	0,00
36-15-18 - Remboursements divers	75 000	50 000	50 000	0	0,00
36-15-21 - Redevance Postale et Timbres	5 000	3 200	3 200	0	0,00
36-15-22 - Accueil missions étrangères	2 500	3 000	3 000	0	0,00
36-15-23 - Hébergement missions étrangères	10 000	6 000	6 000	0	0,00
36-15-24 - Hébergement des coopérants	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-25 - Consultations FMI; BM; Comité Tech. PAS	3 000	2 000	2 000	0	0,00
36-15-26 - Aide sociale aux famil. fonct. décédés	120 000	100 000	100 000	0	0,00
36-15-27 - Frais hospitalisation	200 000	100 000	100 000	0	0,00
36-15 32 - Comité de suivi du dialogue national	0	3 000	3 000	0	0,00
36-15-34 - Entretien central téléphonique	10 000	6 000	6 000	0	0,00
36-15-35 - Relance Campagne économique	5 000	5 000	5 000	0	0,00
36-15-36 - Entretien de matériel roulant	15 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-37 - Entretien de matériel informatique	7 000	6 000	6 000	0	0,00
36-15-38 - Entretien matériel et outillage	2 000	6 000	6 000	0	0,00
36-15-39 - Achat de mobilier d'habitation	10 000	5 000	5 000	0	0,00
36-15-40 - Achat de mobilier de bureau	7 000	6 000	6 000	0	0,00
36-15-41 - Entretien de bâtiments d'habitation	7 000	6 000	6 000	0	0,00
36-15-42 - Entretien de bâtiments de bureau	17 000	13 000	13 000	0	0,00
36-15-43 - Entretien install. (eau, électricité)	5 000	4 000	4 000	0	0,00
36-15-44 - Honoraire et frais divers(Avocat -Cons.)	30 000	32 000	32 000	0	0,00
36-15-45 - Maintien Sécurité intérieure	200 000	250 000	150 000	-100 000	-40,00
36-15-48 - Formation Gestionnaire des Crédits	4 000	3 000	3 000	0	0,00
36-15-49 - Investiture Chef de l'Etat	0	0	300 000	300 000	
36-15-51 - Formation Récyclage Perfectionnement	15 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-58 - Fonction. Comm. Caisse Aut. Pensions	2 000	2 000	2 000	0	0,00
36-15-59 - Cellule nationale de surv. Multilatérales	10 000	8 000	10 000	2 000	25,00
36-15-63 - Arriérés consommation publiqueTéléphone	50 000	160 000	100 000	-60 000	-37,50
36-15-64 - Arriérés consommation publique Eau	25 000	100 000	0	-100 000	-100,00
36-15-65 - Arriérés consommation Electricité	50 000	200 000	100 000	-100 000	-50,00
36-15-66 - Apurements divers arriérés	430 000	300 000	230 000	-70 000	-23,33
36-15-69 - Préparation Assemblée Générale CICA-RE	20 000	0	0	0	
36-16 - Frais de mission	**285 000**	**200 000**	**200 000**	**0**	**0,00**
36-16-10 - Frais de mission étranger	250 000	170 000	170 000	0	0,00
36-16-24 - Frais de mission à l'intérieur	25 000	20 000	20 000	0	0,00
36-16-25 - Carb.et Lubr.Mission intérieures	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-17 - Frais de transport	**847 000**	**428 000**	**438 000**	**10 000**	**2,34**
36-17-11 - Frais de transport étranger	350 000	150 000	150 000	0	0,00
36-17-12 - Frais de transport intérieur	20 000	20 000	20 000	0	0,00
36-17-13 - Transport diplomates	170 000	50 000	50 000	0	0,00
36-17-14 - Rapatriement diplomates	50 000	50 000	50 000	0	0,00
36-17-15 - Transport candidats et membre du jury	3 000	3 000	3 000	0	0,00
36-17-16 - Transport matériel	50 000	20 000	15 000	-5 000	-25,00
36-17-17- Transports Evacuations sanitaires	74 000	40 000	30 000	-10 000	-25,00
36-17-18 - Transport étudiants à l'étranger	70 000	50 000	50 000	0	0,00
36-17-19 - Transport contractuels	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-17-20 - Autres transports à l'extérieur (Posit. stage)	20 000	15 000	15 000	0	0,00
36-17-21 - Transports Equipements médicaux	0	0	25 000	25 000	
36-17-26 - Transferts des Dépouilles mortelles	30 000	20 000	20 000	0	0,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	**6 942 700**	**7 205 062**	**7 449 150**	**244 088**	**3,39**
CHAP. 37 - TRANSFERTS ORGANISM. NATIONAUX	**4 626 700**	**4 688 062**	**4 632 150**	**-55 912**	**-1,19**
37-15 - Transferts intra adminis. publique	**162 000**	**144 200**	**144 200**	**0**	**0,00**
37-15-11 - Subvention aux chambres consulaires	30 000	30 000	30 000	0	0,00
37-15-12 - Subv. conseils généraux préfectures	5 000	10 000	10 000	0	0,00
37-15-13 - Subv.Conseils Sous-Prefectures.	25 000	20 000	20 000	0	0,00
37-15-14 - Subv. Comité Luttre contre la drogue	7 000	5 600	5 600	0	0,00
37-15-15 - Coûts sociaux de restruct. sect. para-public	10 000	5 600	5 600	0	0,00
37-15-16 - Subv.Comité Technique Permant PAS(CTP/PAS)	30 000	20 000	20 000	0	0,00
37-15-17 - Subvention CSLP	20 000	15 000	15 000	0	0,00
37-15-18 - Indem. Chefs villages et quartiers	35 000	35 000	35 000	0	0,00
37-15-19 - Subvention ACFPE	0	3 000	3 000	0	
37-16 - Transferts aux adminis. auton.	**1 460 000**	**1 524 912**	**1 484 000**	**-40 912**	**-2,68**
37-16-10 - Quote-parts des pdts affec.aux Communes	310 000	310 000	310 000	0	0,00
37-16-11 - Dotation globale Assemblée nationale	0	0	1 000 000	1 000 000	
37-16-12 - Dotation globale Conseil National de Transition	1 000 000	1 040 912	0	-1 040 912	-100,00
37-16-13 - Subvention aux collectivités locales	150 000	174 000	174 000	0	0,00
37-17 - Transferts aux institutions à but non lucratif	**65 000**	**83 750**	**68 750**	**-15 000**	**-17,91**
37-17-10 - Subv. aux Organis.Culturelles	12 500	10 500	10 500	0	0,00
37-17-11 - Subv. aux Fédérations et Comité Sportifs	15 000	12 000	12 000	0	0,00
37-17-12 - Subv. aux Organisations Nationales	10 000	10 000	10 000	0	0,00
37-17-13 - Subv. aux Organisations Jeunesse	5 000	5 000	5 000	0	0,00
37-17-14 - Comité Suivi Pacte Reconciliation	0	0	0	0	
37-17-15 - Subv. Comité Interlocuteur BONUCA	2 500	1 250	1 250	0	0,00
37-17-16 - Jeux Olympiques	0	30 000	0	-30 000	
37-17-18 - Subvention Alliance Franco-Centrafricaine	7 500	7 500	7 500	0	0,00
37-17-19 - Appui au Comité de Suivi AIV	2 500	0	0	0	
37-17-20 - Organisation des premiers jeux régionaux	5 000	2 500	2 500	0	0,00
37-17-21 - Organisation Championnats scolaires -universit.	2 500	2 500	2 500	0	0,00
37-17-22 - Fonds d'Insertion sociale et économique jeunes	2 500	2 500	2 500	0	0,00
37-17-23 - Subv. Office Nat. des Anciens Combattants	0	0	15 000	15 000	
37-18 - Transferts aux ménages	**100 000**	**100 000**	**100 000**	**0**	**0,00**
37-18-11 - Indem.Licenct Plan d'effectifs et effets de privatisation	50 000	50 000	50 000	0	0,00
37-18-12 - Aide aux Victimes Calamités naturelles.	50 000	50 000	50 000	0	0,00
37-19 - Pensions	**2 839 700**	**2 835 200**	**2 835 200**	**0**	**0,00**
37-19-10 - Pensions veuves et orphelins	58 000	58 000	58 000	0	0,00
37-19-11 - Allocations viagères et Capital décès	19 000	19 000	19 000	0	0,00
37-19-12 - Emoluments Anciens Chefs d'Etat	24 700	20 200	20 200	0	0,00
37-19-13 - Allocations d'invalidité	10 000	10 000	10 000	0	0,00
37-19-14 - Caisse des pensions	2 328 000	2 328 000	2 328 000	0	0,00
37-19-15 - OCSS	400 000	400 000	400 000	0	0,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP.38 - TRANSFERTS ORGANISM. INTERNATIONAUX	**923 000**	**1 124 000**	**1 424 000**	**300 000**	**26,69**
38-15 - Transferts à des organismes Internationaux	**923 000**	**1 124 000**	**1 424 000**	**300 000**	**26,69**
38-15-10 - Contribution à l'ONU	125 000	65 000	65 000	0	0,00
38-15-11 - Contribution à l'OHADA	0	0	300 000	300 000	
38-15-12 - ASECNA	65 000	65 000	65 000	0	0,00
38-15-13 - Contribution Ecoles Inter Etats	0	20 000	20 000	0	0,00
38-15-14 - CEMAC et Institu. Spécial.	600 000	600 000	600 000	0	0,00
38-15-15 - CEEAC et Institu. Spécial.	0	300 000	300 000	0	0,00
38-15-16 - Union Africaine et Institutions spécialisées	100 000	50 000	50 000	0	0,00
38-15-24 - CONFEJES	3 000	4 000	4 000	0	0,00
38-15-25 - Contribution divers organismes	30 000	20 000	20 000	0	0,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 39 - BOURSES ETUDES FORMATIONS ET FRAIS ANNEXES	**1 393 000**	**1 393 000**	**1 393 000**	**0**	**0,00**
39-15 - Bourses d'Etudes et Formations	**1 303 000**	**1 303 000**	**1 303 000**	**0**	**0,00**
39-15-10 - Université de Bangui	400 000	400 000	400 000	0	0,00
39-15-12 - Ecole de formation enseignants	55 000	55 000	55 000	0	0,00
39-15-13 - Ecole de formation technique	10 000	10 000	10 000	0	0,00
39-15-15 - ENAM	15 000	15 000	15 000	0	0,00
39-15-16 - Ecole de formation agricole	30 000	30 000	30 000	0	0,00
39-15-17 - FRANCE	280 000	280 000	280 000	0	0,00
39-15-18 - AFRIQUE	300 000	300 000	300 000	0	0,00
39-15-19 - Bourse Elèves Régisseurs	0	0	0	0	
39-15-20 - Europe Amérique et Russie	213 000	213 000	213 000	0	0,00
39-16 - Frais de scolarité et Frais annexes	**90 000**	**90 000**	**90 000**	**0**	**0,00**
39-16-10 - Frais annexes de bourses	20 000	20 000	20 000	0	0,00
39-16-11 - Frais de scolarité à l'étranger	70 000	70 000	70 000	0	0,00

en millier de FCFA

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 2 003	CREDITS 2 004	CREDITS 2 005	Variation 2 005	Proportion %
CHAP. 40 - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	0	1 086 586	0	-1 086 586	-100,00
40-15-01 Projets du devéloppement du secteur minier		375 000	0	-375 000	-100,00
40-15-02 Réhabilitation et Equipements Urbains et Assainissement		110 000	0	-110 000	-100,00
40-15-03 Redevance pour Equipements Informatiques Finances		331 496	0	-331 496	-100,00
40-15-04 Fonds National de Securité		109 090	0	-109 090	-100,00
40-15-05 Entretien des Installations et Extension réseau eau Potable		111 000	0	-111 000	-100,00
40-15-06 Gestion des Dons Projets		50 000	0	-50 000	-100,00
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	82 407 477	83 158 708	82 219 285	685 358	0,82

INVESTISSEMENT

LOI DE FINANCES 2005
BUDGET D'INVESTISSEMENT PAR MINISTERE

Numero d'ordre	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004				Exercice 2005			
		Fin. intérieur B.E.C. 2004	Fin. Extérieur 2004		Total 2 004	Fin. intérieur B.E.C. 2005	Fin. Extérieur 2005		Total 2 005
			Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
1	Présidence	10 000	0	0	10 000	40 000	0	0	40 000
2	Assemblée Nationale & Conseil National de Transition	20 000	0	0	20 000	30 000	0	0	30 000
3	Primature	410 000	0	550 000	960 000	388 000	1 578 000	0	1 966 000
5	Affaires Etrangères, Intég. Régionale et de la Francophonie	0	0	0	0	20 000	0	0	20 000
6	Défense Nationale, de la Restructuration Armée et du Désarmement	15 000	529 453	0	544 453	75 000	700 000	0	775 000
7	Intérieur Chargé de l'Administration du Territoire	1 045 000	350 000	0	1 395 000	0	0	0	0
8	Justice, Droits de l'Homme de la Bonne Gouvernance	13 500	54 500	0	68 000	32 000	213 920	0	245 920
9	Communication, Réconcilation Nat. Culture Démo. Civique	55 000	0	0	55 000	35 000	0	0	35 000
10	Postes et Télécommunication chargé de la Nouvelle Techno.	15 000	0	0	15 000	12 000	0	0	12 000
12	Agriculture et Elevage	81 000	1 230 981	0	1 311 981	216 000	484 637	0	700 637
13	Développement de l'Elevage	330 000	523 133	0	853 133	0	0	0	0
14	Relation avec le Parlement	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Mines,Energie et Hydraulique	30 000	650 000	0	680 000	389 000	964 000	1 020 000	2 373 000
16	Famille, Affaires Sociales et Solidarité Nationale	91 000	427 000	0	518 000	62 000	213 920	0	275 920
17	Education Nationale, Alpha. Enseig. Sup. Recherche	205 000	382 106	0	587 106	229 000	292 991	0	521 991
18	Sécurité Publique	0	0	0	0	80 000	0	0	80 000
19	Commerce, Industries, Promotion Secteur Privé	30 000	0	0	30 000	21 500	0	0	21 500
20	Eaux,Forêts,Chasse,Pêches	1 386 500	1 148 849	0	2 535 349	1 172 000	1 684 000	0	2 856 000
21	Environnement, Développement durable et Economie Sociale	15 000	107 000	0	122 000	0	0	0	0
22	Tourisme, Artisanat et Environnement	413 500	0	0	413 500	139 000	0	0	139 000
23	Jeunesse, Sports, Arts et Culture	57 000	26 500	0	83 500	105 500	52 425	0	157 925
24	Santé Publique et de la Population	618 200	3 178 233	0	3 796 433	435 000	3 884 603	0	4 319 603
26	Fonction Publique, Travail, Sécurité Sociale Insertion Prof.	25 000	0	0	25 000	42 000	0	0	42 000
27	Equipement et des Transports	1 760 886	756 400	0	2 517 286	1 510 000	3 528 000	0	5 038 000
28	Reconstruction Edifices Publices, Urbanisme et Logement	328 000	1 000 000	2 000 000	3 328 000	146 000	1 000 000	6 000 000	7 146 000
29	Economie, Finances, Budget	95 000	0	0	95 000	1 315 000	318 852	0	1 633 852
30	Plan et Coopération Internationale	225 000	1 086 091	0	1 311 091	212 000	1 288 202	0	1 500 202
32	SGG et Relation avec le CNT	35 000	0	0	35 000	40 000	0	0	40 000
	Total Budget d'investissement (hors douanes projets)	7 309 586	11 450 246	2 550 000	21 309 832	6 746 000	16 203 550	7 020 000	29 969 550
	Droits de douanes projets	1 000 000	0	0	1 000 000	1 000 000	0	0	1 000 000
	Total Budget d'Investissement	**8 309 586**	**11 450 246**	**2 550 000**	**22 309 832**	**7 746 000**	**16 203 550**	**7 020 000**	**30 969 550**

En milliers de F.CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2004 Total	Exercice 2005 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Emprunt	Total 2005
1		**Présidence**								
906 555	40-10-01	Réhabilitation et équipement Palais de la Renaissance	0			0	40 000	0	0	40 000
909 043	40-10-02	Equipement de l'Inspection Générale d'Etat	10 000			10 000	0	0	0	0
		Total	**10 000**	**0**	**0**	**10 000**	**40 000**	**0**	**0**	**40 000**
2		**Assemblée Nationale / Conseil National de Transition**								0
908 030	70-10-01	Equipement Assemblée Nationale	20 000			20 000	30 000			30 000
	70-10-02	Equipement Conseil National de Transition	0			0	0			0
		Total	**20 000**	**0**	**0**	**20 000**	**30 000**	**0**	**0**	**30 000**
3		**Primature**								
904 003	40-20-01	Equipement et réhabilitation de la Primature	0			0	30 000			30 000
908 013	40-20-02	Désarmement	0			0	0			0
908 033	40-20-03	Finition clôture de l'ENAM	0			0	0			0
908 001	40-20-04	Equipement du CPRAC	5 000			5 000	8 000			8 000
905 402	40-20-05	Dialogue National	0			0	0			0
	40-20-06	Mise en oeuvre Récommandations du dialogue national	150 000			150 000	0			0
908 556	40-20-07	Aquisition véhicules administratifs	170 000			170 000	150 000			150 000
908 069	40-20-08	Equipement Haut Commissariat aux Droits de l'Homme	10 000			10 000	0			0
908 070	40-20-09	Programme Décentralisation, Régionalisation	15 000			15 000	0			0
908 071	40-20-10	Equipement du Sécrétariat Général du Gouvernement	0			0	0			0
908 002	40-20-11	Equipement Haut Commissariat aux nouvelles Technologies	10 000			10 000	0			0
908 200	40-20-12	Aménagement des locaux Délégation aux Sociétés d'Etat	0			0	10 000			10 000
828 411	40-20-16	Action de relance des secteurs sociaux						1 337 000		1 337 000
814 049	40-20-17	Programme multisectoriel de lutte contre le SIDA	50 000		550 000	600 000	140 000	241 000		381 000
	40-20-18	Réhabilitation du Bulding Administratif					50 000			50 000
		Total	**410 000**	**0**	**550 000**	**960 000**	**388 000**	**1 578 000**	**0**	**1 966 000**
5		**Affaires étrangères**								
	60-10-04	Equipement de l'Administration Centrale	0			0	20 000			20 000
		Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**0**	**0**	**20 000**
6		**Défense,Restructuration de l'Armée**								
906 003	70-20-05	Construction sites militaires Bria, Zémio, Kaga-Bandoro, Nola Bouar	15 000			15 000	0			0
939 403	70-20-06	Prévention des crises et de renouvellemnt	0	29 453		29 453	0			0
838 103	70-20-07	Programme National d'appui restauration sécurité pour dévept. (PNARSD-DDR)	0	500 000		500 000	0	700 000		700 000
906 004	70-20-08	Réhabilitation des Casernes Militaires (IZAMO, OBROU, BIT1)	0			0	15 000			15 000
	70-20-09	Fonds Nationale de Sécurité	0			0	50 000			50 000
909 050	70-20-10	Renforcement du Ministère de la Défense	0			0	10 000			10 000
		Total	**15 000**	**529 453**	**0**	**544 453**	**75 000**	**700 000**	**0**	**775 000**
7		**Intérieur Chargé de l'Administration du Territoire**								
908 034	60-20-02	Renforcement du Ministère de l'Intérieur	15 000			15 000	0			0
814 010	60-20-03	Appui à la sécurité civile	15 000	350 000		365 000	0			0
908 005	60-20-04	Appui au Programme de remobilisation des policiers	15 000			15 000	0			0
909 599	60-20-05	Appui Organisation élections Municipale et législative	1 000 000			1 000 000	0			0
		Total	**1 045 000**	**350 000**	**0**	**1 395 000**	**0**	**0**	**0**	**0**

En milliers de F CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004 Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent.	Fin. Extérieur Emprunt	Total	Exercice 2005 Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent.	Fin. Extérieur Emprunt	Total 2005
8		**Justice, Droits de l'Homme et Bonne Gouvernance**								
839 400	40-30-01	Appui aux tribunaux pour enfants suivi Conv. Droit enfant		54500		54 500	0			0
839 401	40-30-02	Action de lutte contre la corruption et promo transparence						213920		213 920
906 005	40-30-03	Réhabilitation du Conseil d'Etat	0			0	6 000			6 000
905 401	40-30-06	Equipement de la Cour des comptes	13 500			13 500	0			0
906 007	40-30-09	Réhabilitation et Equipement de l'Inspection Gle des Sces Judiciaires	0			0	6 000			6 000
908 079	40-30-10	Renforcement du Ministère de la Justice	0			0	10 000			10 000
906 008	40-30-11	Réhabilitation du local de la Cour des Comptes	0			0	10 000			10 000
		Total	**13 500**	**54 500**	**0**	**68 000**	**32 000**	**213 920**	**0**	**245 920**
9		**Communication Réconciliation Nationale Culture Civique**								
656 201	60-30-01	Réhabilitation de la Radio Centrafrique	15 000	0		15 000	0			0
658 555	60-30-04	Equipement Radio - Télévision - ACAP	25 000	0		25 000	0			0
656 301	60-30-08	Equipement du Ministère de la Communication	15 000			15 000	0			0
659 002	60-30-09	Projet de renforcement des capacité du Ministère					10 000			10 000
658 556	60-30-10	Equipement Radio - Télévision - ACAP - Radios locales					20 000			20 000
658 557	60-30-11	Equipement de la Direction Générale Réconciliation Culture Civique					5 000			5 000
		Total	55 000	0	0	55 000	35 000	0	0	35 000
10		**Postes, télécommunications**								
642 001	80-30-02	Renforcement du ministère de la poste	15 000			15 000	10 000			10 000
642 002	80-30-03	Projet informatisation chèques postaux					2 000			2 000
		Total	**15 000**	**0**	**0**	**15 000**	**12 000**	**0**	**0**	**12 000**
12		**Agriculture et Elevage**								
		Agriculture								
114 009	50-40-03	Programme spécial de sécurité alimentaire	10 000	65 520		75 520		62 037		62 037
114 010	50-40-04	Production maraichère en zone péri-urbaine	15 000			15 000				0
117 010	50-40-05	Appui aux structures rurales en zone cotonnière	0	60 000		60 000		156 000		156 000
119 025	50-40-07	Renforcement capacité de l'organe de planification agricole	15 000			15 000	12 000			12 000
119 026	50-40-08	Appui à la production des semences vivrières	16 000			16 000	15 000			15 000
	50-40-09	Ferme agricole de M'poko					10 000			10 000
424 006	50-40-11	Hydraulique villageoise en zone cotonnière	0	30 461		30 461				0
611 001	50-40-14	Réhab. ouvrages d'art en zone cafeière(M-Kadéi-Lobaye)	0	515 000		515 000				0
116 425	50-40-15	Réhabilitation équipt. Délégations développement rural	0			0	18 000			18 000
	50-40-16	Appui à la préparation de la mise en eouvre du PDDA					7 000			7 000
111 002	50-40-18	Restructuration du SCNPJ	15 000			15 000	8 000			8 000
119 426	50-40-19	Relance système permanent des statistiques Agricoles	0	152 600		152 600	9 000	152 600		161 600
116 003	50-40-20	Réhabilitation du CTDR et du CPA de Ngoulinga	10 000	0	0	10 000	10 000			10 000
118 021	50-40-22	Assistance d'urgence Prod. Vivriers et marachers affect. Crise octobre 2002	0	96 200		96 200				0
118 022	50-40-23	Appui aux organisations paysannes	0	119 900		119 900				0
117 400	50-40-24	Dissémination des connaissances en agriculture	0	136 300		136 300				0
116 004	50-40-25	Réhabilitation de l'ICRA					15 000			15 000
	50-40-26	Appui à l'ACDA					12 000			12 000
118 023	50-40-27	Téléfood	0	55 000		55 000				0
		Total	**81 000**	**1 230 981**	**0**	**1 311 981**				

En milliers de F.CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2004 Total	Exercice 2005 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2005 Total 2005
13		**Elevage**								
128 004	50-40-28	Programme Africain de Lutte contre les Epizooties(PACE)	0	158 700	0	158 700				0
128 005	50-40-29	Appui aux organis.profes.secteur élévage (PAOPSE)	0	108 233	0	108 233		15 000		15 000
126 400	50-40-30	Equipement, réhabilitation Ministère de l'Elevage	0			0				0
129 031	50-40-31	Projet Promotion pour Développement de l'Agriculture et de l'élevage	330 000			330 000	100 000			100 000
128 400	50-40-35	Assistance d'urgence Eléveurs petits bétail zone péri-urbaine Bangui		174 400		174 400				0
129 400	50-40-37	Création d'un centre communautaire multimédia d'appui au dév. Rural		81 800		81 800		99 000		99 000
		Total	**330 000**	**523 133**	**0**	**853 133**	**216 000**	**484 637**	**0**	**700 637**
15		**Mines, Energie et Hydraulique**								
209 005	80-40-01	Projets de développement du secteur minier(Promotion minière)	0			0	200 000			200 000
421 002	80-40-02	Développement eaux souterraines de Bangui	0			0				0
422 002	80-40-03	4 ième projet Alimentation en Eau Potable (AEP)	0	200 000		200 000				0
424 005	80-40-04	Programme Eau et Assainisement	15 000	450 000		465 000	30 000	137 000		167 000
424 009	80-40-05	Program. National d'alimentat° eau , assainis. (MB,HB,BK,MP,LB)	15 000			15 000	25 000			25 000
423 003	80-40-07	Entretien des installations et extension réseau eau potable	0			0	66 000			66 000
424 010	80-40-08	Hygène assainissement autonome à faible coût (Etudes).					5 000			5 000
424 011	80-40-09	Eau potable en zone périphérique de Bangui (Etudes)					5 000			5 000
424 013	80-40-10	Appui à la Direction régionale de l'hydraulique					8 000			8 000
424 012	80-40-11	Appui à la planification énergetique et le développement du secteur					10 000			10 000
411 005	80-40-12	Programme, renforcement de capacité en micro-mini centrale élec.					30 000	827 000	1 020 000	1 877 000
411 004	80-40-13	Etude du site de Dimbouli pour aménagement hydroélectrique	0			0	10 000			10 000
		Total	**30 000**	**650 000**	**0**	**680 000**	**389 000**	**964 000**	**1 020 000**	**2 373 000**
16		**Famille, Affaires Sociales Solidarité Nationale**								
834 003	50-30-01	Renforcement institutionnel D.G. Promotion Féminine	0			0	5 000			5 000
839 013	50-30-02	Genre, Population et Développement	0	54 000		54 000				0
839 014	50-30-03	Renforcement capacité d'actions sociales et d'urgence	10 000			10 000				0
836 667	50-30-05	Construction équipement centres formation handicapés moteurs et visuels	15 000			15 000	10 000			10 000
836 668	50-30-06	Construction équipement Directions régionales	10 000			10 000				0
836 095	50-30-07	Réhabilitation locaux jardins d'enfants et garderies	15 000	58 000		73 000	10 000	53 480		63 480
838 035	50-30-08	Appui institutionnel Direction études planification et statistiques sociales	0			0	7 000			7 000
836 097	50-30-09	Vulgarisation code de la famille	0	59 000		59 000				0
836 100	50-30-12	Réhabilitation et Equipement Centre de formation de Damara	0			0	11 000			11 000
838 030	50-30-13	Soutien aux enfants en besoin de protection spéciale	15 000	56 000		71 000		106 960		106 960
837 100	50-30-17	Renforcement du rôle de développement communautaire	0	100 000		100 000		53 480		53 480
836 669	50-30-18	Réhabilitation et Equipement Centre de la mère et de l'enfant	15 000			15 000				0
838 401	50-30-19	Fonds social de développement (Plan)	0	100 000		100 000				0
838 400	50-30-20	Réhab. Et renforcement capacité centre de formation Benz-vi	11 000			11 000	4 000			4 000
	50-30-21	Réhabilitation de la Direction des services centraux					5 000			5 000
	50-30-22	Construction et équip. Atélier montage de tricycles					5 000			5 000
834 004	50-30-24	Appui à la Direction des Services Centraux					5 000			5 000
		Total	**91 000**	**427 000**	**0**	**518 000**	**62 000**	**213 920**	**0**	**275 920**

En milliers de F CFA			Exercice 2004				Exercice 2005			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent.	Fin. Extérieur Emprunt	Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent.	Fin. Extérieur Emprunt	Total 2005
17		**Education Nationale, Alphabétisation et Recherche Scientifique**								
		Education Nationale								
826 004	50-20-01	Rehabilitation équipt. Etablis. secondaires mobiliers mat. didactiques	35 000	0	0	35 000	26 000			26 000
826 005	50-20-02	Réhabilitation Equipement écoles primaires mobiliers mat. Didactiques	45 000	0	0	45 000	75 000			75 000
827 007	50-20-05	Equipement Lycée Technique	15 000		0	15 000				0
823 100	50-20-06	EDUCA 2000	0	36 000	0	36 000				0
823 102	50-20-07	Education vie familiale et en matière de population à l'école	0	40 000	0	40 000				0
826 033	50-20-11	Construction Equipement établissements d'enseignement Province					50 000			50 000
826 034	50-20-12	Promotion éducation filles dans sytème formels, non formels (NG,UA)	0	174 000	0	174 000		53 480		53 480
826 035	50-20-13	Réhabilation Equipement établissement enseignement en province					5 000			5 000
826 101	50-20-14	Construction et Equipement établissements d'enseignement	30 000			30 000				0
828 011	50-20-17	Appui à l'Ecole des métiers d'arts	15 000			15 000	5 000			5 000
828 412	50-20-18	Lancement de l'année scolaire 2004-2005						24 511		24 511
828 304	50-20-19	Equipement des Inspections académiques	10 000		0	10 000				0
828 490	50-20-21	Appui à l'enseignement tehnique et professionnel	0	132 106	0	132 106		215 000		215 000
		Total	**150 000**	**382 106**	**0**	**532 106**	**161 000**	**292 991**	**0**	**453 991**
		Enseignement supérieur								
822 026	50-25-01	Réhabilitation et Equipe.de l'Institut Supérieur de Dév. Rural (ISDR)	20 000	0	0	20 000	10 000			10 000
822 028	50-25-02	Réhabilitation et Equipement de l'Université de Bangui	15 000	0	0	15 000	20 000			20 000
826 401	50-25-04	Construction, réhabilitation et Equipement restaurant universitaire	5 000			5 000	8 000			8 000
827 008	50-25-05	Equipement et renforcement capacité bureau Etudes, planif, archives	5 000			5 000	10 000			10 000
826 403	50-25-06	Réhabilitation et Equipement bibliothèque de l'université	10 000			10 000	10 000			10 000
	50-25-07	Réhabilitation bâtiment universitaire (FACSS)					10 000			10 000
		Total	**55 000**	**0**	**0**	**55 000**	**68 000**	**0**	**0**	**68 000**
18		**Sécurité publique**								
908 034	70-30-01	Renforcement du Ministère de la Sécurité Publique	0			0	10 000			10 000
814 010	70-30-02	Appui à la sécurité civile	0	0		0	50 000			50 000
908 005	70-30-03	Appui au Programme de remobilisation des policiers	0	0	0	0	10 000			10 000
904 002	70-30-04	Equipement Police Nationale	0	0	0	0	10 000			10 000
		Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**80 000**	**0**	**0**	**80 000**
19		**Commerce, Industrie Promotion Secteur privé**								
706 400	80-70-01	Construction équipement de Direction régionale et Sces Centraux	15 000	0	0	15 000				0
706 401	80-70-02	Construction Batiment guichet unique	15 000	0	0	15 000				0
702 001	80-70-03	Plan directeur pour la promotion de l'industrie					8 000			8 000
702 002	80-70-04	Appui à la commission nationale des investissements					4 000			4 000
702 003	80-70-05	Appui à la direction des études et de la planification					7 000			7 000
	80-70-06	Elaboration du guide de l'investisseur					2 500			2 500
		Total	**30 000**	**0**	**0**	**30 000**	**21 500**	**0**	**0**	**21 500**
20		**Eaux, Forêts, Chasse, Pêches**								
34 001	80-50-01	Protection Forêts de Bangassou (CAFDT)		287 000	0	287 000	30 000	287 000		317 000
38 010	80-50-05	Appui à la réalis. plans aménagements forestiers(Berbérati)		345 849	0	345 849		656 000		656 000
38 011	80-50-06	Appui à l'administration forestière		50 000	0	50 000		50 000		50 000
32 001	80-50-07	Ecosystème Forestier en Afrique Centrale (PDZCV)			0	0	90 000			90 000
	80-50-08	Ecosystème Forestier en Afrique Centrale (N'GOTO) / (CAFDT)					45 000			45 000

En milliers de F.CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2004 Total	Exercice 2005 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Emprunt	Total 2005
										1 000 000
139 002	80-50-09	Projets de développement du secteur forestier	1 386 500		0	1 386 500	1 000 000			0
613 027	80-50-10	Réhabilitation 4 pistes forestières		150 000	0	150 000				11 000
839 403	80-50-11	Assistance aux déplacés de 2001 (pêche)		11 000		11 000		11 000		550 000
152 400	80-50-12	Conservation des écosystème naturel de Chiko-ouara		175 000		175 000		550 000		137 000
153 001	80-50-13	Aménagement de la réserve de Dzanga Sangha		130 000		130 000	7 000	130 000	0	**2 856 000**
		Total	**1 386 500**	**1 148 849**	**0**	**2 535 349**	**1 172 000**	**1 684 000**	**0**	
										0
										0
21		**Environnement, Développement Durable et Economie Sociale**		107 000		107 000				**0**
139 005	90-10-08	Projet Régional Gestion Informat° Environnem. (PRGIE/ADIE)	15 000			15 000				
139 400	90-10-09	Agence National de l'Economie Sociale et solidaire	**15 000**	**107 000**	**0**	**122 000**	**0**	**0**	**0**	
		Total								
										60 000
22		**Développement du Tourisme Artisanat-Environnement**								35 000
			180 000			180 000	60 000			0
706 403	80-60-02	Construction site touristique (VAT)/CAFDT)	55 000			55 000	35 000			8 000
706 404	80-60-03	Equipement hôtel de chasse (CAFDT)	75 000			75 000				31 000
706 405	80-60-04	Réhabilitation, Equipement bâtiment Ministère du Tourisme	5 000			5 000	8 000			0
703 400	80-60-05	Etude de la Création d'un office national du Tourisme (CAFDT)	29 500			29 500	31 000			5 000
703 401	80-60-06	Mise en place compte satéllite du Tourisme (CAFDT)	5 000			5 000				0
701 400	80-60-09	Etude de revovation des auberges traditionnelles	25 500			25 500	5 000			**139 000**
703 402	80-60-10	Inventaire général des ressources touristiques	38 500			38 500				
613 400	80-60-11	Réfection piste d'accès chute de Boali	**413 500**	**0**	**0**	**413 500**	**139 000**	**0**	**0**	
		Total								
										57 425
23		**Jeunesse, Sports, Arts et Culture**		26500		26 500	5 000	52 425		9 000
817 400	60-50-01	IEC pour chagt. Comport. Santé repro. Adoles/jeunes					9 000			0
821 001	60-50-02	Organisation d'un séminaire de la politique en matière de la Jeunesse				15 000				20 000
826 410	60-50-03	Equipement ministère jeunesse et sport	15 000			0	20 000			0
826 105	60-50-06	Réhabilitation Batiments département jeunesse et sport	0			15 000				4 500
826 033	60-50-09	Création d'un musée Boganda au mausolée de Bobangui	15 000			0	4 500			5 000
823 001	60-50-10	Réhabilitation centre national jeunesse et sport	0				5 000			7 000
823 002	60-50-11	Réhabilitation des Infrastructures sportives régionales (Etudes)					7 000			10 000
	60-50-12	Equipement du centre médico sportif				10 000	10 000			30 000
826 301	60-50-13	Musée de la femme	10 000				30 000			15 000
826 034	60-50-14	Sauvégarde et révitalisation tradition orale des pygmés Aka					15 000			0
826 034	60-50-15	Inventaire général du patrimoine culturel et mobilier				5 000				0
828 302	60-50-16	Appui au festival panafricain	5 000			2 000				0
825 502	60-50-18	Implantation d'une Galerie d'objets d'arts contemporains	2 000			10 000				**157 925**
828 500	60-50-19	Renforcement du département des Arts et Culture	10 000							
		Total	**57 000**	**26 500**	**0**	**83 500**	**105 500**	**52 425**	**0**	

En milliers de F.CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2004 Total	Exercice 2005 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Emprunt	Total 2005
139 002	80-50-09	Projets de développement du secteur forestier	1 386 500		0	1 386 500	1 000 000			1 000 000
613 027	80-50-10	Réhabilitation 4 pistes forestières		150 000	0	150 000				0
839 403	80-50-11	Assistance aux déplacés de 2001 (pêche)		11 000		11 000		11 000		11 000
152 400	80-50-12	Conservation des écosystème naturel de Chiko-ouara		175 000		175 000		550 000		550 000
153 001	80-50-13	Aménagement de la réserve de Dzanga Sangha		130 000		130 000	7 000	130 000		137 000
		Total	**1 386 500**	**1 148 849**	**0**	**2 535 349**	**1 172 000**	**1 684 000**	**0**	**2 856 000**
										0
21		**Environnement, Développement Durable et Economie Sociale**		107 000		107 000				0
139 005	90-10-08	Projet Régional Gestion Informat° Environnem. (PRGIE/ADIE)	15 000			15 000				0
139 400	90-10-09	Agence National de l'Economie Sociale et solidaire	**15 000**	**107 000**	**0**	**122 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Total								
22		**Développement du Tourisme Artisanat-Environnement**								60 000
			180 000			180 000	60 000			35 000
706 403	80-60-02	Construction site touristique (VAT)/CAFDT)	55 000			55 000	35 000			0
706 404	80-60-03	Equipement hôtel de chasse (CAFDT)	75 000			75 000				8 000
706 405	80-60-04	Réhabilitation, Equipement bâtiment Ministère du Tourisme	5 000			5 000	8 000			31 000
703 400	80-60-05	Etude de la Création d'un office national du Tourisme (CAFDT)	29 500			29 500	31 000			0
703 401	80-60-06	Mise en place compte satéllite du Tourisme (CAFDT)	5 000			5 000				5 000
701 400	80-60-09	Etude de revovation des auberges traditionnelles	25 500			25 500	5 000			0
703 402	80-60-10	Inventaire général des ressources touristiques	38 500			38 500				**139 000**
613 400	80-60-11	Réfection piste d'accès chute de Boali	**413 500**	**0**	**0**	**413 500**	**139 000**	**0**	**0**	
		Total								
										57 425
23		**Jeunesse, Sports, Arts et Culture**		26500		26 500	5 000	52 425		9 000
817 400	60-50-01	IEC pour chagt. Comport. Santé repro. Adoles/jeunes					9 000			0
821 001	60-50-02	Organisation d'un séminaire de la politique en matière de la Jeunesse				15 000				20 000
826 410	60-50-03	Equipement ministère jeunesse et sport	15 000			0	20 000			0
826 105	60-50-06	Réhabilitation Batiments département jeunesse et sport	0			15 000				4 500
826 033	60-50-09	Création d'un musée Boganda au mausolée de Bobangui	15 000			0	4 500			5 000
823 001	60-50-10	Réhabilitation centre national jeunesse et sport	0				5 000			7 000
823 002	60-50-11	Réhabilitation des Infrastructures sportives régionales (Etudes)					7 000			10 000
	60-50-12	Equipement du centre médico sportif				10 000	10 000			30 000
826 301	60-50-13	Musée de la femme	10 000				30 000			15 000
826 034	60-50-14	Sauvégarde et révitalisation tradition orale des pygmés Aka					15 000			0
826 034	60-50-15	Inventaire général du patrimoine culturel et mobilier				5 000				0
828 302	60-50-16	Appui au festival panafricain	5 000			2 000				0
825 502	60-50-18	Implantation d'une Galerie d'objets d'arts contemporains	2 000			10 000				157 925
828 500	60-50-19	Renforcement du département des Arts et Culture	10 000							
		Total	**57 000**	**26 500**	**0**	**83 500**	**105 500**	**52 425**	**0**	

En milliers de F CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2004 Total	Exercice 2005 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2005 Total 2005
24		**Santé publique et population**								
814003	50-10-01	Santé de reproduction dans les formations sanitaires		95 318		95 318	0	73 781		73 781
838 032	50-10-02	ACABEF/ Ouaka-Ouham-Bangui	0	55 137		55 137		34 000		34 000
814 005	50-10-03	Programme élargi de vaccinations	100 000	550 000		650 000	70 000	1 016 000		1 086 000
814 006	50-10-04	Lutte contre les MST et le sida	0	489 000		489 000		236 000		236 000
814 007	50-10-05	Programme national de lutte contre la lèpre	20 000	125 000		145 000				0
814 008	50-10-06	Lutte contre les maladies diarrhéiques et le Paludisme	10 000	1 680		11 680	10 000			10 000
811 100	50-10-07	Renforcement du SNIS	16 000	78 000		94 000	5 000	16 000		21 000
814 044	50-10-08	Lutte contre la trypanosomiase	25 000			25 000	5 000	25 000		30 000
814 009	50-10-09	Lutte contre l'onchocercose et la druncunculose	16 000	26 000		42 000	5 000	118 000		123 000
817 012	50-10-10	Nutrition lutte contre troubles dus carence d'iode	10 000	109 000		119 000		26 740		26 740
816 001	50-10-12	Réhabilitation hôpital de l'Amitié	40 000			40 000	35 000			35 000
816 002	50-10-13	Réhabilitation station eaux usées hôpital Amitié.	10 000			10 000				0
818 015	50-10-14	Eau et assainissement	0	136 250		136 250		80 220		80 220
818 016	50-10-15	Soins de Santé Primaire (SSP)	0	278 538		278 538		185 255		185 255
818 017	50-10-16	Renforcement des services de la santé	0	270 536		270 536				0
818 042	50-10-17	Appui au programme sectoriel de santé	0			0		496 353		496 353
818 018	50-10-18	Réhabilitation des infrastructures sanitaires (Centres de Santé)	30 000			30 000	30 000			30 000
818 029	50-10-19	Santé des adolescents	0	27 766		27 766		15 000		15 000
814 045	50-10-20	Lutte contre la tuberculose	0	202 800		202 800	12 000	19 000		31 000
818 037	50-10-21	Appui au programme de santé bucco-dentaire	21 200	24 750		45 950	5 000	24 000		29 000
818 043	50-10-22	Programme d'appui au secteur Santé	0	300 000		300 000		656 000		656 000
818 400	50-10-24	Sécurité Transfusionnelle dans les formations sanitaires	20 000	5 600		25 600	28 000	6 696		34 696
814 050	50-10-25	Prévention de la transmission du VIH/SIDA mère-enfant	0	106 200		106 200		53 480		53 480
814 047	50-10-26	Programme Ville Santé	0	22 400		22 400		25 000		25 000
812 001	50-10-28	Réhabilitation des Hôpitaux régionaux universitaires	50 000			50 000	40 000			40 000
812 002	50-10-29	Réhabilitation C.N.H.U.B (ORL/Ophtalmo)	20 000			20 000	0			0
	50-10-30	Réhabilitation C.N.H.U.B (Dermatologie)					8 000			8 000
814 445	50-10-31	Installation du centre d'hémodialyse au CNHUB	40 000			40 000	0			0
811 400	50-10-33	Appui à l'élaboration du PNDS II	4 000			4 000	0			0
818 440	50-10-34	Appui actvités d'IEC pour Changement de Comportement. en Santé de Repro.	0	26 709		26 709	5 000	23 000		28 000
811 440	50-10-35	Surveillance des maladies transmissibles	0	113 680		113 680		133 700		133 700
811 403	50-10-36	Elaboration programme national de lutte contre le Diabète	0	16 940		16 940				0
814 444	50-10-37	Promotion de la Santé	0	40 604		40 604		40 600		40 600
811 402	50-10-38	Elaboration programme national Santé mentale / Toxicoma.	0	9 274		9 274				0
817 427	50-10-39	Préparation aux situations d'urgences et secours	0	2 800		2 800		15 392		15 392
819 431	50-10-40	Accès qualité et usage médicaments essentiels	0	35 574		35 574		100 000		100 000
818 430	50-10-41	Appui à la FACSS	0	28 677		28 677		30 000		30 000
813 457	50-10-42	Contruction équipement dépôts pharmaceutiques régionaux préfectoraux	40 000			40 000	40 000			40 000
819 402	50-10-43	Renforcement capacité d'analyse laboratoire national en réactifs	40 000			40 000	32 000			32 000
812 400	50-10-44	Réhabilitation du Complexe poédiatrique	30 000			30 000	30 000			30 000
816 400	50-10-45	Equipement du service de radiologie au C.N.H.U.B.	20 000			20 000	35 000			35 000
812 401	50-10-46	Réhabilitation du service de psychiatrie	20 000			20 000				0
818 442	50-10-47	Organisation des services de santé						206 704		206 704
818 500	50-10-48	Renforcement de la maintenance des équipements biomédicaux	11 000			11 000	15 000			15 000
812 402	50-10-49	Equipement du service de la documentation et des archives	10 000			10 000				0
812 403	50-10-50	Réfection et équipement du service de la réglementation sanitaire	15 000			15 000	5 000			5 000
	50-10-51	Renforcement du service de coordination de l'aides extérieures					5 000			5 000
	50-10-52	Lutte anti-vectorielle					10 000			10 000

En milliers de F.CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2004 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2004 Fin. Extérieur Emprunt	Exercice 2004 Total	Exercice 2005 Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Subvent.	Exercice 2005 Fin. Extérieur Emprunt	Total 2005
							5 000			5 000
	50-10-53	Etude d'installation d'un scanographe corps entier						53 480		53 480
814 008	50-10-54	Lutte contre le paludisme						106 960		106 960
814 051	50-10-56	Prévention lutte et éradication des maladies transmissibles						5 348		5 348
814 052	50-10-57	Surveil, Prévent° prise en charge des maladies non transmissibles						62 894		62 894
818 443	50-10-58	Pour une grossesse à moindre risque								
		Total	**618 200**	**3 178 233**	**0**	**3 796 433**	**435 000**	**3 884 603**	**0**	**4 319 603**
26		**Fonction Pub., Travail, Sécurité Sociale, Insertion Prof.**								
906 008	60-40-01	Renforcement du Ministère de la Fonction publique	10 000	0	0	10 000	12 000			12 000
906 400	60-40-02	Réhabilitation et Equipement 2 directions générales	0				20 000			20 000
902 444	60-40-05	Fichier unique du personnel de l'Etat (FURCA)	15 000			15 000	10 000			10 000
		Total	**25 000**	**0**	**0**	**25 000**	**42 000**	**0**	**0**	**42 000**
27		**Equipement et des Transports**								
		Equipement	1 760 886		0	1 760 886	1 500 000			1 500 000
612 003	80-80-01	Entretien du réseau routier(Fonds routier)	0		0	0		500 000		500 000
612 006	80-80-02	Bitumage de la route Bossemptélé- Baoro- Bouar		200 000	0	200 000		1 000 000		1 000 000
612 100	80-80-03	Aménagement route 4° parallèle			0	0		300 000		300 000
612 001	80-80-04	Réhabilitation route Bouar Garoua-Mboulaï			0	0		348 000		348 000
616 029	80-80-05	Construction du pont sur la rivière Lim (UP)						200 000		200 000
616 002	80-80-06	Réhabilitation des rues de Bangui					10 000			10 000
	80-80-12	Appui à la cellule interministériel de planification des transports								
		Total	**1 760 886**	**200 000**	**0**	**1 960 886**	**1 510 000**	**2 348 000**	**0**	**3 858 000**
		Transport,Aviation civile								0
648 412	80-81-01	Appui au secteur fluvial du Bassin du congo	0	100 000	0	100 000		1 180 000		1 180 000
622 400	80-81-03	Renouvelement des équipements de la SOCATRAF		456 400		456 400				
		Total	**0**	**556 400**	**0**	**556 400**	**0**	**1 180 000**	**0**	**1 180 000**
28		**Reconstruction Edifices Publics, Urbanisme et Logement**								
						0	66 000			66 000
508 012	60-60-02	Réhabilitation des équipements urbains et assainissement (FEU)	0			213 000	0			0
502 005	60-60-03	Réhabilitation des édifices publics	213 000		2 000 000	2 100 000	45 000		6 000 000	6 045 000
502 008	60-60-04	Construction d'un Stade de 20.000 places à Bangui	100 000				35 000			35 000
	60-60-05	Réhabilitation et construction des réseaux de drainage				10 000	0			0
509 400	60-60-08	Equipement de la Direction de la Statistique	10 000			505 000				0
502 400	60-60-09	Construction de 2 casernes militaires (Pk 55 Damara et Pk 80 M'baïki)	5 000	500 000		500 000		1 000 000		1 000 000
503 015	60-60-10	Assainis.quartiers Bacongo, Ngouciment, Ouango(THIMO III)	0	500 000						1 000 000
		Total	**328 000**	**1 000 000**	**2 000 000**	**3 328 000**	**146 000**	**1 000 000**	**6 000 000**	**7 146 000**
29		**Finances et Budget**								20 000
						10 000	20 000			15 000
908 018	80-10-01	Equipement Trésorerie Générale	10 000			15 000	15 000			20 000
906 002	80-10-02	Construction batiment annexe trésorerie générale	15 000	0	0	15 000	20 000			20 000
906 019	80-10-03	Equipement du Ministère des Finances	15 000	0	0	15 000	20 000			0
909 020	80-10-04	Renforcement de la DGID	15 000	0	0	15 000				78 192
909 021	80-10-05	Renforcement Inspection Générale Finances	10 000	0	0	10 000		78 192		
909 025	80-10-06	Mise en place de la cellule mixte Douane-Impôts								

...illiers de F CFA		Ministère de tutelle	Exercice 2004			Total	Exercice 2005			Total
...ode	Code	des projets	Fin. Int.	Fin. Extérieur			Fin. Int.	Fin. Extérieur		2005
...rojet	Budget		B.E.C.	Subvent.	Emprunt		B.E.C.	Subvent.	Emprunt	
9 026	80-10-07	Renforcement de la gestion des Finances Publiques	15 000	0	0	15 000	20 000	240 660		240 660
9 022	80-10-09	Renforcement,équipement Services Douanes (DGDDI)	15 000	0	0	15 000	20 000			20 000
9 023	80-10-10	Renforcement Direction Générale des services centraux	0	0	0	0	200 000			200 000
09 099	80-10-11	Redevance pour équipements informatique Finances	0			0	1 000 000			1 000 000
06 402	80-10-13	Souscription au capital Banque Sahelo-Sah. Invest. et Commerce	**95 000**	0	0	**95 000**	**1 315 000**	**318 852**	0	**1 633 852**
		Total								
		Economie, Plan et Coopération internationale								
30										
839 028	80-20-01	Amélioration état nutritionnel communautés vulnérables	15 000	470 000		485 000	17 000	300 000		317 000
901 003	80-20-04	Préparation du recensement général de la population	15 000	60 508		75 508	10 000	60 508		70 508
901 004	80-20-05	Elaboration du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté	5 000	70 000		75 000	5 000			5 000
907 011	80-20-06	Renforcement capacité Division Statistiques	10 000			10 000	10 000			10 000
908 024	80-20-07	Renforcement du Ministère de l'Economie et du Plan	20 000			20 000	20 000			20 000
908 025	80-20-08	Séminaire de Formation pour les Cadres Supérieurs	25 000			20 000		43 131		43 131
908 101	80-20-09	Programme d'Appui à la Politique Economique(PAPE)	0	45 000		45 000	15 000			15 000
906 101	80-20-11	Equipement division planification régionale	15 000			25 000	25 000			25 000
901 200	80-20-12	Fonds d'études et de Préparation de projets	15 000			45 000		45 000		45 000
906 100	80-20-13	Réhabilitation équipement division programme projets	10 000			15 000	20 000			20 000
908 025	80-20-14	Elaboration, Suivi et évaluation du PTI	10 000			15 000	20 000			20 000
908 028	80-20-15	Renforcement coordination aides extérieures	0	262 000		10 000	15 000			15 000
909 044	80-20-16	Renforcement du système de planification et pilotage écononique	10 000			262 000		262 000		262 000
909 045	80-20-17	Appui à l'ordonnateur national du FED	15 000	54 500		10 000	5 000			5 000
909 046	80-20-18	Renforcement de la coordination nationale du plan	15 000	30 000		69 500	10 000	53 480		63 480
908 104	80-20-19	Suivi evaluation des projets UNICEF	15 000			45 000	0	30 000		30 000
909 047	80-20-20	Renforcement du SENAREC-RCA	5 000	54 083		15 000	0			0
906 400	80-20-22	Réhabilitation et équipement du service de la documentation	5 000	40 000		59 083	15 000	54 083		69 083
903 400	80-20-23	Programme de comparaison internationale				45 000	5 000	40 000		45 000
908 105	80-20-24	Coordination Activités en matière de population	**225 000**	**1 086 091**	**0**	**1 311 091**		400 000		400 000
908 106	80-20-25	Programme micro réalisations en RCA					10 000			10 000
908 107	80-20-26	Interface informatisé de programmation					**212 000**	**1 288 202**	**0**	**1 500 202**
		Total								
		SGG et Relation avec le CNT								0
32										0
906 556	40-50-01	Equipement de reproduction relance journal officiel	15 000			15 000				20 000
906 006	40-50-02	Equipement Ministère chargé du SGG et relation avec CNT	20 000			20 000	20 000			8 000
908 034	40-50-03	Appui au SGG					8 000			12 000
908 035	40-50-04	Réhabilitation de la salle de conférence du SGG					12 000			**40 000**
908 036	40-50-05	Appui à l'ENAM	**35 000**	0	0	**35 000**	**40 000**	0	0	
		Total								
										1 000 000
			1 000 000	0	0	1 000 000	1 000 000			
		Droits de Douanes Projets								**29 969 550**
	80-90-01		**7 309 586**	**11 450 246**	**2 550 000**	**21 309 832**	**6 746 000**	**16 203 550**	**7 020 000**	
		TOTAL BUDGET D'INVESTISSEMENT hors droits de douane								**30 969 550**
			8 309 586	**11 450 246**	**2 550 000**	**22 309 832**	**7 746 000**	**16 203 550**	**7 020 000**	
		TOTAL BUDGET D'INVESTISSEMENT y compris droits de douane								